Lyes Laribi

Du MALG au DRS

Histoire des services secrets **algériens**



Lyes Laribi

Du MALG au DRS

Histoire des services secrets algériens

« Il n'est point un secret que le temps ne révèle »

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Au moment de la sortie de *L'Algérie des généraux* (Max Milo, 2007), une des critiques faite par certains journalistes est que le livre ne consacre pas un seul chapitre aux services secrets, pire encore on m'a fait remarqué que dans l'organigramme réservé aux différentes successions à la tête de la hiérarchie militaire il manquait celle des services secrets.

La réponse est toute simple, c'est que cette institution ne peut être abordée en un chapitre. Je crois qu'il lui faut réserver plusieurs études pour pouvoir réussir à percer le mystère de cette institution, car jusqu'à aujourd'hui rares sont les témoignages des éléments issus des services secrets algériens. Et ceux qui l'ont fait, ils n'ont donné que des dossiers qu'on appelle dans le jargon militaire « confidentiel défense ». Ce qui veut dire des informations qui ne présentent pas en elles-mêmes un caractère secret mais dont la connaissance, la réunion ou l'exploitation peuvent conduire à la divulgation d'un secret intéressant la défense nationale et la sureté de l'Etat. Parmi les rares personnes qui ont osé donner quelques éléments de dossiers « secret défense », il y a le général Nezzar, par rapport aux événements de 1992 dans son livre témoignage, le lieutenant-colonel Semraoui (ancien bras droit du numéro un du contre espionnage Smaïn Lamari), sur la création du Groupe islamique armé (GIA) par les services secrets algériens et le témoignage de Hicham Aboud, chef cabinet de Betchine patron de la Sécurité militaire (SM) entre 1989 et 1990, sur l'assassinat de Mecili à Paris. Tandis que par rapport à des dossiers « très secret

défense », aucun témoignage de militaire appartenant aux services secrets algériens, ni à sa tutelle n'a été fait à ce jour. Mais ceci ne peut empêcher l'écriture d'un livre à partir d'une étude scientifique et académique pour comprendre cette institution.

Pour la plupart des citoyens algériens, les services sont synonyme d'arrestations arbitraires, de tortures, de disparitions, de coups d'Etat, d'assassinats, mais aussi de gros complot contre l'Etat déjoué, d'arrestations des intouchables…

D'ailleurs qu'on parle de la Sécurité militaire même si aujourd'hui elle s'appelle Département du renseignement et de la sécurité (DRS), c'est surtout pour faire référence à quelques grosses affaires telles : le coup d'Etat contre Ben Bella, l'assassinat de Boudiaf, de Krim, de Khider…

Ce travail est une contribution qui vise à lever le voile sur cette institution et de casser l'un des tabous qui terrorise encore l'écrit algérien.

Le livre comporte une partie historique de l'institution depuis sa création à aujourd'hui ainsi une biographie des principaux chefs qui se sont succédés à la tête de cette institution et aussi ses relations avec certains services de pays étrangers.

La deuxième partie est consacrée aux services intérieurs et le rôle que jouent les services dans le politique depuis sa création, quelques gros scandales ou l'implication des services algériens ou certains de ses éléments sont avérés ainsi sa relation avec le reste de l'institution militaire.

La troisième partie est consacrée essentiellement aux assassinats politiques, depuis Abane jusqu'à Hachani.

La quatrième partie est consacrée à l'implication des services secrets en général, et extérieurs en particulier, dans certains scandales et mensonges d'Etat (scandales financiers, banditisme international, terrorisme…) ainsi que leurs infiltrations de certains mouvements nationalistes à l'étranger…

Abdelhamid Brahimi, l'ancien premier ministre sous Chadli, dit dans son livre *Aux origines de la tragédie algérienne* (Hoggar, 2000), concernant les services de sécurité : « Au cours des décennies 1960 et 1970, le régime utilise les services de sécurité pour asseoir et conforter son autorité avec un mépris absolu de l'intérêt général et de la transparence. La décennie 1980 assiste au renforcement du rôle des services de sécurité qui s'acheminent allégrement vers l'autonomie. Cette étape est décisive et a permis notamment à la sécurité militaire de jouer un rôle très actif dans le coup d'Etat de janvier 1992 avant de s'emparer du pouvoir à son profit et à celui de l'armée ».

Enfin je termine cette introduction par cette citation populaire : « Aussi longtemps qu'il y a des gens qui s'estiment au dessus de la loi que ce soit dans l'appareil militaire ou civil, aussi longtemps que ces personnes s'estiment dans leur droit de tracer des lignes rouges pour les politiques et de les choisir selon leur modèle, alors le peuple a le droit de se révolter contre ces personnes pour instaurer la justice et faire cesser la *hogra* ».

En 1963, Boudiaf disait : « Il n'est pire humiliation humaine que d'accepter l'arbitraire le plus criant sans réagir ».

1— HISTORIQUE

Avant de devenir Ministère de l'armement et des liaisons générales en août 1957, le MALG était la Direction Centrale des Liaisons Générales (DCLG). Elle a été créée en 1956 par le colonel Abdelhafid Boussouf, puis ce service est devenu le Ministère des Liaisons Générales et des Communications (MLGC) en début de l’année 1957[1].

Ce changement dans l'appellation des services de renseignement du Front de libération nationale (FLN) au cours d'une seule année est dû à deux facteurs, l'un interne et l'autre externe.

Une des raisons internes de cette restructuration est la fusion du MLGC de Boussouf et le Ministère de l'armement et du ravitaillement général (MARG) de Mahmoud Cherif. Une autre cause aussi importante que la première est l'exécution de Larbi Ben M'hidi par l'armée française en mars 1957, premier chef historique de la cinquième région (ouest) selon le découpage de l'Armée de libération nationale (ALN).

Boussouf[2] devient le seul et incontestable chef de cette région avec tout ce que signifie ce mot : une base à Oujda, une frontière, un pays allié (le Maroc) et un service de renseignement déjà rodé aux coups tordus même à une année d'existence. Boussouf avait la conviction que celui qui a la mainmise sur les renseignements décidera de l'avenir de la révolution, puis du pays. C'est pour cela

qu'il a décidé de transformer sa direction en un ministère puis de fusionner avec le MARG. Et pour se faire respecter et surtout se faire craindre par ses amis/ennemis de l'ALN, il n'a pas hésité à faire exécuter ses opposants par ses éléments. L'exécution d'Abane Ramdane en décembre 1957 donnera une réputation d'assassin à Boussouf. En septembre 1958, il rentre au gouvernement avec le poste de ministre du MALG. Il récupère ainsi tous les responsables du Renseignement, liaison et communication (RLC) de l'ALN sur les différents échelons de chaque wilaya (une wilaya était composée de secteurs, de régions et de zones, et à chaque échelon il y avait les fameux agents du RLC). Le MALG constituera ainsi une mine inépuisable de renseignement de proximité issue soit des citoyens convaincus par la cause, soit des agents de l'ALN/FLN infiltrés dans les différents corps de l'administration française.

Tandis qu'une des raisons externes de cette restructuration du MALG était de contrer le service 23 (contre espionnage) du général Grossin, dont la mission était surtout la lutte contre le trafic d'armes et les réseaux de soutien au FLN à l'étranger. Le service 23 a créé une organisation appelée la « Main Rouge » pour mener les actions de ses services[3]. Le combat MALG/Main Rouge durera quatre ans (1957 à 1961) et se soldera par l'exécution de dizaines de personnalités européennes et non européennes acquises à la cause du FLN. Parmi ces personnalités, il y avait le professeur Georges Laperches, l'avocat Auguste Theveney, l'avocat au barreau de Paris Ould Aoudia, la famille Schlutter[4], etc.

La Main Rouge sera aussi derrière l'interception d'une dizaine de bateaux remplis d'armes à destination de l'ALN. Il y avait ceux qui ont été coulés tel l'Atlas à Hambourg le 18 juillet 1957 et d'autres arraisonnés tels le cargo Slovenja. Mais le MALG réussira entre autres à implanter ses services sur le territoire français à travers

« l'Organisation Spéciale », le service de renseignement de la Fédération de France. Cette organisation comportera un groupe de choc, spécialisé dans la liquidation des messalistes et dans les attentats. Parmi les plus célèbres messalistes exécutés, il y a Fellali Abdallah[5], militant nationaliste de la première heure, un fidele de Messali et puis numéro deux du Mouvement national algérien (MNA), un ancien condamné à mort lors des événements du 8 mai 1945 ; touché de quatre balles le 7 octobre 1957, il succombera à ses blessures le 24 novembre 1957. L'Organisation Spéciale (OS) frappait là où personne ne l'attendait, elle a exécuté le 27 mai 1957 Chekkal, au stade Colombe, alors qu'il était assis au côté du président Français René Cotty. Cette organisation se spécialisera dans le renseignement militaire comme la surveillance des harkis, le repérage des objectifs d'attentats, l'infiltration de la police, la récolte des fonds auprès des immigrés et se chargera surtout de nouer des relations avec les services de renseignement européens tel que la *Bundesnachrichtendienst* (BND), le Comité pour la sécurité de l'Etat soviétique (KGB) et la *Central intelligence agency* (CIA).

Messaoud Zeghar[6] sera l'homme que Boussouf chargera de jouer ce rôle d'interlocuteur privilégié avec ces services. Zeghar, de nom de guerre Rachid Casa, militant nationaliste de la première heure, avant de rejoindre le maquis en décembre 1956, était patron de trois usines de fabrication de bonbons. Deux étaient installés en Algérie et une troisième au Maroc. Au moment où il a rejoint la résistance, il a créé avec Boussouf le Service Spécial de la Prospection (SSP). Il a été chargé par la suite de procurer les armes, munitions et explosifs pour la résistance après l'arrestation de Ben Bella et quatre autres dirigeants du FLN dans le fameux vol d'avion détourné par l'aviation française en octobre 1956. Une mission qui lui permettra de voyager beaucoup. Au cours d'un de ses voyages, il rencontre Charlotte Habsbourg et se lie d'amitié avec l'héritière du trône

d'Autriche. Elle lui fera connaitre de nombreux marchands et fabricants d'armes en Europe. En 1957, il ouvre une usine d'armes au Maroc, spécialisée dans la fabrication des bazookas et des mortiers. C'est dans ce contexte et par un concours de circonstances, et grâce à un ami d'enfance Nouani, qui travaille à la base US Nouaceur au Maroc, il se lie d'amitié avec des officiers américains[7,i]. Ces derniers lui permettront à se procurer des munitions, des armes et des moyens de transmission. Le SSP sera un service autonome au sein du MALG, avec ses effectifs et ses hommes à plusieurs identités. A l'indépendance ce service deviendra un service autonome parallèle aux services de sécurité officiels.

A partir de 1959, le MALG, qui ouvrira plusieurs bureaux de renseignement dans le monde, était composé comme suit[ii]:

- Boussouf Abdelhafid, le patron ;
- Khalifa Laroussi, secrétaire général et directeur de l'Ecole des cadres ;
- Teldji Ali, responsable de la direction de transmission ;
- Bennouane Abderrahmane, responsable de la direction de vigilance et du contre renseignement, il avait pour adjoint Bouzid Abdelkader et Maoui ;
- Khelladi Mohamed, responsable de la direction de recherche et documentation, il avait pour adjoint Boualem Bensaiah ;

---

[i] Le commandant Kaci aurait déclaré à des officiers algériens : « Même les Etats-Unis nous accordent des secours qui sont loin d'être négligeables. Les Américains tout en prenant position officiellement en faveur de la France jouent en sous-marin la carte FLN pour ménager l'avenir. »

[ii] En aout 1957, Boussouf fusionne le MLGC et le MARG pour créer le MALG. En septembre 1958, il rentre au GPRA avec un poste de ministre et cède la cinquième région à Boumediene.

- Rouai Hadj Mohamed, responsable des services de liaisons générales, il avait pour adjoint Mansour Miliani ;
- Benmostefa Amar, responsable du service d'armement, il avait pour adjoint Bayou Saïd ;
- Delci Nouredinne, responsable du bureau de Rabat ;
- Deloui Ali, responsable du bureau du Caire ;
- Hassani Abdelkrim, responsable de la base Didouche ;
- Bouaziz Saïd, responsable de l'organisation spéciale en France, il aura Benyahia un certain moment comme adjoint (organisation affilé à la fédération de France, l'homme de liaison avec le MALG n'est qu'un de ses éléments à savoir Mabed) ;
- Mhamed Yousfi, responsable en Espagne et avec Tamzali, ils avaient un point de chute en Suisse ;
- Mehdi Mabed (alias Chitane « Satan »), qui jouera un grand rôle dans la filière européenne et particulièrement en Allemagne grâce au réseau Rudi Arndt.

Le 10 février 1959, le représentant du FLN à Madrid[8], Alloua Amira, est assassiné au Caire pour avoir refusé de faire allégeance à Boussouf. Un malgache répondant au nom de Tazzi l'aurait liquidé. Il l'aurait balancé du cinquième étage. Les services égyptiens ont fait une descente au siège du MALG. Devant le fait accompli, Boussouf a décidé de réduire son effectif au Caire et d'installer leur quartier général à la base Didouche, situé à Tripoli, en Libye, qui sera confiée à Boualem Bensaiah.

En 1960, la direction de vigilance et du contre renseignement sera confiée à Kasdi Merbah, de son vrai nom Abdellah Khalef. La Direction de vigilance et du contre renseignement (DVCR) est de

fait l'ancêtre de la SM[9]. La direction de recherche et documentation sera confiée à Ali Mecili.

Au cours de l'année 1961, Boussouf se sépare de son bras droit Khalifa qui sera remplacé à l'Ecole des cadres par le capitaine Abdelmoumen. Boussouf reprochait à Khalifa que sa femme (la première qui est française) faisait partie des services d'espionnage français.

En 1962, le capitaine Zerguini remplace Bensaiah à la base Didouche, et avec Merbah, durant l'été 1962, ils dirigèrent le rapatriement des archives sur Alger. En octobre 1962, Kasdi Merbah devient patron de la SM et le restera jusqu'à la mort de Boumediene. Il est secondé par Yazid Zerhouni à partir de 1972. En juin 1978, Boumediene unifiera tous les services de sécurité et désignera Kasdi Merbah comme le seul patron.

En 1963, par méfiance de Boumediene, Ben Bella a créé une police spéciale, il nommera un certain Fettal à sa tête. Il sera derrière de nombreuses arrestations et d'abus pour motif d'atteinte à la révolution. Entre 1962 et 1965, plusieurs personnalités connaitront la torture, la prison, la déportation et la mort. Parmi ces personnalités, il y a Ferhat Abbas, premier président du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) et premier président de l'Assemblée nationale, Abderahmane Fares, ancien président de l'Exécutif provisoire, Amar Bentoumi, ancien ministre de la Justice, le commandant Azzeddine, le commandant Larbi Berradjem, les députés Boualem Oussedik et Brahim Mezhoudi, Ait Chaalal… et l'assassinat du colonel Chaabani[10] et de ses compagnons, des maquisards de la première heure.

Lors d'une interview accordée à l'hebdomadaire *Algérie Actualité* du 19 au 25 juillet 1990, Kasdi Merbah a fait cette déclaration sur le rôle des services durant le règne de Boumediene dans certaines affaires :

> *Algérie Actualité* : Vous avez dit tout à l'heure que les services que vous dirigiez n'étaient pas impliqués dans l'assassinat de Khider et Krim Belkacem. Cela veut dire qu'il y a d'autres services qui ne dépendaient pas de vous ou que ce ne sont pas du tout les services de sécurité algériens dans leur totalité qui en sont les auteurs ?
>
> Kasdi Merbah : Il y avait bien sûr des services qui ne dépendaient pas de moi, ça c'est connu. D'abord les services officiels : la Gendarmerie nationale et la Police nationale, dirigés respectivement par Bencherif et Draia. Ensuite, les services parallèles, l'un dirigé par Zeghar qui occupait une position spéciale auprès de Boumediene, et l'autre entretenu par le colonel Chabou, mais je précise que je ne formule aucune accusation contre personne.

Durant toutes ces années de règne de Boumediene, on imputera à la Sécurité militaire des dizaines d'assassinat de personnes dont les historiques Krim Belkacem en Allemagne et Khider en Espagne. Mais on les soupçonnera aussi d'être derrière la mort de Chabou, secrétaire général du ministère de la Défense et sa délégation, de Madeghri, ministre de l'Intérieur, du colonel Abbas, directeur de l'Académie interarmes de Cherchell en 1967, du colonel Saïd Abid, chef de la première région militaire en 1967…

En février 1979, le nouveau président a décidé de mettre le tout puissant patron de la Sécurité militaire, Kasdi Merbah, dans la voie du garage. Il le nomme secrétaire général du ministère de la Défense. Il est remplacé par Yazid Zerhouni, ce dernier prendra Mohamed Azouaou comme adjoint.

Zerhouni restera deux années à la tête de la SM. Au cours de ses deux derniers mois il se voit imposé le colonel Lahreche comme adjoint. Les années Zerhouni seront marquées par deux événements et pas des moindres, à savoir le « printemps berbère » et la libération des otages américains. La répression qu'a subie la Kabylie durant plusieurs semaines a engendré des arrestations abusives d'étudiants, de lycéens et même de collégiens par les forces de sécurité, la torture massive de détenus et l'arrestation de certains leaders du mouvement berbère. Tandis que dans l'affaire des otages américains, Zerhouni s'appuiera sur son ami Zeghar pour les libérer des mains des Iraniens. Quelques mois après cette libération, Zerhouni est nommé ambassadeur à Washington.

En juillet 1981, le colonel Lakhal Ayat est nommé patron de la Sécurité militaire. Il le restera jusqu'à octobre 1987 où le président a décidé de réorganiser les services de sécurité et de les scinder en deux. Le colonel Lahreche, nommé deux mois auparavant à la tête de la Direction des relations extérieures (DRE), lui sera imposé comme adjoint[11].

Ce dernier sera l'homme qui fera arrêter l'intouchable Zeghar. Une arrestation qui fera couler beaucoup d'encre. Le motif réel de cette arrestation reste toujours un mystère. Pour certains, Lahreche avec la complicité de Belkheir ont voulu mettre la main sur les dizaines de milliers de documents d'archives que Zeghar détenait en Suisse. Chose qu'ils réussiront à avoir, à savoir les archives des services secrets algériens depuis sa création.

Après trois ans d'incarcération, le commandant Zeghar sera relaxé par le tribunal militaire de Blida. Certains témoignages disent que Zeghar aurait payé en plus de la remise des archives la somme de dix millions de dollars pour assurer sa libération.

En janvier 1982, Belkheir récupère le poste de secrétaire général de la présidence, avec poste de ministre en plus du poste qu'il occupait depuis le 27 avril 1980, à savoir secrétaire permanent du Haut conseil de sécurité.

Parmi les dossiers que Lakhal Ayat avait à gérer durant cette période, le dossier du Mouvement islamique armé (MIA) et de son chef Bouali. Il y avait aussi le dossier d'arrestation des leaders islamistes des années 1980, les révoltes populaires de Sétif et Constantine, ainsi que les activistes de Ben Bella à l'étranger et dans le pays, le retour des communistes à la clandestinité et bien sûr les berbéristes.

Les services de Lakhal Ayat seront mis en cause en avril 1987 dans l'assassinat de leur ancien collègue, maitre Ali Mecili, à Paris. Certain témoignage parle de l'ombre de Belkheir[12]. Au début de l'année 1984, le commandant Bencharchali, d'après Hanafi Taguemout auteur du livre *L'affaire Zeghar : Déliquescence d'un Etat, l'Algérie sous Chadli* (Publisud, 1994), remplace Lahreche à la tête de la DRE, alors l'ancien patron de la Direction de la surveillance du territoire (DST) Yves Bonnet parle du commandant Smaïn Lamari dans son livre *Mémoire d'un patron de la DST* (Calmann-Levy, 2000).

Au mois d'octobre 1987, Chadli décide de réorganiser les services de sécurité. Le 1er novembre 1987, le colonel Betchine est nommé patron de la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA), tandis que Lakhal Ayat se voit confier la Direction générale à la prévention et à la sécurité (DGPS) / Direction générale de la documentation et de la sécurité (DGDS). Ils auront ensemble à gérer les événements d'octobre 1988. Lakhal Ayat sera limogé le 29 octobre 1988, il refusera sa mutation. En septembre

1989, il fait valoir son droit à la retraite. Il dira quelque temps après son limogeage et celui de Messâadia, responsable du FLN : « Il fallait créer l'illusion politique contre le chef de l'Etat par le responsable du FLN et par le patron de la police politique. Ce qui est faux. Car, ajoute-t-il, en associant les deux responsables lors du limogeage, Chadli n'est pas allé jusqu'au bout ; il aurait fallu dissoudre le FLN et la DGPS. Pour qu'il n'y ait ni parti unique ni police politique et qu'on ouvre la voie au multipartisme, comme cela s'est fait en Roumanie en 1989 et en URSS en 1990. »[13]

Malgré sa participation dans la répression des manifestants d'Octobre au côté de Khaled Nezzar, alors chef des forces terrestre, Betchine, promu au grade de général, se voit confier le poste de Lakhal Ayat. Il devient patron de la police politique et la DCSA est confiée à Toufik. Au cours de son mandat, il essayera de réorganiser les services. Il accusera le lieutenant colonel Smaïn Lamari d'être un agent des services français, avant que ce dernier ne soit repêché par Belkheir. Un an plus tard, après le départ de Betchine, Smaïn Lamari se voit confier la Direction du contre-espionnage (DCE).

Le 4 septembre 1990, Betchine est remercié et sera remplacé par le colonel Mohamed Médiène (alias Toufik). Quelques mois auparavant Nezzar est devenu ministre de la Défense. Il décide de réorganiser les services avec la complicité de Belkheir. Avec l'aval de Chadli, il crée le DRS dont Toufik devient le patron. Le but de cette réorganisation était de regrouper tous les services de renseignement en une seule direction et de la mettre sous tutelle du ministre de la Défense (Nezzar). Smaïn Lamari, l'homme de confiance de Belkheir, devient l'adjoint de Toufik et patron de la DCE.

Une paire qui restera ensemble à la tête des services secrets pendant 16 ans, jusqu'à la mort de Smaïn Lamari en aout 2007. Parmi les autres branches du renseignement qui ont rejoint le DRS, il y a la DCSA, un service dirigé par Kamel Abderrahmane jusqu'à 1996 et actuellement par le général M'henna Djebbar. En 1993, il y a eu fusion des Centres militaires d'investigation (CMI), affilés à la DCSA auparavant, et les Centres de recherche et d'investigation (CRI), affilés à la DCE auparavant. Ils ont donné naissance aux centres territoriaux de recherches et d'investigations (CTRI). Dans chaque région militaire, il y a un CTRI (Blida, Oran, Constantine, Ouargla, Bechar, Tamanrasset). Cette fusion a pour objectif de partager l'information entre ses deux services. Par ailleurs, c'est la DCE qui a été chargée de coordonner l'action du DRS, de la police et de la gendarmerie à travers les postes de commandement des opérations (PCO), anciennement Commandement des opérations de base (COB). Le troisième service qui a intégré le DRS, c'est la Direction de la documentation et sécurité extérieure (DDSE), un service dont la fonction était le renseignement à l'étranger. Son ancien chef, Saïd Fodhil a été assassiné par ses pairs en 1996, deux ans après avoir quitté la DDSE. Son assassinat était maquillé en accident de la circulation. En plus du général Fodhil, la DDSE était dirigée successivement par le général Boudjelti, puis par le général Laali. Tandis qu'à la capitale Alger, une structure spécifique lui a été créée à savoir le Centre principal militaire d'investigation (CPMI). Le général Tartag est le patron de ce centre affilé à la DCSA. De l'autre côté du boulevard, il y a une caserne du DRS, située derrière le mur de la Faculté de droit de Ben Aknoun. Alors que le PCO est installé au centre de Château-Neuf, juste derrière l'Ecole de police et à quelques centaines de mètres du CPMI.

A l'actif de Toufik, Lamari et leurs services, il y a : l'assassinat du président Boudiaf, un coup d'Etat contre le président Chadli,

l'homme qui les a propulsés à la tête des services, la déportation de dizaines de milliers de personnes dans les camps de la mort en plein désert, sur des sites où la France coloniale avait effectué des essais nucléaires, chimiques et bactériologiques, l'arrestation de dizaines de milliers de personnes dont la majorité a été torturé durant la deuxième guerre d'Algérie (1992-2007), la disparition de dizaines de milliers de personnes, les massacres collectifs dans des village acquis à la guérilla islamiste, la création de nouveaux partis politiques, le trucage des élections présidentielles, parlementaires et locales depuis le coup d'Etat, l'assassinat d'officiers supérieurs de l'armée, l'assassinat de Kasdi Merbah, l'ancien patron de la SM sous Boumediene, l'assassinat d'artistes et d'intellectuels, du chanteur Kabyle Matoub, des journalistes Said Mekbel, Tahar Djaout…, du syndicaliste Benhamouda, et des professeurs Liabès, Boukhabza… et l'assassinat de l'opposant Hachani.

A l'extérieur de l'Algérie, les services secrets seront impliqués dans les attentats de Paris, dans l'assassinat de l'imam Abdelbaki Sahraoui, dans les fameux vols secrets de la CIA, et l'exfiltration du général Nezzar en 2001 et son retour à Paris en 2002.

Depuis la mort de Smaïn Lamari, Toufik est resté le seul patron du DRS. Au contre-espionnage, une guerre sans merci l'a opposé à Bouteflika. Ce dernier a essayé d'imposer un homme qui est devenu l'un de ses fideles : le général Tartag, ancien patron du CPMI de Ben Aknoun, puis de la DCSA. Alors que le poste revient de droit, selon la hiérarchie des services au général Mhenna Djebar, son successeur à la tête de la DCSA. Un consensus entre Toufik et le président pour l'intérim du colonel Kherfi a été trouvé. Kherfi sera promu général et confirmé dans son poste. Mais beaucoup de spécialistes de la question algérienne considèrent qu'il est difficile à Kherfi de s'émanciper de son ancien patron au CTRI de Blida le

général Mhena Djebar. Un CTRI accusé de l'assassinat des moines de Tebhirine.

Une légende dit: un jour, un patron des services secrets a réuni ses éléments. Il leur a dit : « Nous sommes sur un bateau. Ne croyez pas que vous travaillez dans la salle de machine. Votre travail est celui de la blanchisserie. Vous nettoyez les taches qui sont sur les vestes des officiers ».

2— BIOGRAPHIE DES PRINCIPAUX PATRONS DES SERVICES

Les biographies présentées dans ce chapitre ne concerneront que ceux qui ont dirigé les services secrets algériens depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, ou ceux qui étaient et qui sont encore à la tête d'un service parallèle dont le rôle dans le changement du cours des événements est avéré.

2.1— Abdelhafid Boussouf

De nom de guerre « Si Mabrouk », il né en 1926 à Mila dans le Constantinois. Si Mabrouk a effectué ses études primaires à Mila. Il est obligé de quitter ses études pour venir en aide à sa famille. Dès son adolescence, à 16 ans, il adhère au Parti du peuple algérien (PPA) à Constantine. Il fait la connaissance de Boudiaf et Bentobbal. Après les événements du 8 mai 1945, il devint membre puis cadre de l'OS. Il entre dans la clandestinité après le démantèlement de l'OS en 1950 et il se refugie à Oran. Par la suite, il adhère au Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Il contribue à la création du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA). Il préside la première réunion préliminaire dans le domicile de Liès Derriche en été 1954. Il fera partie des 22 historiques qui ont déclenché la révolution algérienne. Le 5 novembre 1954, il devient l'adjoint de Ben Mhidi au niveau de l'Oranie en remplacement de Benabdelmalek. Après le congrès de la Soummam en aout 1956, il devint membre du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) et chef de la wilaya 5,

avec grade de colonel. Au cours de l'année 1956, il crée le Département des communications et liaisons générales (DLCG) et il engage Zeghar dans une structure parallèle, le SSP. Il le charge de trouver des réseaux multiples pour l'achat, puis la fabrication d'armes. Au début de 1957, il restructure sa direction et lui change de nom. Elle devient MLGC, un ministère. Au même moment il devient membre du Comité de coordination et d'exécution (CCE).

En aout 1957, il fusionne son service avec le service de Mahmoud Cherif, le MARG et il crée le MALG. Il devient ainsi l'homme le plus redouté de la révolution. En décembre 1957, il exécute Abane Ramdane, le seul homme qui pouvait s'opposer à lui avec la complicité de Bentobbal et Krim. Le colonel Boussouf s'entoure d'une équipe de collaborateurs remarquables dont le colonel Houari Boumediene, futur homme fort de l'Algérie, Khalifa Laroussi (le père de Rafik Khalifa), secrétaire général du MALG, et ministre sous Ben Bella, Tayebi Larbi, ministre de l'agriculture sous Boumediene, Bouteflika Abdelaziz, ministre de Affaires étrangères sous Boumediene et président de la république à partir de 1999, Kaïd Ahmed « commandant si Slimane », futur responsable du FLN à l'indépendance, Boualem Bensaiah, futur ministre, Kasdi Merbah, futur patron de la SM…

Le 19 septembre 1958, il rentre au GPRA avec un poste de ministre chargé du MALG. Il récupère ainsi tous les éléments de RLC de l'ALN et il étendra les actions de son service en France puis dans certains pays de l'Europe ; il ouvre des bureaux dans les pays du Maghreb, ainsi que dans certains pays arabes et asiatiques. En février 1959, il exécute au bureau du Caire le représentant du FLN à Madrid, Amira Allaoua, par les agents de Tazzi ; il avait refusé d'intégrer le MALG.

En 1961, il se sépare de son copain Khalifa. Ce dernier rejoint Boumediene au Poste de commandement (PC) d'Oujda. Il nomme Kasdi Marbah à la tête de la DVCR et Ali Mecili à la tête de la Direction de la documentation et de la recherche (DDR).

Il s'oppose à Boumediene et l'état-major. Il forme avec Krim le noyau dur du GPRA. Ce dernier décide de dissoudre l'état-major et demande à Boussouf d'arrêter Boumediene. Boussouf lance un contrat sur Boumediene pour le tuer, ce qu'il n'arrivera pas à réaliser. Zeghar cache Boumediene à Casablanca pendant trois mois. Au même moment Ali Mendjeli et Kaïd Ahmed font signer par les *jounouds* des deux frontières une pétition pour réclamer le retour de leur chef. Boumediene revient à la tête de l'état-major. Lors du congrès du CNRA à Tripoli entre le 27 mai et 7 juin 1962, il y a eu divorce entre l'état-major et le GPRA. Boussouf assiste à la défection de tous ses éléments sans pouvoir les retenir. Ils rejoignent Boumediene à l'Ouest. Avec Ben Bella, Khider et Ferhat Abbas, ils constitueront le fameux clan d'Oujda.

En aout 1962, Boussouf, désorienté, se retire complètement des affaires politiques au moment fort du conflit entre le GPRA et le clan d'Oujda. Il devient homme d'affaires et se lance dans la vente de bateaux. Le 21 juin 1965, deux jours après le coup d'Etat, il rompt son silence. Il accorde une interview à la *Gazette de Lausanne* et exprime sa totale confiance à Boumediene. Par la suite, il semble avoir négocié sa neutralité politique avec sa tranquillité personnelle. Il est mort le 31 décembre 1979 à Paris, presque un an, jour pour jour, après la mort de Boumediene[14].

2.2— Laroussi Khalifa[15]

Il est né le 28 octobre 1917 à Aïn Beida. Après ses études, il devient cadre dans l'Administration française. Il rejoint l'ALN en 1955 à la wilaya 5. Il devient un intime de Boussouf. Ensemble, ils vont créer les services de renseignements de l'ALN. Il participe à toutes les étapes de restructuration. En septembre 1958, il devient directeur de cabinet du ministre Boussouf au MALG. L'Ecole des cadres lui sera confiée. En 1961, Boussouf accusera la première femme (française) de Khalifa d'être une espionne au service des renseignements français. Laroussi se sépare de sa femme et quitte au même moment Boussouf pour rejoindre Boumediene à Oujda. A l'indépendance, il devient député puis ministre de l'Industrialisation et de l'Energie. Il deviendra par la suite ambassadeur de l'Algérie à Londres. Dans les années 1970, il dirigera la compagnie aérienne Air Algérie. Il décède le 1er septembre 1990.

2.3— Mohamed Boukharouba[16]

Dit Houari Boumediene, il est né le 23 aout 1932 à Guelma. Il fait ses études primaires dans sa ville natale. De 1946 à 1949, il fréquente la medersa d'El ketania à Constantine. Après un passage à la Zeitouna, à Tunis, il rejoint l'université d'El Azhar au Caire. Très tôt, il milite au PPA/MTLD. Au Caire, il fait la connaissance de Ben Bella et intègre le FLN. Il rentre clandestinement en Algérie en accompagnant le premier chargement d'armes dans le cargo « Athos 1 » avec six autres militants. Boussouf le choisit comme son adjoint après le congrès de la Soummam en 1956. Avec Zeghar, il monte le premier centre d'écoute et de transmission à Oujda. Il devient chef d'état-major en 1960. Avec l'aide des Soviétiques et des Egyptiens, il essaye de mettre un embryon d'armée moderne. Il

convainc Boussouf d'envoyer les jeunes étudiants « Malgaches » en formation chez le KGB à Moscou. On appellera cette promotion « Tapis Rouge », et les jeunes espions les « Boussouf boys ». Après l'indépendance, il devient ministre de la Défense et choisit Merbah comme patron de la Sécurité Militaire. Il crée la DRE et il met la doublette Zerguini et Zeghar à sa tête jusqu'en 1969. Puis il nomme Zerhouni à sa tête et devient le numéro deux de Merbah. Après le coup d'Etat de 1965, il est désigné président du Conseil de la Révolution au côté de 24 membres (en 1975, ils ne restaient que 8 membres au sein du Conseil au côté du président). Il devient le maitre de l'armée, des services secrets, de tous les autres services de sécurité et du FLN. Il fait adopter une Constitution en 1976 et il devient président. En juin 1978, il nomme Merbah à la tête de tous les services de sécurité et de renseignements. Cependant, il conservera le pouvoir jusqu'à sa mort en décembre 1978.

2.4— Messaoud Zeghar[17]

De nom de guerre Rachid Casa, il né le 8 décembre 1926 à Eulma. Ainé d'une famille nombreuse, il devient à 10 ans le plus jeune travailleur immigré. Après quelques mois en France et 40000 francs dans la poche, il retourne au pays. A 12 ans il abandonne ses études. A 16 ans, il se lance dans la fabrication des bonbons. En 1950, il est à la tête de trois fabriques de bonbons dont une située à Casablanca au Maroc. Il se marie en 1952 avec une bourgeoise oranaise. En décembre 1954, il adhère au FLN. Il rejoint le PC d'Oujda en 1956. Il crée avec Boussouf le SSP. Sa mission était de procurer les armes, les munitions et les explosifs. Au cours d'un voyage en avion, il rencontre Charlotte Habsbourg et se lie d'amitié avec l'héritière du trône d'Autriche. Celle-ci lui fera connaissance des marchands et fabricants d'armes. Il ouvre une usine d'armes au Maroc et fait fabriquer des mortiers et des bazookas. Au Maroc, il se lie d'amitié

avec des officiers de la base US Nouaceur. Il fera sortir de cette base en plus des armes et des munitions, du matériel de transmission. A Oujda, avec Boussouf, ils installeront dans des villas les centres d'écoute les plus élaborés d'Afrique du nord. En 1960, il cache Boumediene durant trois mois à Casablanca au moment où ce dernier était condamné à mort par Boussouf. L'amitié entre Boumediene et Zeghar deviendra ainsi une amitié indéfectible. Kadi Marbah dira dans une interview à *Algérie Actualité*, qu'il est son seul ami intime. Officiellement, il quitte l'armée en 1962. Mais sa fiche de démobilisation des services n'est signée par Chabou que le 1er mars 1970. Il intervient auprès des Vietnamiens pour avoir la liste des prisonniers américains ; la liste remise par madame Binh a permis à l'Algérie de bénéficier d'un blé américain subventionné. En 1974, il organise la rencontre entre Nixon et Boumediene. Aux yeux de l'Administration américaine, il était le numéro deux du pouvoir à Alger. Lors de la crise des otages américains à Téhéran, il jouera un rôle non négligeable aux côtés de Ben yahia et Zerhouni dans leur libération. En 1982, il est arrêté par les éléments du colonel Lahrèche. Il est accusé de trahison : relation avec des personnalités américaines et avec des agents de la CIA (Nixon, Ford, Bush père et fils,…) et d'atteinte à la défense nationale ; un des reproche était la location de l'une des villas mitoyennes à l'ambassade américaine à un citoyen américain, identifié comme un agent de la CIA. Au cours de sa détention, il négociera sa libération par la remise de toutes les archives qu'il stockait dans son bureau en suisse. Le 5 octobre 1985, il est acquitté par le tribunal militaire de Blida. Il est mort le 20 novembre 1987 en Espagne suite à une crise cardiaque après une rencontre avec un émissaire envoyé d'Alger.

2.5— Ali Mecili[18]

De son vrai prénom André, il est né en 1940 de parents Kabyles établis à Koléa. Son père est originaire de Djemaa Sahridj. Ses parents ont pris la nationalité française par naturalisation ; lui-même la reçoit de naissance par filiation. Il fait son collège à Boufarik et son lycée à Ben Aknoun. Jeune lycéen, il adhère au FLN et s'implique dans les tâches de pourvoyeur de caches et de liaisons. Au moment où il est appelé sous les drapeaux, il fuit le territoire pour rejoindre l'ALN à Tunis. Repéré par son intelligence et son sens de l'organisation, Boussouf l'incorpore au MALG. En 1961, alors qu'il n'est que lieutenant, il est nommé à la tête de la DDR. Il est affecté à la base Didouche à Tripoli. Il réussira à rassembler et à centraliser tous les renseignements venus de l'intérieur et de l'extérieur de l'Algérie.

Idéaliste, en quelques années, il a contracté un profond dégout aux méthodes utilisées par les éléments de Merbah. Il dira un peu plus tard sur ses années là : « J'ai connu les poux, les punaises, la saleté, l'hypocrisie, la bassesse humaine, les exécutions sommaires de ceux qui n'ont rien fait de mal et qui ne pourront plus rien faire. J'ai connu la peur, la honte, l'épuisement, le défaitisme ; en d'autres termes, j'ai connu l'homme nu ».

En 1963, il participe au côté d'Aït Ahmed à la création du Front des forces socialistes (FFS). Il est arrêté le 17 octobre 1964. Puis, il est libéré le 1er novembre 1965 après l'accord signé entre le FFS et le pouvoir. Après l'évasion d'Aït Ahmed en 1966, il se refugie en France. En 1969, il reprend ses études de droit et de sciences politiques. En 1973, il s'installe à Paris où il exerce en tant qu'avocat. Il devient vite un des leaders de l'opposition. En 1978, il fonde en collaboration avec le FFS la coopérative Twizi, qui

s'occupera de l'édition et de la diffusion de la langue berbère. Il créera par la suite le journal *Libre Algérie*. En 1985, il est l'artisan de la rencontre entre Ben Bella et Aït Ahmed à Londres.

Quelques jours avant son assassinat, il traitera le régime algérien de terroriste. Il sera assassiné par la sécurité militaire algérienne à Paris le 7 avril 1987.

2.6— Kasdi Merbah

De son vrai nom Khalef Abdellah, il est né le 16 avril 1938 à Benni Yenni dans la wilaya de Tizi Ouzou. Il grandit au Maroc où sa famille avait une ferme. Membre de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) puis du FLN, il rejoint l'ALN à Oujda. Il intègre le MALG, et en 1960, il fera partie de la première promotion de cadres militaires formés au KGB à Moscou, appelée promotion « Tapis Rouge ». Dès son retour, il est nommé à la tête de la de la DVCR. Il participe aux négociations qui ont abouti aux Accords d'Evian en tant qu'expert militaire. Il participe au cours de l'été 1962 avec Zerghini au rapatriement des archives sur Alger. En octobre 1962, il est nommé patron de la Sécurité militaire et il le restera jusqu'à la mort de Boumediene en 1979. Il sera ainsi parmi les rares personnes que Boumediene ne fera pas changer de poste. Fidèle à Boumediene, il exécutera toutes les sales besognes. On reprochera à ses éléments les assassinats des historiques tels Krim exécuté en Allemagne et Khider en Espagne, les tortures entre autres des fideles de Ben Bella après le coup d'Etat et l'humiliation de personnalités de renoms telles Ferhat Abbas, Abderahmane Farès…

Mais ses éléments réussiront à déjouer pas mal de complots orchestré par des services étrangers. A la mort de Boumediene et

aux côtés du colonel Hadjères, il s'opposera à Bouteflika. Il jouera un rôle non négligeable dans la désignation de Chadli à la tête de l'Algérie. Il fera sa première apparition publique lors du congrès du FLN en février 1979. Il est nommé en mai 1979 secrétaire général du ministère de la défense. Il lui succédera Yazid Zerhouni à la tête de la SM. En juillet 1980, lors d'un remaniement ministériel, il est nommé vice-ministre de la Défense chargé de la logistique et des industries militaires dans un pays qui achète même ses munitions. Le 12 janvier 1982, il devient ministre des Industries lourdes. En 1983, il devient ministre de l'Agriculture et de la pèche. En février 1988, il est nommé ministre de la Santé. Après les événements d'octobre1988, il est nommé le 5 novembre Chef du gouvernement.

Le 9 septembre 1989, il est limogé par Chadli. Le 5 novembre 1990, il crée le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD) et obtient son agrément le 5 janvier 1991. En juillet 1993, avec l'arrivée de Zeroual au ministère de la Défense, il entre en contact avec certains dirigeants du Front islamique du salut (FIS) pour arracher un accord mettant un terme à la guerre civil et un retour à la paix. Il sera le premier à proposer un projet de réconciliation nationale qu'il soumettra à Zeroual.

Le jour de la nomination de Rédha Malek à la tête du gouvernement, le 21 aout 1993, il sera assassiné aux côtés de son fils, de son frère, de son chauffeur et de son garde du corps[19].

2.7— Nourdine Zerhouni[20]

Dit Yazid, il est né en 1938 au Maroc. En 1958, il abandonne son baccalauréat auquel il se préparait. Il rejoint l'ALN à la wilaya 5, ensuite il intègre le MALG. A l'indépendance, il structure avec Merbah le « Service action », puis il reprend le contre espionnage.

En 1972, il est désigné à la tête de la Direction des analyses et de la documentation ce qu'il lui permettra entre autre de s'investir dans les mouvements de libération à travers l'Afrique et le monde. Au cours de l'exercice de cette fonction, il naitra une amitié avec Bouteflika. En 1979, il succède à Merbah à la tête de la Sécurité militaire et y restera deux ans. Il aura à gérer l'insurrection en Kabylie lors des événements du « Printemps berbère ». Sur le plan international il sera l'artisan de la libération des otages américains détenus à l'ambassade américaine à Téhéran. En 1981, il sera nommé ambassadeur de l'Algérie à Washington, puis au Panama et par la suite à Tokyo et au Mexique. En 1992, il part en retraite. Avec l'arrivée de l'ancien chef de la diplomatie Bouteflika en 1999, il reprend du service.

Les généraux décideurs vont s'opposer à sa nomination au poste de secrétaire général du ministère de la Défense. Un premier clash qui fera dire à Bouteflika plus tard qu'il n'acceptera pas d'être un président à trois quarts. Un consensus avec les militaires décideurs est trouvé. Senhadji deviendra secrétaire général par intérim à la place de Ghoneim. Il ne sera nommé qu'en 2004. Et Zerhouni devient ministre de l'Intérieur. Depuis, il a participé à tous les gouvernements au même poste ministériel jusqu'en 2009 ou il devient vice Premier ministre.

2.8— Mejdoub Lakhal Ayat

Il est né le 8 mars 1936 à Oued Zenati dans la wilaya de Guelma. Il rejoint l'ALN en 1956 à la wilaya 2. Après l'indépendance, il intègre l'Armée de libération nationale (ANP). En 1964, il fait l'Ecole militaire de Moscou. En 1965, il est affecté à la troisième région militaire. En 1968, il suit une formation à l'Ecole d'état-major en France. Puis il fait une deuxième formation à l'Ecole de guerre

entre 1975 et 1976. Entre 1974 et 1979, il est désigné commandant de la huitième Brigade blindée (BB). Il sera stationné avec sa brigade durant cette période à Tindouf. En 1979, il devient membre du Comité central du FLN. En juillet 1981, il est désigné patron de la Sécurité militaire par le nouveau pouvoir à la place de Zerhouni. Lors de la réorganisation de services secrets en octobre 1987, il est nommé à la tête de la DGPS le 1 novembre 1987. Il sera limogé une année après, suite aux événements du 5 octobre 1988 et sera remplacé par Betchine. Le 29 octobre 1988, il refusera sa mutation. En septembre 1989, il fait valoir sa retraite. Il mourra d'une crise cardiaque en Suisse en juin 2006.

C'est durant la période où il était à la tête de la SM que l'avocat Ali Mecili a été assassiné à Paris.

2.9— Larbi Belkheir[21]

Il né en 1938 à Frenda, fils de caïd. Il fera partie des enfants de troupe. Il s'engage dans l'armée française par conviction militaire. Il fera partie de la fameuse promotion Lacoste, qui aura pour tâches d'infiltrer la révolution algérienne. D'après le site de recherche wikipedia, il aurait participé à la pendaison de Ben Mhidi et à l'assassinat de Boumendjel. En juillet 1958, il rejoint l'ALN en Tunisie. Avec un grade de sous-lieutenant, il est affecté à l'entrainement. D'après Abdelhamid Brahimi, juste à son arrivée et avant son affectation, il était un des initiateurs de la réunion de Garn El Halfaya qui regroupa les officiers maquisards et les déserteurs de l'armée française. Les déserteurs de l'armée française (DAF) voulaient repartir les taches au sein du commandement de l'armée de libération. Après l'indépendance, il est élevé au grade de capitaine ; il servira sous les ordres de Chadli à Constantine. En 1965, il suit une formation en URSS. Puis il occupera

successivement les postes de chef d'état-major à la quatrième région (Ouargla), et à la deuxième région militaire (Oran). Il retrouve Chadli et fera connaissance du lieutenant Toufik. Ils se lieront d'amitiés. Au mess des officiers, lors des parties de belottes, la paire Toufik/Belkheir jouait toujours contre Chadli. En 1975, il devient directeur de l'Ecole nationale des ingénieurs et techniciens d'Algérie (ENITA). Au moment de la mort de Boumediene, en décembre 1978, il réunira dans cette Ecole le conclave qui désignera Chadli comme président. Il est promu colonel. Il devient président du haut conseil de sécurité. En 1981, il nomme Lahreche à la tête de la DRE. En janvier 1982, il est nommé secrétaire général de la présidence avec poste de ministre. Avec l'aide de Lahrèche, il met Zeghar en prison. L'Algérie se rapproche ainsi de la France. En 1985, il est promu général. En 1986, il devient chef de cabinet de Chadli. Dans les chancelleries occidentales il passe pour le numéro deux. Il est surnommé le « cardinal de Frenda » ou le « parrain ». D'après le biographe Cheurfi, il effectuera plusieurs missions secrètes pour le compte de Chadli aux Etats-Unis et en Europe. Il est l'initiateur de la réorganisation des services. Toufik, alors lieutenant colonel, il est nommé à la tête de la DCSA. Il pousse Betchine à la démission la première fois en septembre 1990. Avec Nezzar, il pousse Chadli à réorganiser une seconde fois les services secrets. Toufik est nommé à la tête de la nouvelle structure appelé DRS. Il récupère Smaïn Lamari, un homme marginalisé par Betchine et le place à la tête de la DCE. En juillet 1991, il est promu général-major. En octobre 1991, il est nommé ministre de l'Intérieur pour assurer à Chadli des élections propres. En janvier 1992, il participe activement au côté de Nezzar au coup d'Etat contre Chadli, mais il assure à son ancien copain la vie sauve. En février 1992, il envoie des dizaines de milliers de personnes dans les camps du désert. Des camps dont la majorité étaient situés dans des zones ou la France avait effectué des essais nucléaires, chimiques et

bactériologiques. Le secrétaire général de la Coordination nationale des enfants de chouhada (CNEC), Ahmed Lakhdar, l'accuse d'être l'artisan de l'assassinat du président Boudiaf en juin 1992. En juillet 1992, il se retire du gouvernement mais restera un des hommes les plus influents de l'Algérie. Hicham Aboud dit de lui qu'il est le chef de l'Etat occulte. En 1999, avec Toufik, ils seront derrière le retour de Bouteflika aux affaires. En septembre 2000, il est nommé directeur de cabinet du président. Il écartera ses anciens amis militaires Nezzar et Lamari lors des élections 2004. En aout 2005, il rentre en conflit avec Bouteflika. Ce dernier le nomme ambassadeur au Maroc. Il est cité comme l'initiateur de la mort de Mecili.

2.10— Mohamed Betchine[22]

Il est né le 28 novembre 1934 à Constantine. Maquisard de la première heure, il rejoint l'ALN à l'est en 1955. A l'indépendance, il intègre l'ANP. Il gagnera ses galons en effectuant presque toute sa carrière dans l'armée de terre. En dehors d'un stage de formation en URSS, il dirigera des unités opérationnelles soit dans la Steppe ou dans le Sahara algériens. En 1979, il intègre le Comité central du FLN avec le grade de lieutenant-colonel. Il devient attaché militaire à Rome en 1981. En 1984, il est promu colonel. En novembre 1984, il devient chef de la quatrième région militaire (Ouargla). En juin 1987, il devient chef de la troisième région militaire (Béchar). Au cours de la réorganisation des services secrets en septembre 1987, il est nommé à la tête de la DCSA. En octobre 1988, malgré les témoignages qui l'impliquent d'une manière directe dans la torture des jeunes manifestants d'Octobre, il devient le patron de la police politique après le limogeage de Lakhal Ayat. Il restera à la tête de la DGPS/DGDS jusqu'à sa démission en septembre 1990. La DGDS est dissoute. Il se lancera dans les affaires et il deviendra monsieur import/import. Il créera des journaux en langues arabe et

française comme arme de communication. Malgré le fait que son nom fut cité dans plusieurs affaires douteuses, il sera rappelé aux affaires avec la venue de son ami Zeroual. Il sera nommé en mars 1994 ministre conseiller auprès de Zeroual. Puis il devient ministre conseiller auprès du président, après l'élection de Zeroual en novembre 1995. Il sera le maitre artisan de la création du Rassemblement national démocratique (RND) avec feu Benhamouda. Après la mort de Benhamouda, il s'opposera à Ouyahia en soutenant Benbaibeche avant de l'abandonner. Il subira la foudre de ses opposants avec des révélations fracassantes dans la presse concernant ses affaires et sa vie privée. Il deviendra le maillon faible du président. Au lieu de s'agenouiller devant le clan des DAF, Zeroual préfère écourter son mandat et partir. Betchine reprend ses affaires sans être inquiété. En avril 2004, il apporte son soutien à Bouteflika. En avril 2008, il fera condamner son ancien chef de cabinet et homme de confiance Hicham Aboud à six mois de prison ferme pour diffamation, dix ans après avoir divulgué dans un article de presse la participation de Betchine dans la torture de jeunes Algériens lors des émeutes d'octobre 1988. Le nom de Betchine sera cité à de nombreuses reprises dans des affaires à l'intérieur et l'extérieur de l'Algérie.

2.11— Mohamed Mediène[23]

Dit Toufik, il est né en 1939 à Guenzet en petite Kabylie. Il rejoint l'ALN en 1961 à l'est du pays aux côtés d'Ahmed Betchine, frère cadet du général Betchine, qui mourra au combat. A l'indépendance, il est récupéré par la SM. Il effectue un stage de formation au KGB. A son retour, il rejoint la Direction de la sécurité de l'armée (DSA). Dans les années 1970, il aura comme responsable direct Ali Tounsi, qui sera plus tard patron de la police. Il est affecté à la deuxième région militaire (Oranie) sous les ordres

de Chadli. En voulant muter le lieutenant Toufik, le puissant patron de la SM de l'époque Kasdi Merbah s'est vu opposé le veto de Chadli. Avec le passage de Belkheir à Oran, il se lie d'amitié avec lui. Avec l'intronisation de Chadli en 1979, il devient capitaine et intègre la direction centrale de la SM. En 1981, il devient attaché militaire en Libye. Puis il est promu commandant et nommé sous-directeur de la Sécurité de l'armée. En 1987, il est promu lieutenant-colonel. Après un court passage à la Direction du génie militaire (DGM), il est nommé à la tête du Département des affaires de défense et de sécurité (DADS). En octobre 1988, il devient patron de la DCSA. Il est promu colonel. En septembre 1990, il devient le nouveau patron du DRS et sera promu général, général-major puis, en 2006, général des corps, le plus haut grade dans l'armée algérienne. Dans les chancelleries occidentales, Toufik n'est autre que le vrai président de l'Algérie. Son nom sera cité dans la totalité des affaires sécuritaires du coup d'Etat de Chadli, la mort de Boudiaf… jusqu'à la nouvelle nomination d'Ouyahia au poste de Premier ministre. Lors du jugement de Boulemia dans l'assassinat de Hachani, ce dernier a déclaré devant la Cour : « Le général Toufik est venu me voir à plusieurs reprises en prison. Il me proposait de reconnaitre le crime contre un emprisonnement de 14 à 15 ans. "Sinon, je te ferais cracher le lait que tu as tété. Je suis Dieu dans ce pays", m'a-t-il annoncé ».

2.12— Smaïn Lamari[24]

Dit El Hadj, il est né en 1941 à Belfort, El Harrach, dans la banlieue est d'Alger. Fils d'un chauffeur de taxi, il s'engage dans l'ALN en 1961. En 1962, il rentre dans la police. Puis il s'engage dans la marine. Il est envoyé pour une formation en Egypte. En 1966, il intègre les services opérationnels de la sécurité militaire avec grade d'adjudant. En 1973, il suit une formation militaire pour devenir

officier. En 1988, Betchine demande sa radiation des services secrets. Il l'accuse d'être un agent des services français. Il est récupéré par Belkheir. Il fera de lui le numéro deux du DRS après la réorganisation des services en septembre 1990. Il prend la tête du contre-espionnage, la DCE. Son service devient la colonne vertébrale du DRS. Avec la création des CTRI, il avait accès à toutes les informations de sécurité intérieure en plus des PCO qu'il avait sous la main. Le Mouvement algérien des officiers libres (MAOL) accusera les services de Smaïn d'avoir infiltré un autre service, la DDSE (services extérieurs), au moment ou le général Fodhil était le patron de ce service. Pour le MAOL, cette infiltration a engendré par la suite l'assassinat du général Fodhil en 1996. Lamari sera promu colonel, puis général et général-major au cours de la tragédie algérienne. Il décédera d'une crise cardiaque le 27 aout 2007 à l'hôpital militaire d'Ain Naadja. La plupart des émirs du GIA et de l'Armée islamique du salut (AIS) assisteront à ses obsèques. Il a joué un rôle important dans la reddition des islamistes armée et dans la politique de la concorde civil. Les services de Smaïn Lamari sont cités dans la plupart des massacres, des cas de tortures et de disparitions ainsi la mort des moines de Tibhirine. Semraoui, son ancien bras droit, l'accusera d'être derrière la création du GIA et de l'assassinat de Boudiaf. En juillet 2005, plusieurs officiers cadres des services lui apportèrent leur soutien au moment où Bouteflika voulait le remplacer par Tartag. Depuis sa mort, Toufik est devenu le seul et unique patron du DRS.

3— RELATIONS DES SERVICES SECRETS ALGÉRIENS AVEC LES AUTRES SERVICES

L'existence des relations entre les services secrets dans le monde est chose courante. Loin des politiques officielles, des éléments de deux services ennemis peuvent se rencontrer et échanger des informations, si la sécurité et la stabilité des deux pays dépendaient de ces informations. Mais l'échange d'information ne veut pas dire une sous-traitance. Mais c'est malheureusement ce que font la majorité des agents des services secrets du tiers monde aujourd'hui avec les services occidentaux. Certains de ces éléments sont répertoriés comme indics, et aux meilleurs cas comme agents doubles.

S'il y'a un domaine ou les espions algériens excellent plus que tout les autres espions de la planète c'est bien d'être délateurs (pour certains sous traitants) au service du plus offrant des services occidentaux. On verra plus loin comment nos galonnés se font rémunérer sur certains dossiers ultrasensibles tels l'affaire Farewell, les vols de la CIA, Carlos… et surtout *Alliance Base*, une structure qui compromet la souveraineté nationale.

Pour libérer leurs mémoires du fardeau de la haute trahison, nos responsables analphabètes parlent de coopération bilatérale entre les services. Bien sûr, ils oublient de parler des petites enveloppes remplies de billets vert qui font partie du service après vente. Ou alors comment peut-on arriver à expliquer toute la richesse extérieure de ces responsables en sachant que le meilleur d'entre

eux ne peut dépasser un salaire de 900 euros par mois (parole d'un général algérien répondant à une question d'un journaliste en 2004).

C'est ainsi que comptent expliquer ces responsables aux générations futures à travers les livres d'histoire comment un pays d'un million et demi de martyrs sous-traite l'information de ses citoyens (dangereux) aux services étrangers. Beaucoup d'anciens responsables des services étrangers rendent hommage aujourd'hui dans leur « Mémoires » à leurs collègues algériens pour leur disponibilité à fournir tous les renseignements voulus sur un citoyen algérien dans les plus brefs délais. Et ceci au moment où d'autres nations souveraines font la guerre en tuant des milliers d'innocents rien que pour récupérer un de leurs soldats tombés entre les mains des combattants ennemis.

Certes l'Algérie mérite mieux. Mais en sachant que cette manie de soumission à l'autre est présente dans une bonne partie de l'intelligentsia algérienne (hommes politiques, journalistes, écrivains, cinéastes, musiciens, universitaires…), le proverbe « on est gouverné que par les dirigeants qu'on mérite » est adéquat à la situation algérienne.

Dans ce chapitre les relations des services algériens avec les services soviétiques/russes, français, américains et israéliens seront traitées. Par manque d'information, les relations avec d'autres services tels les services chinois, allemands, etc. ne seront pas abordées.

3.1— Le KGB

Le 13 janvier 1956, Molotov déclare à l'ambassadeur de France à Moscou que pour l'URSS, l'Afrique du nord est un problème

français. Cette position a été toujours la position officielle de l'Union soviétique sur l'Algérie jusqu'en 1960. D'après M. Wall, Kroutchev aurait déclaré au début de 1960 à De Gaulle qu'il pouvait l'aider à un règlement du problème algérien et qu'il préférait que l'Algérie reste aux Français, sinon les Américains prendraient leur place et ça serait pire.

Après l'échec des pourparlers à Melun, Ferhat Abbas, président du GPRA, préconisait dans un rapport de politique générale d'insérer le combat dans la Guerre froide pour accélérer le processus de l'indépendance. Ainsi, en été 1960, il a effectué un voyage en Chine où il a récolté d'énormes fonds.

La CIA joue la carte de Bourguiba pour éviter ce rapprochement avec le bloc de l'Est. Le 8 octobre 1960, l'URSS reconnait officiellement le GPRA. C'est au cours de cette période qu'un groupe d'étudiants qui a rejoint la révolution en 1956 sera envoyé en formation au KGB. La promotion sera appelé Tapis Rouge[25]. C'est Vadim Kirpitchenko qui s'occupera de la formation de ces jeunes espions. Parmi les célèbres élèves de cette promotion il y a Kasdi Merbah, le futur patron de la sécurité militaire durant 17 ans. Au contact du KGB, ils apprendront l'espionnage, la lutte contre les dissidents, les actes de terrorisme à l'étranger, les écoutes téléphoniques, le sabotage économique, le contrôle des médias et du politique ainsi que la manipulation des archives… Mais ils apprendront aussi comment se procurer les meilleures informations pour anticiper et éviter les menaces de l'adversaire et surtout analyser afin de vaincre.

Quelques années plus tard, des relations solides lieront certains de ces instructeurs du KGB et certains responsables de la Sécurité militaire. La première grande implication des agents du KGB dans

la Révolution algérienne pour discréditer la CIA intervient en avril 1961 quand ils réussirent à faire passer dans le quotidien *Paese Sera*, un article selon lequel certains agents de la CIA ont apporté leur soutien au putsch des généraux. Un article repris par *Le Monde*. Vu le caractère exceptionnel de l'affaire, Dulles a été poussé à faire un démenti. Après l'indépendance, les experts militaires soviétiques prendront en charge la formation des militaires algériens. En contre partie les Soviétiques ont reçu l'accord d'investir dans la sidérurgie, le pétrole et le gaz (création de l'Institut algérien du pétrole et du gaz et une aide pour la construction d'une usine sidérurgique). Le 8 novembre 1964, Boumediene, ministre de la Défense, vice-président du Conseil participe à une réception donné à l'ambassade de l'URSS à Alger à l'occasion de la Révolution d'octobre. La réception est donnée par le tout nouvel ambassadeur soviétique en Algérie Nicolas Pigov. Le 12 mars 1965, il y a eu le départ de 250 élèves officiers algériens pour Moscou afin d'effectuer une formation technique. Le 23 avril 1965, une importante délégation militaire conduite par Boumediene arrive à Moscou. Elle séjournera jusqu'au 11 mai. Devant ce fait, Ben Bella, qui se méfiait de plus en plus de son ministre de la Défense, dépêchât une délégation du parti (proche de lui) à Moscou pour espionner ce déplacement. Deux jours après le coup d'Etat, Boumediene a dépêché Ben Yahia à Moscou pour rassurer les Soviétiques. Il a été reçu par Brejnev, Gromyko et Kossyguine. Ben Yahia était l'ambassadeur de l'Algérie en URSS depuis l'indépendance avant qu'il ne soit nommé quelques jours avant le coup d'Etat à Londres. Le 20 juillet 1965, suite à un rapport favorable du KGB, le parti communiste et le gouvernement soviétique réaffirment leur satisfaction dans les liens amicaux soviéto-algériens. Le 13 décembre 1965, Boumediene effectue une visite d'une semaine en URSS[26].

L'année 1967 marquera le grand tournant dans la relation entre la Sécurité militaire Algérienne et le KGB. Au cours de cette année, Vadim Kirpetchenko devient le directeur du département Afrique au sein du KGB. Au mois de mars, suite à des rapports d'agents du KGB faisant état d'une guerre prochaine inévitable entre Israël et les Arabes, Brejnev annule un voyage en Algérie. Boumediene a vite compris que l'URSS ne veut pas s'impliquer avec des régimes non surs. En outre, l'un des hauts responsables des moukhabarates égyptiennes et conseiller de Nasser, également agent du KGB, adresse des rapports rassurants sur une victoire écrasante des armées arabes. Le 16 mars, Boumediene organise une réception à l'honneur des coopérants se trouvant en Algérie. Une réception ou tous les espions accrédités en Algérie ont été invités, une façon de tester la température. Après la débâcle des armées arabes en général et de l'armée égyptienne en particulier devant l'armée israélienne au bout de six jours, Boumediene dénonce la capitulation de l'Egypte. La SM, à travers le FLN, organise des marches populaires ou les manifestants traitent Nasser de lâche et crient à la trahison de l'URSS. Après l'annonce le 6 juin de la rupture des relations diplomatiques avec les ETATS-UNIS, Brejnev dépêche son agent spécialiste du monde arabe Evgueni Primakov à Alger. Quelques jours après, fin juin, la CIA veut se débarrasser d'un agent devenu très gênant en Afrique. Elle monte un coup digne des films de James Bond. Sachant que la SM algérienne, un des alliés du KGB en Afrique, aimerait bien venger un ancien camarade. Elle monte un scénario avec un agent des services de Mobutu, Francis Bodeman, que la SM considérait comme un de ses sous-marins. Au début des années 1960 Lumumba président pro soviétique du Congo a été renversé par la CIA. Il a été remplacé par le chef des Katanga Moise Tshombé. Lumumba a été assassiné à coups de pierres par les partisans de Tschombé. Le 1er juillet 1967, l'avion transportant Tshombé est détourné par Francis Bodeman sur Alger.

A l'aéroport militaire de Boufarik, Tschombé est arrêté par la Sécurité Militaire[27]. À ce moment tout le monde considérait que le KGB était derrière ce détournement. Le 19 juillet, Tschombé comparait devant la chambre criminelle de la Cour suprême d'Alger. Le 21 juillet, se rendant compte du cadeau empoisonné de la CIA qui risquait de nuire à la relation avec le KGB, la Cour d'Alger donne un avis favorable à l'extradition de Tshombé. Une décision qui ne sera jamais exécutée. Tshombé mourra quelques années plus tard d'une crise cardiaque dans une prison algérienne[28]. Ainsi la CIA lâche son élément au profit d'un autre déjà au pouvoir au Congo, à savoir Mobutu. Avec deux chefs se disputant une même chaise, la CIA a choisi celui qui l'occupe déjà. Ce qui a fait dire à certains analystes que la CIA était de mèche avec la SM. Le 7 novembre 1967, quand l'AFP a annoncé que la justice espagnole a classé l'affaire de l'assassinat de Khider, la rumeur n'a fait qu'amplifier la participation de la CIA dans l'affaire de l'exilé de Madrid. En juillet 1967, l'Algérie a reçu l'assurance des dirigeants soviétiques que Moscou allait s'occuper de la réorganisation des armées arabes et de leur réarmement. En décembre 1967, lors de la tentative de coup d'Etat mené par le chef d'état-major le colonel Zbiri, après le refus des aviateurs algériens de bombarder des unités algériennes, les instructeurs soviétiques ont reçu l'ordre de bombarder les unités mutinées en faisant même des morts chez les civils. Kirpitchenko ne pouvait se permettre de lâcher Boumediene au moment où il était chargé d'organiser et de financer la rébellion africaine. En juillet 1968, le journal tunisien *L'Action* annonce l'installation des bases soviétiques en Algérie. Deux jours plus tard *El Moujahid*, organe officiel, dément. Le 15 juillet 1968, le ministre de la Défense de l'Union soviétique, le maréchal Gretchko, effectue une visite officielle en Algérie. En aout 1968, l'Algérie s'oppose aux Nations unies de faire condamner l'URSS suite aux événements de Prague. La presse algérienne commente ses événements à partir du

communiqué de l'agence de presse officielle soviétique TASS. Le 25 aout, le chargé d'affaire tchécoslovaque conteste cette version des faits. Suite au détournement de l'avion israélien sur Alger, Boumediene charge Oussedik, ambassadeur de l'Algérie à Moscou, de remettre un message à Brejnev. Le 31 aout, Boumediene reçoit l'ambassadeur soviétique à Alger. Le même jour l'Algérie remet les sept membres d'équipage et les cinq passagers à la Croix-Rouge. Une nouvelle campagne est menée dans la presse occidentale sur l'installation d'une base soviétique à Mers El Kébir. Devant l'ampleur de la campagne, Réda Malek, l'ambassadeur algérien à Paris, dément. Mais l'arrivée d'une délégation d'officiers généraux soviétiques à Alger le 15 octobre n'ont fait qu'amplifier cette rumeur. Ce qui fera sortir la presse soviétique de son silence le 23 octobre pour apporter un démenti officiel des autorités soviétiques[29]. Ceci fera dire à plus d'un spécialiste qu'une guerre de communiqués entre agences d'espionnage se jouait à ce moment là à travers la presse. Boumediene rencontre le 8 janvier 1969 au ministère de la Défense, en présence de hauts cadres militaires, l'ambassadeur de l'URSS et Popovitch membre de la présidence du parti communiste yougoslave. La réunion du 13 février entre les experts algériens et soviétiques alimentera, quelques mois après, une nouvelle campagne sur la présence des bases soviétiques en Algérie. Le *Daily Telegraph* affirmait au mois juillet 1969 que l'URSS aurait transféré ses bombardiers et ses missiles de l'Egypte vers l'Algérie. Malgré ces apparences journalistiques, les espions jouaient plus au poker menteur afin de connaitre la vérité. En 1969, la coopération militaire entre l'URSS et l'Algérie marquera le pas. Puis l'année suivante sera le début d'un recul de cette coopération. En 1971, Chabou sera assassiné le jour où il devait rencontrer une délégation soviétique. La délégation était conduite par le général Kiroutchine, l'homme chargé de l'instruction et la formation des parachutistes algériens. Plusieurs facteurs entreront en jeu dans cette dégradation

des relations entre les deux pays tels la concurrence du gaz soviétique, le non achèvement de certains projets par l'URSS. Mais le facteur le plus important c'est que le KGB commençait à douter de la sincérité algérienne dans cette coopération militaire. Il faut ajouter à cela le fait que la France commençait à reprendre une certaine place en Algérie, surtout après que les deux pays ont trouvé une solution à la crise pétrolière. Le KGB doutait surtout de certains proches du président algérien répertoriés comme agents sous-traitants de la CIA et de la DST. C'est dans cette froideur des relations que le KGB chargera le numéro deux du Parti communiste français (PCF) dans les années 1970 Gaston Plissonier à récupérer des rapports d'une taupe dans l'entourage de Boumediene[30]. Lors de la maladie qui couta la vie à Boumediene en décembre 1978, le KGB a réussi à garder le secret de la maladie jusqu'au transfert de Boumediene sur Alger. Le début des années 1980 et l'affaire Farewell marquera la fin de cette coopération entre la SM et le KGB. En 1981, l'attaché militaire algérien à Moscou découvre la collaboration du lieutenant colonel Vetrov, agent du KGB, avec les services français. Il sous-traitera son silence avec la DST lors d'un passage à Paris. C'était le début de ce qui s'appellera l'affaire Farewell, mais aussi celle de l'ère du désordre en Algérie avec l'arrivée des DAF au pouvoir. Le KGB disparaitra avec la chute du mur de Berlin et la fin de l'Union soviétique. L'arrivée de Poutine et de Bouteflika à la tête des deux Etats vont essayer de relancer ces relations à partir des années 2000. Mais le monde n'est plus comme il était dans les années 1960. Certes la Russie est redevenue le premier fournisseur en armes de l'Algérie. Mais plusieurs officiers supérieurs algériens sont plus pour un rapprochement avec l'Occident.

3.2— La DST et la DGSE

Pour rappel, c'est lors de la restructuration des services français en 1982 que le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) est devenu Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

En début 1954, suite à des informations fournies par des éléments sous-traitants de la DST dans le milieu immigré algérien, la DST demande une autorisation pour le plan « Siroco ». Ce plan prévoyait d'arrêter des éléments soupçonnés de stocker des armes pour déclencher un mouvement armé en Algérie. La réponse des autorités françaises fut que les rapports de la DST étaient alarmistes. Après le début de l'insurrection armée en novembre 1954, les Français considéraient que les Algériens étaient incapables à eux seuls de mener une insurrection armée. L'Egypte de Nasser était pointée ainsi du doigt. C'est dans ce contexte que la SDECE a mené une opération spectaculaire à l'intérieur de l'ambassade d'Egypte à Paris où elle a pu récupérer toute les archives de l'ambassade. Ayant les preuves de l'implication de l'Egypte, la France profitera de la crise de Suez pour déclencher avec la Grande Bretagne et Israël une expédition punitive contre l'Egypte en 1956. Après le déclenchement de la Guerre d'indépendance, la DST et les Renseignements généraux (RG) dirigèrent une grande partie de leurs enquêtes dans le milieu immigré algérien. En 1958, ils réussiront à démanteler deux grands réseaux de la Fédération de France et interpeller un grand nombre de militants. Mais ces deux services buteront sur l'OS, bras armée de la Fédération. Ils seront même poussés au ridicule quand la « spéciale » exécutera Chekal au stade Colombe en 1958, alors qu'il était assis juste à côté du président Cotty. Jusqu'à 1961, ni la DST ni les RG ne réussiront à identifier Bouaziz comme chef de la « spéciale ». Plus pire encore,

ils découvriront que la spéciale a réussi à les infiltrer. Malgré cela, la plus grande bataille se jouera entre la SDECE et les services du FLN (RLC, SSP, MARG, MLGC, avant que tous ces services ne soient regroupés à partir de la fin 1957 sous le nom du MALG). Plusieurs actions seront menées par la SDECE. La première est « l'oiseau bleu », une opération d'infiltration des maquis par une unité d'élite de Harka. La deuxième opération est celle mené par le capitaine Leger, un ancien de la SDECE, avant d'intégrer les DPU. Il organisa l'opération « Bleuite ». Une opération d'intox faisant croire que les maquis ont été infiltrés par des agents français sous le couvert du ralliement des étudiants à la cause révolutionnaire. En réalité, cette opération servait de couverture à une vraie opération d'infiltration qui débuta à partir de l'été 1957, plus connue sous le nom de « la promotion Lacoste ». Mais les plus grandes opérations étaient celles menées par le Service Action de la SDECE sous le couvert de l'organisation « Main rouge ». La « Main rouge » se spécialisera à travers des renseignements récupérés par ses éléments par la torture (des officiers de la SDECE ont intégré les Détachements opérationnels de protection (DOP) puis les Dispositifs de protection urbaine (DPU)) pour éliminer des réseaux de soutien en Algérie ou en Europe. Elle s'appuiera aussi sur des informations recueillies chez certains services tel le Mossad ou chez des diplomates arabes soudoyés pour intercepter des cargaisons d'armes destinées aux maquis ou pour avoir des informations sur certains responsables du FLN. Le MALG réussira à identifier et à éliminer des cibles sensibles qui servaient d'informateurs à la SDECE. Les « Malgaches », malgré les moyens colossaux utilisés par les agents de la SDECE, réussiront à déjouer cette surveillance. Ils implanteront une base de transmission des plus sophistiquées au Maghreb. Ils feront débarquer sur les plages de Tanger des dizaines de milliers d'armes non interceptées par les agents français. Cette guerre sans merci entre les deux services continuera après

l'indépendance. Le courant entre la Sécurité militaire algérienne et la SDECE a été toujours électrique. En octobre 1962, après l'indépendance, la « Main rouge » sera citée dans l'accident de l'avion du magnat du pétrole italien Enrico Mattei[31] dans le nord de l'Italie. Le nabab du pétrole était proche de certains responsables du FLN. L'accusation est portée par un ancien de la SDECE refugié aux Etats-Unis. Mais la SDECE a toujours nié avoir été derrière cet assassinat. Pire, elle impute cet assassinat à la CIA via la mafia italienne.

Malgré le recours de l'armée algérienne à des instructeurs français et surtout la présence non déclarée de l'armée française en Algérie jusqu'à la mort de Boumediene où elle utilisait le désert algérien comme site d'expérience pour ses essais nucléaires, chimiques et bactériologiques (ces sites seront utilisés par l'armée algérienne à partir de 1992 comme des camps d'internement pour les islamistes déportés dans le désert), ceci n'empêchera pas la SM d'accuser des ressortissants français d'être des espions à la solde de la SDECE. De même, la SDECE a accusé des algériens d'être des espions. Le 27 octobre 1970, en pleine crise pétrolière, la Cour de sureté d'Etat française condamne deux Algériens accusés d'espionnage économique à des peines de 10 et 7 ans de prison. Le 8 novembre le journal *El Moujahid* révélait que la SM venait de découvrir une affaire d'espionnage à Alger entrainant l'arrestation d'un fonctionnaire de l'ambassade de France. Le lendemain, la France a protesté contre cette arrestation. Le 17 novembre 1970, le Tribunal militaire de Blida condamne trois français arrêtés au mois de février de la même année à des peines allant de 5 à 25 ans de prison.

A la fin 1975, Carlos est repéré à Alger. Il est logé par un agent de la SDECE. Au cours de son séjour algérois, Carlos aimait se rendre au cabaret « Dar Essalem ». Un groupe d'assassins est

engagé par la SDECE pour l'abattre. Ils réussissent à entrer en Algérie. Mais entre temps Carlos s'est volatilisé. Reste à savoir si Carlos n'a pas été utilisé par la SM avec son accord ou à son insu pour repérer des agents de la SDECE en Algérie. Avec la création en 1969 de la Direction des études internationales (DEI) au sein du FLN, dirigée par Djelloul Maleika, l'Algérie est devenue la Mecque des guerreros africains. En 1976, la SDECE, avec les Moukhabarates égyptiennes, la SAVAK iranienne, la Direction Générale des Études et de la Documentation (DGED) du Maroc et les services spéciaux saoudiens créent un centre opérationnel pour surveiller la guérilla marxiste en Afrique. A travers ce cartel, la SDECE veut contrecarrer la SM algérienne et les services de Kadhafi. Ce cartel appuiera et financera la visite de Sadate en Israël ; il appuiera aussi la position du Maroc au Sahara occidental. D'après Eric Merlen Frédéric Ploquin auteurs du livre *Carnets intimes de la DST: 30 ans au cœur du contre espionnage français* (Fayard, 2004), l'attaché militaire algérien à Moscou a sous-traité son silence avec la DST dans l'affaire dite « Farewell » après avoir eu connaissance de la trahison du lieutenant colonel Vetrov. Cette information invraisemblable nous conduira à comprendre comment à partir des années1980 la relation entre la SM et la DST est devenue un conte d'amour. L'arrivée de Chadli au pouvoir et l'élimination progressive des « Malgaches » au profit des anciens DAF, nous permet de comprendre le degré et l'importance du ralliement de ces déserteurs à la révolution à partir de 1957. Lors de la rencontre entre Yves Bonnet de la DST et Lakhel Ayat de la SM algérienne, en janvier 1985, Lakhel Ayat a demandé à son homologue français d'éloigner certains militants de Ben Bella de la France. Le patron de la DST dira plus tard que l'Algérien lui a demandé tout simplement de se passer de vieilles sources datant de la Guerre de libération. La DST préconisera une coopération avec

la SM établie sur la confiance. Elle considère que l'Algérie est la clef pour entrer dans certains pays arabes.

La SM libérera au profit de la DST l'otage français détenu au Liban Gilles Sydney Peyrolles en 1984. La DST désignera le colonel Rondot comme son contact avec la SM. En 1987, la SM sera derrière la libération de certains otages détenus au Liban. Au cours de la même année la SM exécutera en plein Paris l'avocat Ali Micili, l'un des premiers responsables de la DDR au sein du MALG. Au même moment la SDECE/DGSE privilégie un travail avec les services marocains et tunisiens. Elle considère que la SM est très liée aux Soviétiques. De son côté, la SM considère que le contre-espionnage français est très lié au Mossad israélien. En décembre 1987, Betchine arrive à la tête de la DCSA. Il se lie d'amitié avec l'équipe Pasqua et en particulier avec Jean Charles Marchiani. La DCSA servira à Betchine de monter des dossiers compromettant contre des responsables militaires et civils algériens.

En novembre 1988, au moment où Betchine prend la tête de la DGDS, il accuse Smaïn Lamari de connivence avec les services secrets français. Il décide de le mettre sur la touche. Le général Belkheir prend le dossier en main et évite à Smaïn une retraite certaine. Un an plus tard, Smaïn Lamari devient le numéro deux des services secret algériens, le DRS. Ami du général Rondot, ce dernier sera dans le secret du coup d'Etat de janvier 1992. Au cours des années 1990, durant cette deuxième guerre d'Algérie, la DST travaillera en étroite collaboration avec le DRS. Elle considère que le DRS a toujours fourni les meilleurs informations et renseignements sur des suspects islamistes. Alors que la DGSE s'est toujours méfié de ce rôle et a toujours considéré que le DRS manipulait les informations. La lecture des événements d'Algérie est tout à fait différente chez les deux services. La défection de certains

cadres des services secrets algériens, dont l'ancien numéro deux du contre-espionnage, n'ont fait que conforter la théorie de la DGSE sur les événements d'Algérie. La création du GIA par les éléments de Smaïn Lamari ne fait aujourd'hui aucun doute. L'implication des éléments du DRS dans les attentats de Paris et l'assassinat des moines de Tibhirine est plus qu'avérée.

La DST considère que l'Algérie est la porte des pays arabes. Yves Bonnet dit dans son livre : « Notre maitre en affaires arabes c'est l'Algérie ». La DST a exfiltré l'ancien ministre de la Défense algérienne en 2001 au moment où des citoyens algériens ont déposé plainte contre lui à Paris. Des Algériens ont été déportés sur des sites que la France a utilisés pour ces essais nucléaires, chimiques et bactériologiques dans les années 1960 et 1970. Les éléments de Smaïn Lamari ont utilisé des méthodes du DOP pour mater l'insurrection islamiste. La relation entre ces deux services risque de subir un sérieux coup si un juge indépendant décide d'ouvrir une instruction sur un des dossiers de la seconde guerre d'Algérie.

3.3— La CIA, le FBI et la NSA

Irwin M. Wall, dans son livre *Les États-Unis et la guerre d'Algérie* dit : « La CIA maintient ses propres contacts avec la direction du FLN, des contacts indiscutablement amicaux et qui devaient se développer encore après l'arrivée de De Gaulle au pouvoir ». Ça se passe en 1958.

D'après Fréderic Charpier, l'auteur du livre *La CIA en France : 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises* (Seuil, 2008), les Américains ont commencé à s'intéresser au Maghreb en général et à l'Algérie en particulier depuis novembre 1942. Une grande partie de l'aide provenant du Fonds spécial pour le Maghreb français est affectée

aux ressources pétrolières algériennes. Et toujours d'après le même auteur les rapports des renseignements français ont attribué le soulèvement du 8 mai 1945 au passage d'un agent très spécial de l'*Office of strategic services* (OSS), ancêtre de la CIA, dans la région, à savoir Théodore Roosevelt Kermit dit Kim, l'homme qui a renversé Mossadegh en Iran, petit neveu du président des États-Unis d'Amérique. Tandis qu'Irwin M. Wall rapporte que dans les années 1950, les analystes de la CIA ne voyaient pas d'avenir à la France en Algérie. Il rapporte qu'un rapport de la CIA à la fin 1957 disait que l'Algérie allait accéder à l'autonomie ou à l'indépendance dans les dix-huit mois suivants. En 1955, une ancienne cheffe adjointe de la section URSS à l'OSS lors de la deuxième guerre mondiale offre ses services aux représentants du FLN à New York. Louise Page Morris réussit à obtenir une déclaration de soutien de la *American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO) au FLN et surtout celle du chef syndicaliste Georges Manny. Irving Brown, le représentant de l'AFL en Europe se charge du lancement de la centrale syndicale l'UGTA. Ce qui obligea en 1956 le gouverneur d'Alger de retirer le visa au représentant de l'AFL et de l'expulser d'Algérie. D'après Charpier, Irving Brown était accusé de connivence avec un service secret étranger sans citer le nom (CIA). Après l'arrestation des cinq dirigeants du FLN et la mort de Ben M'Hidi, Boussouf devient le seul chef de l'ouest. Avec la création des services de renseignements de l'ALN, Boussouf se voit dans l'obligation d'une coopération avec certains services étrangers susceptible d'aider la révolution algérienne. En 1957, Zeghar fera la connaissance de quelques officiers de la base US Nouaceur au Maroc. Ces derniers vont l'aider à récupérer un matériel de transmission. Il installera une base de transmission à Oujda des plus sophistiquées du Maghreb. Elle aura même la capacité de capter des transmissions des soldats français à des centaines de kilomètres à l'intérieur du territoire algérien. En outre, les représentants du FLN

jouissaient d'une liberté totale dans leurs activités à New York. Ils étaient considérés comme des combattants de la liberté. C'est que les représentants algériens ne manquaient pas une seule occasion pour rappeler aux Américains que l'Algérie était la première patrie à reconnaitre l'indépendance des États-Unis d'Amérique. En juillet 1957, le soutien de sénateur Kennedy à l'autodétermination du peuple algérien est imputé à Georges Manny et Jay Lovestone, patron du *Free trade union committee* (FTUC) et mari de Louise Page. Jusqu'à novembre 1958, les représentants du FLN étaient reçus à chaque fois à leur demande au Département d'État. Ils bénéficiaient d'une opinion favorable du peuple américain et une aide humanitaire privée leur était fournie. D'après M. Wall, le ministre des Affaires étrangères français évaluait cette aide humanitaire privée à 3.300.000 dollars. En octobre 1958, l'ambassadeur de France aux Etats-Unis a reçu instruction d'élever une protestation énergique. Au même moment, le Département d'État fait savoir au représentant du FLN, qu'il souhaitait que le FLN réponde de manière constructive à De Gaulle. En 1959, Yazid est prié de ne plus venir au Département d'État. Ceci n'a pas empêché certains agents comme Irving Brown de rester au contact avec certains responsables du FLN. Mais ce changement dans l'attitude était considéré par certains responsables de l'ALN comme un choix délibéré des ETATS-UNIS de soutenir De Gaulle pour ne pas faire éclater l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). En 1960, Boumediene devenu chef d'état-major convainc Boussouf d'envoyer les premiers éléments du MALG en formation en URSS qui jusque là considérait que l'Algérie était une rébellion islamique (Molotov 1956 à Paris). Au cours de la même année, Boussouf se rapproche d'Egypte en effectuant un voyage, mais d'après M. Wall, en 1960, la CIA avait des agents du côté du FLN pour garder le contact avec la rébellion. La CIA avait autorisé Frantz Fanon à séjourner à Washington pour se soigner du cancer qu'il avait et c'est

un de ses agents qui a accompagné son corps dans l'avion pour le remettre aux responsables du FLN. Après l'indépendance, Irving Brown sera accompagné d'une importante délégation de l'AFL. Mais lors de la crise de Cuba, Ben Bella soutient Castro. La CIA déclare qu'Alger est sous le règne rouge.

Boumediene, en tant que ministre de la Défense, chargera son ami Zeghar de ce lien entre la SM et la CIA. Le 6 juillet 1965, les États-Unis d'Amérique reconnaissent le nouveau gouvernement algérien, alors que quelques jours auparavant Castro qualifiait le coup d'Etat de despotisme militaire et de contre-révolution.

En juin 1967, au cours de la guerre des six-jours, l'Algérie rompt ses relations diplomatiques avec les États-Unis d'Amérique. Zeghar devient le représentant officiel de Boumediene auprès de l'administration américaine. Il effectuera des missions personnelles pour le président. Homme d'affaire, Zeghar entretiendra des relations d'amitié avec les plus hauts responsables des renseignements américains. En 1983, le tribunal militaire de Blida lui reprochera ses relations avec certaines personnalités américaines et certains agents de la CIA, Georges Bush, Nixon, Ford, John Conely, William Casey, Bush junior…

L'itinéraire de l'agent Zeghar est des plus complexes. Officiellement, il est démobilisé en 1964 et il ne faisait plus partie des services depuis 1962. Mais sa carte de démobilisation n'est signée qu'en 1970 avec grade de commandant sachant que le patron de la SM de l'époque Kasdi Merbah était lieutenant colonel en 1979. Certes la DRE est passée depuis 1970 sous la main de Zerhouni. Mais en 1974, c'est Zeghar qui organise à New York la rencontre entre Boumediene et Nixon. Au cours de ce voyage, comme le rapportent certains témoignages, Zeghar était pour

l'administration américaine le numéro deux du pouvoir. Au cours de la même année les États-Unis appuieront la candidature de Bouteflika à la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU.

En 1977, Zeghar empêchera la nomination de Belaid Abdeslam à la tête du gouvernement en dévoilant à Boumediene ce que son ministre et son adjoint cachaient comme trésor au nom de la Sonatrach (Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation, et la commercialisation des hydrocarbures) dans les banques américaines. Alors que l'Algérie s'apprêtait à emprunter aux banques américaines. En 1981, quelques jours avant sa mise sur la touche, Zerhouni qui avait repris depuis 1979 la tête de la SM réussira à libérer les otages américains en Iran. Zeghar sera accusé d'être un agent de la CIA par le juge d'instruction le 16 mars 1983. Lui a toujours préféré dire qu'il n'était pas un agent de la CIA en Algérie mais plutôt un agent algérien à la CIA. Une des monnaies d'échanges pour retrouver sa liberté au moment de son incarcération c'était les archives qu'il détenait en Suisse. Larbi Belkheir reprendra sous son aile cette relation avec le Département d'État. Il organisera le fameux voyage de Chadli aux ETATS-UNIS[32]. Lakhal Ayat au cours d'un de ses voyages aux États-Unis à la tête d'une délégation de la SM était étonné de retrouver des militaires algériens en formation aux ETATS-UNIS alors qu'il n'en était pas informé. Depuis les années 1990, plusieurs généraux algériens entretiennent des relations d'affaires et d'amitiés avec des responsables de l'Administration américaine. Pour certains services étrangers, ils passent pour des sous-traitants des renseignements. En 1996, Toufik essaye de remédier à cette anomalie. Il ouvre un nouveau chapitre dans la coopération entre les renseignements algériens et américains. Les Américains apportent leur soutien officiel au régime des généraux. Depuis le retour de Bouteflika aux affaires, après la CIA qui depuis

1987 a une antenne à Alger, le *Federal bureau of investigation* (FBI) ouvre pour la première fois des bureaux à Alger au nom de la coopération anti-terroriste. En 2003, la *National security agency* (NSA) installera un centre d'écoute à Illizi et la CIA ouvrira une antenne à Tamenrasset. L'Algérie sera impliquée dans les vols secrets de la CIA. Plusieurs dignitaires des renseignements américains ainsi que Rumsfeld le secrétaire d'état à la Défense séjourneront en Algérie et leurs visites sont commentées dans la presse.

Alliance Base

Depuis la révision de leur position vis-à-vis des généraux algériens en 1996, les Américains se sont emparés de la quasi-totalité du sous-sol du désert algérien. Pour se déplacer dans certains endroits, dans le Sud de leur propre pays, les Algériens doivent se munir d'un laissez-passer. Cette coopération s'est accentuée depuis 2001, même dans le domaine de sécurité. Lors de sa visite en Algérie, le chef du FBI s'est félicité du niveau de la coopération des Algériens dans la lutte anti-terroriste. Ce n'est pas étonnant, en plus de l'interdiction d'entrée dans le désert, les Américains ont réussi à monter une structure secrète à Alger dans le cadre de la lutte anti-terroriste appelé « Alliance Base », une structure que les Américains ont montée aussi à Paris, en Jordanie et en Egypte. D'après le *Washington Post*, qui a révélé l'information en juillet 2005, « Alliance Base » a été créé en 2002. Elle a pour mission d'analyser les mouvements transnationaux des terroristes suspects et de lancer des opérations pour les capturer ou les espionner.

C'est dans le cadre de cette coopération que l'ancien chef de la police algérienne, le colonel Ali Tounsi a effectué une visite de travail à Washington entre le 7 et le 14 aout 2004. Il a été reçu par des responsables du FBI ainsi par leurs homologues du Secrétariat

d'Etat de la justice. Depuis l'arrivée de Bouteflika à El Mouradia, les Etats-Unis d'Amérique ont accru leur assistance à l'Algérie dans la lutte contre les groupes islamiques. Une coopération qui a permis d'après certains analystes, entre autres, la neutralisation d'Abderazak El Para au Tchad et surtout l'utilisation des aéroports algériens dans les fameux vols de la CIA. George W. Bush a qualifié l'Algérie des généraux de partenaire de grande valeur dans la lutte contre le terrorisme. Une coopération qui a permis à l'Algérie d'être citée dans un rapport du Département d'Etat en 2003 comme leader régional agressif au sein de la coalition mondiale contre le terrorisme. En 2005, une série de manœuvres militaires conjointes entre les deux armées ont été effectuées dans le Sud algérien sous le code de Flintlock. L'armée algérienne est devenue une police d'Etat, entre les mains de la CIA et le FBI, chargée de traquer les opposants au régime américain sur le territoire algérien et de sécuriser le désert pour son pétrole. Pour certains, l'Algérie est devenue un allié stratégique des Etats-Unis seulement dans la lutte anti-terroriste.

La base de la NSA en Algérie

Selon un article publié en septembre 2003 par le site « recherche sur le terrorisme » et confirmé par une enquête de l'hebdomadaire *VSD* d'octobre 2010, la NSA aurait installé un centre d'écoute et d'interception tout près de l'oasis d'Ihérir, à 110 km nord-ouest de Djanet, à 220 km de la frontière libyenne et à 120 km d'Illizi.

Au moment des convois transportant le matériel un couvre feu était instauré aux agglomérations traversées. De très grosses boules brillantes et des paraboles de radar ont été vues portées par des portes chars dans un convoi couvert par un nombre impressionnant d'hélicoptères. Ces antennes couvrent aujourd'hui une zone allant

de la Mer rouge à l'Atlantique et de la Méditerranée jusqu'au Nigeria.

Deux généraux ont joué un rôle essentiel dans la vente de l'Algérie aux Américains. Il s'agit du général-major (ancien berger) Kamel Abderrahmane (voir section 8.2) et du général-major Saheb Abdelmajid. Ce dernier avait reçu un mandat pour l'installation de cette base au moment où il était chef de la quatrième région. Il avait effectué plusieurs déplacements aux Etats-Unis dans le cadre de cette affaire. Le deal de cette transaction, une partie des interceptions téléphoniques et informatiques sont récupérées par le DRS pour mieux espionner le peuple. Dire qu'un million et demi de martyrs se sont sacrifiés pour l'indépendance de l'Algérie.

L'affaire Andrew Warren

Depuis la création de la base secrète « Alliance Base », les espions américains sont reçus à Alger en tant que collaborateurs dans la lutte anti-terroriste. C'est dans ce contexte qu'Andrew Warren a été affecté à Alger en février 2007. Officiellement, l'Algérie l'a reçu en tant que chef de la section de la CIA d'Alger. Un poste qui lui permettait de travailler directement en étroite collaboration avec les chefs du DRS. Dans ces relations personnelles, l'homme se présentait aussi en tant que chef de la sécurité de l'ambassade. Mais en réalité l'homme était en Algérie en mission commandée.

Les États-Unis veulent savoir comment le DRS est arrivé à maitriser et à manipuler les islamistes armés. La mission du nouveau chef de la CIA à Alger était d'enquêter dans les milieux islamistes dans les banlieues algéroises. A lui seul, Andrew Warren assumait les deux catégories d'espions en fonction à l'étranger, une par sa

fonction officielle, le jour, et l'autre, homme de terrain, opérationnel, la nuit.

Avec sa maitrise parfaite de la langue arabe et des connaissances de la religion musulmane, Andrew Warren intègre l'armée US en 2002 après avoir passé les examens de sélection avec succès. Après un brève passage dans une section financière à Manhattan, il va faire ses preuves tout d'abord en Afghanistan. Son audace va le pousser même jusqu'à circuler en kamis (djellaba) en plein jour à Kaboul et assister aux prières du vendredi. Connu et reconnu par ses paires, il fera par la suite une escale de deux ans et demi en Egypte en tant que chef de la section de la CIA au Caire. Un poste qu'il va quitter précipitamment pour atterrir à Alger sans aucune explication de la part des autorités américaines, ni égyptiennes. D'après certains spécialistes, son départ d'Egypte est lié à son étroite collaboration avec l'opposition à Moubarak.

En février 2007, Andrew Warren débarque à Alger. Il loue un appartement sur les hauteurs de la ville appartenant à un officier supérieur de l'armée en retraite. Les multiples alertes à l'attentat que l'ambassade US a annoncé semblent provenir des renseignements recueillis sur le terrain par le nouveau chef de section de la CIA d'Alger. Une position qui lui aurait valu une mise sous surveillance de la part du DRS et une remise à l'ordre par le ministère de l'Intérieur. Mais les attentats d'avril 2007 donneront à l'homme une certaine crédibilité auprès de ses supérieurs. Il devient automatiquement écouté et respecté par ses homologues algériens.

Ses visites nocturnes dans les fiefs islamistes de la banlieue est d'Alger, où il assistait aux prières du Maghreb et d'El Icha, semblent apporter leurs fruits. Mais la mise en garde émise quelques jours plus tard par l'ambassade US sur un probable attentat en plein

centre d'Alger a provoqué une nouvelle fois l'ire des autorités algériennes. En réalité les responsables algériens étaient très énervés de voir Andrew Warren mettre son nez là où il ne devait pas le mettre, car par la force des choses le chef de section de la CIA d'Alger allait vite comprendre comment les services secrets algériens manipulent l'islamisme armé pour garder un certain climat d'insécurité, ce qui favorise le maintien de l'état d'urgence et de toutes ses conséquences. Sa connaissance de la finance lui aurait certainement permis de lier les trois droites qui forment l'existence même de la pyramide du système actuel : groupes armés, pétrole, généraux.

Au moment où l'affaire du viol sur les deux femmes a éclaté, l'ancien ministre de l'Intérieur, le colonel Zerhouni n'a pas trouvé mieux que de dire qu'il s'agit probablement d'une affaire de recrutement d'espions. Mais ce qu'oublie le ministre c'est que l'affaire des viols avait plus d'une année d'existence. Alors pourquoi un homme aussi surveillé qu'Andrew Warren est resté en poste malgré l'existence des preuves entre les mains du DRS du moment où il y a eu plainte ? Comment un espion qui devrait être invisible peut se permettre d'enregistrer, sur cassettes, ses fantasmes nocturnes ?

Beaucoup de questions restent encore posées dans cette affaire, notamment sur l'islamité d'Andrew Warren qui se donne au plaisir du sexe et de l'alcool pendant le mois sacré du ramadhan, tout en se filmant (un des viols est commis en septembre 2007 en plein mois béni) et sur le parcours des deux femmes violées qui n'est pas encore tout à fait clair.

En attendant le jour où le secret-défense sera levé par les autorités américaines sur cette affaire, les responsables algériens

peuvent encore continuer à mentir en parlant d'indépendance de l'Algérie.

Les vols secrets de la CIA

Dans son rapport du 5 avril 2006, Amnesty International fait un compte rendu sur les plans de vols non officiels, opérés majoritairement par la CIA, mais aussi par toutes les autres agences des renseignements américaines (NSA, FBI, DIA - *Defense intelligence agency*…), des vols qui ont transporté des centaines d'islamistes, supposés membres ou sympathisants d'Al Qaida ou de toute autre organisation répertoriée par les Etats-Unis comme terroriste.

Ce rapport répertorie les nations participantes dans la guerre que mènent les Etats-Unis contre le terrorisme en deux catégories : les soutiens actifs et les soutiens passifs.

Dans les soutiens actifs on trouve des pays tels le Pakistan, la Jordanie, la plupart des pays russophones d'Asie centrale, l'Egypte, Djibouti et le Maroc.

Les soutiens actifs ce sont des pays où les services secrets américains utilisent la torture comme un moyen légal pour interroger un suspect.

Les soutiens passifs ce sont des pays où les appareils de la CIA se sont seulement posés pendant des transferts. Un soutien passif sur un vol peut impliquer aussi un pays qui est dans le soutien actif. Dans ce rapport, l'Algérie avec quatre vols est classée parmi les soutiens passifs. Le rapport couvre quatre vols sur une quarantaine de vol utilisé par la CIA.

Mais d'après l'auteur du livre *Les vols secrets de la CIA*, Stéphane Grey, l'Algérie aurait été impliquée au moins cinq fois sur un seul vol entre 2001/2002 et deux fois sur un vol en 2003/2004.

Voici le carnet de vol concernant l'Algérie du Gulfstream V de la CIA N379P/N8068V

DATE DEPART DE DE DE A A A ARRIVE
17/09/01 14h26 Kiad Washington USA DAAG Alger Algérie 22h38
17/09/01 23h29 DAAG Alger Algérie EINN Shanon Eire 02h13
19/10/01 19h55 OJAM Amman Jordanie DAAG Alger Algérie 00h19
20/10/01 00h55 DAAG Alger Algérie EDDF Francfort Allemagne02h46
22/05/02 17h40 DAAG Alger Algérie LPPR Porto Portugal 19h15
22/05/02 21h10 LPPR Porto Portugal DAAG Alger Algérie 22h35
23/05/02 01h22 DAAG Alger Algérie OAKB Kaboul Afghanistan /
23/05/02 11h41 OAKB Kaboul Afghanistan DAAG Alger Algérie /
23/05/02 16h 55 DAAG Alger Algérie LPPR Porto Portugal /

Voici l'autre carnet de vol concernant l'Algérie du jet d'affaires Boeing de la CIA N313P/ N4476S

DATE DEPART DE DE DE A A A ARRIVE
23/08/03 18h35 KIND Indianapolis USA DAAG Alger Algérie /
24/08/03 01h13 DAAG Alger Algérie LPPR Porto Portugal /
22/01/04 15h20 OAKB Kaboul Afghanistan DAAG Alger Algérie /
22/01/04 21h49 DAAG Alger Algérie LEPA Palma de Majorque Esp /

Trois remarques importantes concernant ces deux carnets de vol, la première est que les vols du Gulfstream V N379P ont été exécutés par l'entreprise Executive Transport, une entreprise qui n'existe que sur papier.

La seconde est que le Boeing N313P est suspecté d'avoir été utilisé dans un transport de détenus torturés. Le vol aurait été affrété par la compagnie Stevens Express Leasing, une entreprise

américaine du Tennessee qui loue des appareils à la CIA. D'après l'enquête espagnole menée par la Guardia civil espagnole à la demande du parquet du tribunal suprême des Baléares, suite à un dépôt de plaintes pour arrestations illégales, séquestration et torture déposé par un groupe de citoyens, il a été révélé que le vol en provenance d'Algérie qui s'est ensuite dirigé à la Macédoine pourrait correspondre à celui par lequel Khaled El Masri aurait été transféré illégalement de la Macédoine à l'Afghanistan où il a été torturé.

La troisième remarque concerne le départ effectué par le vol du Gulfstream le 22 mai 2002 d'Alger ; l'auteur ne précise pas la date de son arrivée à Alger. Sur le carnet de vol, il y a un vide de deux jours. Depuis son départ le 19 mai de Kaboul vers le Caire, le carnet ne mentionne plus aucun déplacement et on le retrouve à Alger le 22 mai pour un départ sur Porto.

A travers la lecture de ces carnets de vols, on déduit que l'Algérie a bel et bien participé et de manière active dans un cas unique de l'histoire d'humanité, celui de la torture, de la disparition des personnes à l'échelle planétaire et de la violation des droits de la personne humaine.

Toujours dans la lecture de ces carnets, la CIA semble à chaque fois privilégier un transit par Alger de ces vols en provenance de Kaboul, Afghanistan. On comprend mieux pourquoi, lors de leur visite en Algérie, les chefs des services de renseignements, le chef de la diplomatie ou le secrétaire d'Etat à la défense des Etats-Unis se sont tous félicités du niveau de coopération des Algériens dans la lutte anti-terroriste. L'Algérie est le premier pays arabe à avoir accepté que ces vols se posent sur son sol après le 11 septembre 2001 et le deuxième pays musulman, juste derrière le Pakistan. Les

autorités algériennes ne pourront jamais dire qu'ils ne le savaient pas. La convention de Chicago, concernant le code de l'aviation, autorise chaque pays à inspecter tout les aéronefs qui se posent sur son sol.

3.4— Le Mossad et les mercenaires[33]

A travers leurs relais de propagande, les services secrets algériens ont toujours essayé de faire croire aux Algériens que l'Algérie sera le dernier pays arabe et musulman qui normalisera ses relations avec Israël, et que l'Etat algérien n'entretient aucune relation avec l'Etat hébreu. Historiquement, le Mossad est un service qui a combattu aux côtés des services français la révolution algérienne. Il a été d'un appui considérable au SDECE durant la guerre de libération. Cette guerre entre les services israéliens et algériens a continué sous l'ère de Boumediene.

Malgré les nombreux démentis des officiels algériens, tout porte à croire que ces personnes n'assument pas leur responsabilité. Certains témoignages, dont celui de l'ancien ambassadeur d'Israël en France, montrent avec exactitude l'existence de ses relations, mais le témoignage le plus encombrant vient de l'ancien *golden boy* Rafik Khalifa qui confirme l'existence de ces relations au plus haut sommet de l'Etat. Dans une interview qu'il a accordée au journal *Le Figaro* et à la question : « Avez-vous travaillé pour la présidence ? », il répondit : « Les carences de l'Etat étaient telles que le groupe devait se substituer à l'Etat (…) Abdelaziz Bouteflika m'a demandé de l'aide à propos de plusieurs dossiers, comme les contrats d'achats d'armes à l'étranger, d'achat de voiture blindées sur recommandation en Israël ou des questions d'image et de communication aux Etats-Unis… ».

Malgré le manque de renseignement sur le comment et sur la façon, le MAOL indique sur son site Internet la manière et les personnes impliquées. Une longue liste de mercenaires qui travaillent pour le DRS sont cités. Des mercenaires qui sont payés entre 8000 et 10000 euros par mois d'après le témoignage de Franck Hugo et Philipe Lobjois dans un livre intitulé *Les mercenaires de la république*. Parmi ces mercenaires, le Centre de recherche sur le terrorisme donne des CV détaillés de trois d'entre eux. Il s'agit d'Uri B., Emanuel D. et Stephan D. Deux sont de nationalité sud-africaine et un a une double nationalité (sud-africaine et israélienne). Jusqu'en 1998, les trois mercenaires ont travaillé pour la société sud-africaine Executive Outcomes. Après la dissolution de cette société par la justice sud-africaine pour son implication dans de nombreuses affaires douteuse sur le continent africain, les trois personnes ont trouvé refuge en Algérie.

Le commandant Emmanuel D., ancien officier du renseignement sous le régime de l'apartheid, aurait été chargé de la collecte des renseignements sur les réseaux islamistes dans le monde. Il aurait été derrière une réunion de travail entre les services israéliens et algériens en Italie. Le capitaine Stephan D., ancien officier du contre-espionnage sud-africain, est présenté comme un spécialiste de la torture dite « scientifique ». Il est proche du général Tartag. Enfin, le commandant Uri B., ancien officier de l'armée sud-africaine, a aussi la nationalité israélienne. Il aurait effectué des achats d'armements pour l'armée algérienne chez les Israéliens. Il supervise les entrainements des forces spéciales à Biskra. Il est considéré comme proche de l'ancien ambassadeur algérien en Afrique de Sud.

4– LE CONTRÔLE DES CHAMPS POLITIQUE, JUDICIAIRE ET MÉDIATIQUE

Avec l'assassinat d'Abane Ramdane par les « Malgaches », le seul homme durant la révolution qui s'est opposé à la militarisation du politique, l'octroi d'un ministère dans le GPRA au renseignement de l'armée, et le ralliement plus tard de ce ministère (le MALG) à l'état-major, ce sont ces événements qui vont avoir un impact considérable sur le contrôle du système politique par la suite.

En plus de son rôle de police politique, la Sécurité militaire algérienne est devenue au fil des années le garant de l'ordre établi. Non seulement elle élabore les programmes politiques, économiques et sociaux selon les critères des dignitaires du régime, mais elle assure aussi leur exécution. Ainsi elle choisit tous les élus (présidents de république, sénateurs, députés, maires, délégués syndicaux, présidents d'associations dite représentant la société civil…). Elle octroie tous les postes de responsabilité dans les ministères, l'administration et les autres établissements de l'Etat tels les sociétés stratégiques (Sonatrach, Sonelgaz – Société nationale de l'électricité et du gaz, etc.), les banques…

La Sécurité militaire n'est plus ou moins que l'organisme qui exerce le vrai pouvoir en Algérie. Depuis 2004, le DRS a passé un second palier dans son organisation. Après avoir réussi à éliminer certains dignitaires de la sphère de décision lors des élections présidentielle pour avoir soutenu Benflis, le DRS est devenu l'institution qui organise, dirige et anime le système. Les conclaves

de ses agents sont devenus très appréciés par toute la classe politique algérienne et aussi par des officiers supérieurs du commandement militaire.

4.1— Le contrôle des partis politiques

Depuis l'indépendance, il y a eu dans la vie politique algérienne deux périodes : avant et après Octobre 1988.

Durant la première période, l'Algérie a vécu sous le régime du parti unique, le FLN.

Lors du congrès du FLN de 1964, on trouvait dans la composition du Bureau politique non seulement le ministre de la Défense, mais aussi le chef d'état-major et un adjoint du chef d'état-major.

Après le coup d'Etat de 1965, il y a eu tout simplement la militarisation du parti. Kaid Ahmed, ancien membre de l'état-major et très proche de Boumediene, membre du Conseil de la révolution (CR), devient le premier responsable du parti. En 1969, l'ordonnance portant sur le statut de l'officier de l'ANP, dans sa section 3 du Statut d'officier hors cadre, l'article 14 stipule : « La position spéciale hors cadre est celle de l'officier placé auprès d'une administration civile, d'une entreprise publique, d'une collectivité locale, d'une organisation nationale ou internationale pour une durée minimum de deux ans ». Dans son article 15, il est stipulé que la position de mise hors cadre est prononcée par un décret du ministère de la Défense. A travers ces articles on comprend comment le parti du FLN est devenu un parti au service de l'armée et de ses services de renseignements. Ainsi, dans les années 1970, des officiers supérieurs de l'armée se sont retrouvés à la tête des

entreprises nationales, des organisations de masse, des commissariats (mohafazates) du FLN, des préfectures…

Ces officiers fonctionnaires sont tenus de rédiger presque quotidiennement les fameux Bulletins de renseignements quotidiens (BRQ), un système de renseignement qui va permettre à la Sécurité militaire d'avoir un contrôle total sur la vie politique, économique et sociale du pays. Des fiches qui sortiront au moment opportun pour incriminer les personnes qui sont susceptibles de s'opposer à l'ordre établi ou d'influer sur une présélection de candidature à un poste de responsabilité au sein des appareils de l'Etat. Le FLN a toujours effectué cette présélection et la SM s'est chargée de l'heureux élu. Après la mort de Boumediene et l'arrivée d'une nouvelle équipe et à sa tête Chadli, certaines de ces fiches ont été utilisées pour éliminer des adversaires sérieux au nouveau régime. Parmi ces personnalités, il y avait Bouteflika (accusé de corruption), Zeghar (accusé d'espionnage pour la CIA)…

Avec la nomination de Messadia à la tête du parti et l'instauration de l'article 120 de la Charte du FLN préconisant une carte de militant du FLN pour tout poste de responsabilité, la nouvelle équipe a cru résoudre le problème posé par l'affectation des officiers hors cadres en intégrant l'armée en son sein.

Les officiers supérieurs étaient automatiquement des membres du Comité central du FLN. Cette officialisation de la politisation de l'armée va projeter l'Algérie dans une nouvelle ère. Une ère de la médiocratie, de l'affairisme, qui plongera l'Algérie dans un marasme aboutissant à Octobre 1988.

Après les événements d'Octobre 1988, le président Chadli a décidé d'écarter le patron de la DGPS ainsi que le responsable du

FLN. Quelques années après, le patron de la police politique dira à propos de ces événements que le président aurait voulu créer une illusion en l'écartant au même moment que le chef du parti. D'après lui, la logique aurait voulu que le FLN et la police politique soient dissouts pour laisser place à un vrai multipartisme comme en Europe de l'est.

Ces événements ont conduit à une nouvelle Constitution qui autorise pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie indépendante la création d'associations à caractère politique. Certains partis seront crées avant même l'adoption de la nouvelle Constitution. D'autres viendront plus tard sous l'impulsion du DRS ou d'anciens chefs de la police politique. Kasdi Merbah, l'ancien patron de la redoutable Sécurité militaire quitte le FLN et crée son propre parti (MAJD). Il sera assassiné trois ans plus tard par ses anciens copains. Betchine, patron de la police politique entre 1988 et 1990, sera derrière la création du RND.

Dans ses mémoires, Khaled Nezzar rapporte une conversation avec le général Betchine à propos de la création du FIS : « Le général Betchine me dit : Si Khaled, c'est pour mieux les surveiller ».

Le colonel Samraoui, numéro deux du contre-espionnage jusqu'en 1996, dira devant la Cour de justice de Paris, lors du procès qui a opposé le sous-lieutenant Souaidia au général Nezzar, sous l'œil attentif de ce dernier, que les services secrets algériens avaient dix-sept agents membres du Conseil consultatif du FIS sur les trente cinq membres qui le composaient. La même chose pour le parti Hamas ; selon Hicham Aboud, dans son livre *La mafia des généraux*, le parti de Mahfoud Nahnah aurait été élaboré dans le bureau du général Betchine.

Des partis politiques se verront interdire l'octroi de l'autorisation d'exercer tels le parti de Ahmed Taleb El-Ibrahimi ou celui de Sid-Ahmed Ghozali et d'autres seront détruits de l'intérieur jusqu'à disparition complète du champ politique tel le parti de l'ancien président Ben Bella, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA). D'autres ont éclaté en plusieurs partis tels Ennahda de Abdallah Djabballah. A partir de ces exemples on peut comprendre comment la police politique contrôle, dirige, et anime en permanence le champ politique algérien.

4.2— Le choix des présidents

En deux décennies, le DRS est passé de l'institution qui conseille à une institution qui décide de la nomination du président de la république algérienne.

Depuis la mort de Boumediene, après avis favorable de la Direction centrale de la sécurité militaire (DCSM), le président choisi par l'institution militaire va exercer un pouvoir très limité. Les règles non écrites imposées par le pouvoir occulte donne une marge assez limitée pour l'exercice de la fonction présidentielle.

Constitutionnellement, le président a la possibilité de changer la Constitution, de démettre ou de nommer un premier ministre, de changer les chefs militaires, de nommer un ministre de la Défense, de nommer les directeurs des services de sécurité…

Mais ceci n'est pas possible dans l'Algérie d'aujourd'hui si le DRS ne donne pas sa caution. En juillet 2005, le président aurait voulu nommer le général Bachir Tartag à la place de Smaïn Lamari. Il a dû affronter une fronde des officiers espions. Leur chef a été gardé à

son poste, ce qui a poussé Bouteflika de dire qu'il ne peut exercer le rôle de président à moitie. L'autre moitié c'est celle où l'attribution constitutionnelle n'a plus aucun sens. Le DRS est cet organisme qui assure la pérennité du système. Ainsi, au cas où le président décide de dépasser le cadre de travail établi, les services de sécurité se chargent soit de le démettre tel Zeroual, soit d'un coup d'Etat tel Chadli, soit de provoquer sa mort tel Boudiaf.

En avril 2004, c'est grâce à l'appui apporté par le DRS que Bouteflika a été reconduit dans ses fonctions de président de la république. Face à la fronde anti-Bouteflika conduite par son ancien chef de gouvernement, Ali Benflis, soutenu par des dignitaires du régime tel l'ancien chef d'état-major Mohamed Lamari ou encore l'ancien ministre de la Défense Khaled Nezzar, Mohamed Médiène (Toufik), le patron du DRS, a imposé son candidat. Mais ceci n'était possible que par des concessions faites à ces dignitaires.

Au moment ou Boumediene a conçu ce système de gouvernance après le coup d'Etat de 1965, il n'aurait jamais imaginé qu'un jour un candidat sera opposé à son miroir. Lors des fameuses réunions du Conseil de la révolution, Boumediene, ministre de la Défense, patron réel de la SM, écoutait tout les membres, mais il était le seul qui décidait. Ces réunions étaient pour lui une façon d'impliquer le Conseil de la révolution dans ces décisions et surtout de faire face à toute fronde interne avant qu'elle n'éclate (2/3 des membres seront écartés entre 1965 et 1975). En 1967, quand Tahar Zbiri chef d'état-major, a demandé la réunion du Conseil de la révolution, il a été bombardé par l'aviation soviétique. Après la mort de Boumediene, et l'avènement de Chadli, ce dernier qui a toujours siégé dans le Conseil de la révolution, a remplacé l'ancienne instance par une nouvelle : le Haut Conseil de Sécurité (HCS).

En janvier 1992, c'est sous le couvert de cette instance occulte que le coup d'Etat a été revendiqué. La stratégie a été élaborée par un groupe de réflexion autour du ministre de la Défense et le patron du DRS a assuré son exécution. Quelques mois plus tard, une autre stratégie a conduit à l'assassinat de Boudiaf. Mais depuis, le DRS est passé du stade d'un organisme régulateur à une institution de décision. C'est avec l'aval du patron du DRS Toufik que la révision de la Constitution souhaitée par Bouteflika pour postuler à un troisième mandat a été effectuée en novembre 2008. Depuis, Bouteflika a été élu avec un score digne des régimes soviétiques pour un troisième mandat.

4.3— Le choix des chefs de gouvernement et des ministres

Constitutionnellement, le choix d'un chef de gouvernement est du ressort du président de la république. Le Premier ministre choisit ses ministres et les soumet au président de la république pour approbation. En principe, le Premier ministre est choisi au sein de la majorité parlementaire.

Cette logique constitutionnelle n'est pas appliquée en Algérie. Du moment où le président de la république est choisi par les militaires et après caution du DRS, le choix du chef de gouvernement et de ses ministres revient automatiquement à ceux qui ont choisi le président pour appliquer leur programme. Certes le président peut proposer un ministre ou même un Premier ministre, mais ces derniers ne pourront accéder à leur fonction si le DRS ne donne pas son approbation. Au cas contraire, on pourra assister au déballage de la vie privée de l'intéressé sur la place publique à travers des journaux contrôlés par des groupes d'intérêt privés dont le premier souci n'est pas le salut de l'Algérie.

Durant les deux premières décennies de l'Algérie indépendante, le problème du choix ne se posait pas du tout. Ben Bella, puis Boumediene ont toujours été autoritaires. Non seulement, ils étaient présidents mais aussi chefs de gouvernement. Ils nommaient et démettaient les ministres à leur guise. Ben Bella a occupé durant ses trois années de gouvernance plusieurs responsabilités dont certains postes ministériels. Après le coup d'Etat de 1965, Boumediene s'est contenté d'être le seul et unique chef. Il créa le Conseil de la révolution pour récompenser les fidèles en les faisant participer uniquement sur certains projets. En tant que ministre de la Défense, chef des armées et patron réel de la SM, Boumediene n'avait aucun besoin de partager le pouvoir. En juin 1978, à la veille de sa maladie, Boumediene a mis ce pouvoir entre les mains d'un seul homme, Kasdi Merbah, le directeur de la DCSM. A la mort de Boumediene, Merbah se retrouva en face des membres du Conseil de la révolution. N'ayant jamais fait partie de ce Conseil d'une manière officielle, même s'il a toujours assisté à ses réunions, le choix de Chadli lui a été fatal.

Chadli n'est qu'un président issu d'un conclave tenu par des militaires à l'ENITA dont le directeur n'est autre que Larbi Belkheir, l'ami de Chadli, et qui a reçu l'approbation du patron de la SM. Même si le poste de ministre de la Défense a été promis au patron de la SM, à condition que celui-ci délaisse son poste à la tête de la SM. C'était mal connaitre la nouvelle équipe au pouvoir par le patron de la SM. Kasdi Merbah ne sera jamais nommé au poste promis. Bien au contraire, il sera poussé vers la vie civile, avec un poste de ministre. Le poste de Premier ministre sera attribué pour la première fois à une autre personne que le président. C'est le colonel Abdelghani, membre du Conseil de la révolution entre 1965 et 1979, qui récupère ce poste ainsi que celui de ministre de l'Intérieur.

Deux ans après sa nomination au poste de président, l'équipe de Chadli fait un grand ménage dans les services de sécurité et l'armée.

De nouvelles personnes sont nommées. Un an plus tard Abdelghani garde son poste de Premier ministre mais le poste de ministre de l'Intérieur est octroyé à M'hamed Yala. A partir de 1984, sous impulsion de Belkheir, Chadli va essayer de s'émanciper des personnes qui l'ont choisi en 1979. En plus de son poste à la tête du HCS, Belkheir devient secrétaire général de la présidence. Jusqu'à octobre 1988, l'Algérie a connu quatre gouvernements avec autant de nouveaux ministres.

Des proches de l'équipe dirigeante sont nommés un peu partout. Dans le commandement militaire de nouveaux grades ont apparu. Ainsi les Algériens découvrent les grades de général et de général-major. Durant cette première période de gouvernance de Chadli, on remarque que le nouveau président en tant que ministre de la Défense a essayé d'imiter Boumediene. Seulement Boumediene utilisait les fiches des services de sécurité pour les personnes qu'il veut nommer. Tandis que Chadli nommait des personnes à partir des fiches proposées par ses conseillers. Après les événements d'Octobre 1988, Chadli a eu recours à Kasdi Merbah pour le sortir de la crise. Le gouvernement Merbah sera le seul où les ministres ont été choisis par le Premier ministre. En tant qu'ancien patron de la SM, Merbah n'avait pas besoin de l'aide de la nouvelle instance de sécurité. Officiellement, la police politique a été dissoute suite à ses événements. Un an plus tard, Chadli a eu du mal à démettre Merbah de sa fonction. Suite à ceci Merbah quitte définitivement le FLN et crée son propre parti.

Mouloud Hamrouche, le nouveau chef de gouvernement, ennemi farouche de Belkheir, a lui aussi constitué son

gouvernement d'une manière autonome des cercles de décision. Mais ceci n'a pas duré et ne pouvait durer ; les enjeux étaient énormes. Le pétrole des Algériens attirait trop de convoitise occidentale. Sur conseil des généraux Khaled Nezzar et Larbi Belkheir, respectivement ministre de la Défense et chef cabinet du président, Sid-Ahmed Ghozali est nommé chef de gouvernement. C'est le retour des anciennes méthodes. On assistera à un gouvernement issu de coup d'Etat, puis à un autre nommé suite à l'assassinat du président (Belaid Abdeslam dira que ce sont les militaires qui l'ont désigné), puis à un gouvernement constitué après désignation du président lors d'un conclave de militaire.

Après avoir essayé de s'émanciper de ceux qui l'ont désigné en organisant sa propre élection, et après avoir choisi comme conseiller de sécurité Betchine, Zeroual désigne Ouyahia, un proche de Toufik au poste de Premier ministre. L'homme sera décrit dans la presse algérienne et internationale comme l'homme qui bourre les urnes. Les anciens taux de participation frôlant le ridicule refont leur apparition. Un parti créé en trois mois remporte des élections législatives et locales. A la veille de sa démission, Zeroual nomme Smail Hamdani comme Premier ministre. Ce dernier sera dépassé par l'enjeu de l'élection présidentielle.

Bouteflika, l'homme issu aussi d'un conclave de militaires organisé par Belkheir et Toufik, devient président. Il nomme Benbitour à la tête du gouvernement. Une année plus tard, Benbitour sera remplacé par Benflis. Ayant cru dans la parole de certains dignitaires de régime, Benflis se lance dans la course à la présidence de 2004. Il sera remplacé par Ouyahia. Après sa réélection, Bouteflika nomme Belkhadem à la tête du gouvernement. Mais à la veille de l'élection d'avril 2009, Ouyahia revient aux affaires. Une meilleure façon au patron du DRS dont

Ouyahia est un intime d'assurer une élection. En deux mandats Bouteflika utilisera autant de Premier ministres que Chadli a utilisé en trois mandats. Mais aucun de ses chefs de gouvernement n'appliquera le fameux programme du président. Aucune réforme promise lors de sa candidature n'est appliquée.

L'explication est que pour qu'un président applique son programme, il faut tout simplement qu'il soit réellement élu. Une fois élu, il peut choisir son Premier ministre qui à son tour choisit ses ministres compétents pour appliquer un programme en dehors de toute influence extérieure au gouvernement. Les dignitaires n'ayant plus pied à l'intérieur du cercle de décision n'ont plus qu'à se soumettre aux nouvelles dispositions et lois qui régiront le pays en sachant que nul n'est au-dessus de la loi quel que soit son statut dans la société.

4.4— La fabrication des élus

Les premiers députés de la première assemblée nationale ont tous été élus au nom de la légitimité révolutionnaire, certains étant d'anciens maquisards ayant préféré ne pas intégrer les rangs de l'ANP, d'autres étaient déjà dans la politique en tant que militants ou représentants du FLN ou de l'Organisation civile du front de libération nationale (OCFLN). Mais la majorité de ces députés ont tous été élus dans leurs régions respectives. Cinquante ans après, ce mode opératoire existe encore pour certains élus qui ne doivent leur élection qu'à leur appartenance à une tribu, elle-même ayant la main sur la circonscription.

En 1965, plus d'une centaine d'élus apportèrent leur soutien à un coup d'Etat militaire. Certains d'entre eux auront le privilège de faire partie du Conseil de la révolution (huit députés sur les 25

membres). En 1975, sur les neuf membres du Conseil de la révolution restants aucun élu ne figurait. Ceci n'a pas empêché que certains élus de cette période n'ont été élus que par la grâce de l'interventionnisme. Les listes pour les élections durant cette période sont toutes proposées par le FLN. Le premier tri sélectif des noms se fait dans l'administration, puis ce sont les cellules du FLN, la liste finale proposée pour l'élection doit avoir la caution des services de sécurité. Ce mode opératoire a toujours fonctionné sous le régime du parti unique. Puis il y a des facteurs qui entrent en jeu concernant l'heureux élu (député ou maire). Parmi ces facteurs il y a le tribalisme, le régionalisme, l'interventionnisme (ce mode concerne surtout les élus des villes), le clientélisme…

Avec ce mode d'élection, la fraude n'est qu'une conséquence logique, parfois même encouragée par ce système.

Connaissant l'historique de chaque élu et de son élection, la SM détient ainsi les clefs de ces institutions. Avec l'ouverture politique de 1988, la SM va vite appliquer une équation simple : « Pour contrôler les institutions, il faut contrôler les partis ». Comme on l'a vu précédemment, des partis seront crées par la SM, d'autres seront infiltrés et d'autres encore seront poussés à la disparition. La SM ne s'amuse jamais à créer un parti du néant, même pour le RND. Chaque création de parti est minutieusement étudiée. Certains seront crées sur fond de conflit dans les partis historiques (FLN, FFS, Nahda). Les nouveaux partis ont donc une base militante et sont capables d'exercer la politique (RND, Rassemblement pour la culture et la démocratie – RCD, Nahda bis). D'autres seront crées par besoin de contrôler leurs militants tel le FIS ; ce dernier sera dissous après avoir évincé les agents du DRS du parti et gagné l'élection législative de décembre 1991. Mais d'autres partis de la mouvance islamiste resteront légaux car ils fonctionnent en étroite

collaboration avec le DRS. La participation de tous ces partis dans les mascarades électorales depuis 1992 est un justificatif pour le système de revendiquer des élections propres et des taux de participation dépassant le ridicule. Le RND gagne en 1997 deux élections électorales (législatives avec 155 sièges et locales avec 60% de sièges) trois mois seulement après sa création, une première dans toute l'histoire politique contemporaine. Certes les partis politiques ont crié au scandale et à une fraude électorale à grande échelle mais ceci est resté lettre morte chez les autorités compétentes. L'élection était organisée par le Premier ministre Ouyahia, un très proche de Toufik. En 2007, lors des élections législatives, le pouvoir algérien a parlé d'un taux de participation de 45% alors que certains partis ont parlé de 20%, voire même de 15%[34].

L'un des justificatifs du coup d'Etat de 1992 et de l'annulation des résultats des élections législatives qui ont plongé l'Algérie dans une guerre civile était le taux de participation faible évalué réellement à 52%.

La fraude, la manipulation des taux de participation et des résultats électoraux est un travail élaboré dans les bureaux du DRS. En contrôlant les institutions le DRS sait qu'il contrôle le pouvoir.

4.5— Le contrôle du système judiciaire

La mainmise des services secrets algériens sur l'institution judiciaire est une réalité politique qui remonte aux premiers jours de l'indépendance. Elle constitue une grave atteinte à l'indépendance de cette institution.

Dans cette tragédie, l'institution judiciaire a été toujours un moyen de pression entre les mains des chefs militaires. Dans l'une

de ses sorties médiatiques, l'ancien président de la république, Chadli Bendjedid, nous a montré dans quelles conditions et circonstances a été exécuté un des héros de la révolution algérienne. Le colonel Chaabani a été exécuté selon Chadli parce que Ben Bella le voulait. Complaisant, Boumediene, ministre de la Défense au moment des faits, a ordonné à Chadli de prononcer la condamnation à mort avant l'ouverture du procès. A la fin d'un procès-mascarade, l'injustice n'a fait que rendre un verdict déjà scellé par la volonté des chefs.

L'histoire de cette institution, qui devait être le dernier recours et une porte de secours pour tous les citoyens, est devenue un jeu entre les mains de personnes sans scrupules et sans dignité qui se font appeler responsables, chefs, présidents, juges…

Cette même institution devient aveugle et sourde devant tous les dépassements et les transgressions des lois commis par ces mêmes personnes et leurs progénitures.

Durant les années soixante-dix et quatre-vingt, un slogan était placardé sur toutes les portes des institutions : « Du peuple et pour le peuple ». En réalité, il aurait été plus logique d'écrire : « Du chef et pour le chef ».

La question est : comment les services de renseignements algériens contrôlent le système judiciaire ?

Depuis quelque temps, quelques langues commencent à se délier et certains éclaircissements sont apportés sur la façon dont est gérée l'institution judiciaire par les services secrets. Le moyen le plus souvent exercé par les éléments des services sur les magistrats est la pression. Si ce moyen ne suffisait pas, il se peut, si la personne n'est

pas protégée par un chef militaire et s'il n'appartient pas à un clan, qu'il soit exercé sur lui le chantage ou la corruption. Dans les cas extrêmes, un simple faux témoignage peut envoyer l'incorruptible dans les ténèbres des prisons algériennes. Le cas du magistrat Mohamed Saïdani est un exemple éloquent.

Pour avoir refusé de céder aux pressions du DRS, le magistrat a été accusé par un tôlier (membre de l'AIS) d'être un sympathisant islamiste. Procureur adjoint au tribunal de Blida, il a été accusé en 1997 d'avoir libéré un certain nombre de militants islamistes de prison. Lors de son jugement au tribunal de Tizi Ouzou, Mohamed Saïdani a réussi sans le moindre problème à démontrer que l'élargissement de militants islamistes n'était pas de son ressort. Malheureusement beaucoup de ses collègues magistrats n'ont pas eu cette moralité. Certains d'entre eux sont devenus tout simplement de simples marionnettes entre les mains des décideurs. La collaboration assure à ces magistrats une carrière somptueuse. Certains d'entre eux, se sont retrouvés à la tête de consulats à l'étranger pour services rendus aux chefs, tel le juge Sayah.

La passivité de certains de ces magistrats devant des dossiers relevant des crimes économiques et autres délits montre une fois de plus la non-indépendance de notre justice et sa soumission aux ordres du DRS. Ou alors comment expliquer qu'aucune enquête digne de ce nom n'ait été perpétrée contre les *capi* de la mafia de l'importation malgré des révélations fracassantes faites par des journalistes ? Et comment expliquer la non-inculpation d'un général impliqué dans un vaste trafic de drogue malgré une enquête faite par un colonel du DRS intègre[35] ? Et pire encore quel explication peut-on donner à une condamnation à mort d'un communiste, militant anti-islamiste, dans une affaire de terrorisme ? Bien sûr sans parler de la dilapidation de l'argent public, tolérée par le système,

faite par certains généraux corrompus et leurs progénitures. Des affaires en milliards de dinars sont révélées presque quotidiennement par la presse algérienne et étrangère.

Affaire Ben Saad[36]

L'affaire Ben Saad montre comment pour avoir osé donner son opinion sur un patriarche des services un citoyen se retrouve condamné à mort pour une participation imaginaire dans un attentat islamiste.

Ancien militant communiste, ayant appartenu au Parti d'avant-garde socialiste (PAGS), proche de l'éradicateur Réda Malek, Ali Ben Saad est condamné à mort le 7 juillet 1998 par la Cour criminelle de Constantine pour avoir participé à un attentat islamiste commis dans un bidonville à Constantine en aout 1996.

La descente aux enfers de ce citoyen a commencé juste après sa participation le 12 septembre 1995 à un meeting organisé par l'ancien premier ministre Réda Malek, un éradicateur et proche du clan des DAF du général Nezzar. Ce jour là Ali Ben Saad prend la parole et réclame son opposition à la république de Betchine. Le lendemain, il part pour participer à un colloque à Tunis. Une fois là-bas, il apprend par sa famille que la police est venue perquisitionner chez lui. Craignant pour sa sécurité et sur conseils de ses amis, il décide de rester à Tunis.

Avec l'aide d'une fondation allemande, il obtient le 8 mars 1996 un visa pour l'Allemagne. Au lendemain de sa condamnation, le 8 juillet 1998, les journaux algériens *El Khabar* et *El Watan* publient une lettre de Ben Saad prenant à témoin l'opinion algérienne de la dérive de la justice algérienne. Il accuse Betchine d'être derrière ses

problèmes et sa condamnation à mort. L'ancien patron de la police politique, le général Betchine s'en défend et accuse ses adversaires (les amis de Ben Saad) d'avoir monté de toutes pièces cette affaire afin de lui porter atteinte, et surtout de porter atteinte au président, le général Zeroual.

Que ce soit Betchine ou ses ennemis qui sont derrière cette affaire, ceci montre que l'institution de la justice est soumise aux ordres des puissants chefs de la sécurité militaire.

4.6— Le contrôle de l'information

La guerre civile algérienne est le seul conflit contemporain sans images sauf celles que les généraux utilisent pour leur propagande. Jusqu'à l'arrivée de Bouteflika, la presse étrangère était interdite. Il lui arrive encore aujourd'hui d'être censurée, tel que le numéro de *L'Express* qui a traité un sujet sur Bouteflika. Quant aux journalistes étrangers, ils ne sont pas toujours les bienvenus. Si ce n'est pas le refus du visa, une fois arrivés à Alger et sous prétexte d'assurer leur sécurité, ils sont escortés partout où ils veulent se rendre. S'agissant de la presse écrite algérienne, elle est soumise à une censure très stricte. Avec un dispositif législatif particulièrement répressif, une surveillance policière (présence d'agent de RG et de DRS à la maison de presse) et un monopole sur l'imprimerie et la publicité, le DRS a le pouvoir de la mise à mort ou non d'un quotidien. Plusieurs quotidiens ont ainsi disparu depuis le début de guerre civile. Ceci explique l'autocensure utilisée par certains quotidiens qui n'ont pas de support militaire.

Au cours des années 1990, le service psychologique du DRS, que dirigeait le colonel Tahri Zoubir dit Hadj Zoubir, a réussi à engager de nombreux journalistes de façon à manipuler l'information. Il y a

deux catégories de journalistes-DRS : ceux qui ont cédé à un chantage et ceux qui l'ont fait de manière volontaire, « les mercenaires de la plumes ». Les journalistes-DRS sont chargés de traiter l'information sécuritaire avec ordre de mission de mettre tous les massacres et assassinats d'intellectuels uniquement sur le dos des islamistes. Et surtout de s'attaquer sous forme de pseudo-enquête à toute personne qui ose dire le contraire ou qui s'attaque aux généraux.

En mai 2001, suite à sa fuite sur une plainte qui a été déposée contre lui à Paris, Khaled Nezzar s'est attaqué aux plaignants, dans une conférence de presse, en donnant de fausses informations aux journalistes. Sans vérifier la véracité de ces informations, certains journaux connus pour leur proximité avec le DRS les ont reprises en induisant leurs lecteurs en erreur.

En jouant le jeu, ils continuent ainsi à toucher les milliards de la publicité. Aujourd'hui, certains journalistes ne cachent plus cette proximité. Certains l'exhibent comme une carte de visite. Travailler pour le compte des services psychologiques est devenu un acte de bravoure. Après la mise en retraite par Toufik du colonel Hadj Zoubir, le service est dirigé aujourd'hui par le colonel Fawzi.

L'affaire Khalifa TV

L'affaire Khalifa nécessite elle-même toute un ouvrage. En réétudiant les déclarations faites lors du procès Khalifa, le témoignage de la puissante directrice de la presse écrite au ministère de la Culture et de Télécommunication chargée des accréditations des médias étrangers et dirigeante du groupe Khalifa, Samira Bensaouda, montre le degré important de recrutement fait par le DRS chez les journalistes. Elle a révélé qu'elle avait recruté pour la

chaine 80 journalistes dont une bonne partie était composée de correspondants du DRS. La dame qui se faisait appeler « le colonel » n'est pas allée au bout de sa vérité. Elle n'a pas révélé un seul nom de journaliste, se contentant seulement de dire à la juge que sa ministre de tutelle était au fait du dossier.

5— LES ASSASSINATS POLITIQUES

Ce chapitre n'abordera que quelques assassinats des personnalités politiques algériennes par les services secrets algériens. Ceci ne veut pas dire que la mort d'autres comme Messaoud Zeghar, Abdelbaki Sahraoui, Abdelhak Benhamouda, Djilali Liabès, Tahar Djaout… n'a pas de lien avec les agents de la SM. Mais ces cas ne seront pas considérés simplement par manque d'informations sur le processus de l'exécution et la façon dont le contrat a été exécuté.

Une petite biographie est consacrée seulement à Abane Ramdane, ce qui ne veut pas dire que les autres ont été négligés. Mais vu qu'il est le premier responsable politique exécuté par les services secrets de l'ALN, il est important de connaitre le parcours d'un homme hors normes. Un homme qui a toujours porté le combat de l'Algérie et les problèmes des Algériens dans son cœur, alors qu'il aurait pu tirer bénéfice de sa capacité intellectuelle pour vivre à l'européen dès 1942. Il avait dit un jour à Ferhat Abbas à propos de la création du FLN : « Le FLN n'appartient à personne, mais au peuple qui se bat. L'équipe qui a déclenché la révolution n'a acquis sur celle-ci aucun droit de propriété. Si la révolution n'est pas l'œuvre de tous, elle avortera inévitablement ». Pour rappel aussi, beaucoup d'événements se sont produits au cours de cette année 1957, la grève des huit jours, l'arrestation et l'exécution de Larbi Ben Mhidi (d'après Aussaress, Ben Mhidi a été balancé par les siens), le démantèlement de la Zone autonome d'Alger (ZAA), la vraie fausse affaire d'infiltration connue sous le nom de code « La Bleuite », qui elle-même a servi de couverture à la vrai infiltration de

l'ALN par les DAF, le départ du CCE vers Tunis, la création du MALG puis l'exécution d'Abane Ramdane. Tous ces événements ne sont pas le fruit d'un hasard s'ils se sont tous produits au cours de cette année 1957. Dans ce qui suit un récit histoirique de l'assassinat du père du congrès de la Soummam par les agents de Boussouf sera tenté.

5.1— Abane Ramdane[37]

Abane Ramdane est né le 10 juin 1920 à Larbaa Nath Irathen. D'une famille commerçante, il suit sa scolarité jusqu'à l'obtention en 1932 d'un Certificat d'études primaires (CEP). Il s'inscrit en interne au collège Duveyrier à Blida. En 1942, il obtient son Baccalauréat avec de très bonnes notes, surtout en mathématiques. Mobilisé la même année à cause de la seconde guerre mondiale, après avoir provoqué un colonel devant une foule d'indigènes, il se retrouve vite sur le front italien. Avant son départ en Italie, il vend sa tenue militaire pour qu'il ne soit pas embarqué. Il intègre le PPA en 1946 après une rencontre avec Omar Oussedik. Vu les difficultés de l'après-guerre, il était obligé de venir en aide à sa famille. Après l'intervention de quelques personnalités indigènes à sa faveur auprès de l'administration française, il décroche un poste de secrétaire dans la commune de Chelghoum Elaid.

Après la victoire du MTLD dans sa circonscription en 1947, il est démis de son poste de secrétaire pour avoir aidé le parti à gagner. Il rentre aussitôt en clandestinité et devient chef de daïra du parti à Sétif. Il devient au même moment recruteur pour l'OS. En 1950, il sera arrêté dans l'Oranie et interrogé durant 27 jours avec trois séances de torture par jour. Le chargé de l'instruction du dossier de l'OS dira de lui : « C'est un monsieur qui a l'étoffe d'un chef, il risque de devenir quelqu'un d'important ». En 1951, il sera jugé à

Bejaia et condamné pour atteinte à la sureté intérieure de l'Etat. En 1952, il sera transféré en France dans la prison d'Ensisheim. Il observera une grève de la faim. Suite à cela, il obtient en 1953 le statut de refugié politique. Il est transféré à la prison d'Albi.

En 1954, il entre en contact par courrier avec un ami, Djillani Mbarek, qui lui fournira tous les détails concernant le conflit au sein de l'appareil du parti et sur le déclenchement de la révolution. Il sera libéré en janvier 1955. De retour au village, sa mère subira une paralysie suite au choc émotionnel dû à la libération de son fils. Une semaine après sa libération, un contact est établi avec Abdelhamid Mehri et Mohamed Boudiaf. Deux semaines après sa libération, il rencontre le colonel Ouamrane dépêché par Krim belkacem. Il s'engage dans la révolution avec de très hautes responsabilités dans l'Algérois. En février 1955, Bitat prend contact avec lui. Il part à Alger. Il rencontre Krim et s'installe dans un appartement à Ruisseau. La stratégie du combat du FLN contre l'occupant français se met en place. En mars 1955, Bitat, responsable de l'Algérois, est arrêté. Abane et Krim échappent eux de justesse. Abane sera celui qui va convaincre Ferhat Abbas de rejoindre la révolution. Une première rencontre entre les deux hommes a eu lieu le 26 mai et une seconde aura lieu peu de temps après à la maison d'Ahmed Francis en décembre de la même année. Ferhat Abbas rejoindra la révolution et s'installera au Caire. Abane se marie le 5 janvier 1956. De ce mariage, il aura un garçon.

En juin 1955, Abane signe une directive au nom du FLN où il recommande aux militants de combattre les Messalistes et il leur interdit de parler au nom de l'ALN : « L'ALN ne reconnait à personne le droit de parler en son nom. Seuls les dirigeants du FLN ont le droit de parler en son nom ». Entre mars et décembre 1955, il réussira à convaincre des personnalités politiques algériennes de

rejoindre la révolution. Outre Ferhat Abbas, il y avait Benyoucef Benkhadda, Salah Louanchi, Ahmed Bouda, Aissat Idir…

Parmi ces faits d'armes, il a réussi à convaincre le poète Moufdi Zaccaria de composer l'hymne national. Après que ce dernier a fait part des exactions dont était victime sa communauté (les Mozabites) par des militants se réclamant du courant nationaliste, Abane a promis qu'elles cesseront si ce sont des militants du FLN qui sont derrière. Le poète a composé l'hymne. Il est aussi derrière la création des organisations de masse. Il est l'organisateur du congrès de la Soummam avec Larbi Ben Mhidi. Des nuits entières de réflexion ont été entretenues entre les deux hommes durant des mois pour arriver à définir une stratégie pour la révolution lors du congrès.

Le congrès a eu lieu au village d'Ifri dans la vallée de la Soummam entre le 20 aout et le 10 septembre 1956. Un CNRA est issu de ce congrès composé de 34 membres dont 17 suppléants. Un CCE est créé ; il est composé de cinq membres : Abane, Krim, Benkhadda, Ben Mhidi et Dahlab. Le congrès consacre la primauté du politique sur le militaire et celle de l'intérieur sur l'extérieur. Dès novembre 1956 il envoie des courriers aux responsables de l'extérieur pour leur faire savoir les nouvelles directives. Après l'échec de la grève de janvier 1957, l'arrestation de Larbi Ben Mhidi en février et l'annonce de sa mort en mars, le CCE décide de s'exiler à l'extérieur. Pour rejoindre Tunis, Abane emprunte le chemin du Maroc. Là, il rencontre Boussouf avec qui il n'a pas d'affinité. Abane savait que Boussouf était en contact permanent avec Ben Bella par l'intermédiaire de ses avocats. En aout 1957, un nouveau CNRA est organisé au Caire. Les services de Fathi Al Dib ne sont pas étrangers à cette réunion. D'après les mémoires de Fathi Al Dib, Nasser l'aurait chargé de s'introduire dans le groupe

afin de bien comprendre ses membres, surtout Abane dont il convenait de connaitre les intentions au sujet de l'appartenance de l'Algérie au monde arabe. Il organisa au deuxième jour de leur arrivée au Caire un déjeuner dans un restaurant luxueux du Caire. Certaines langues ont commencé à se délier. Constatant et comprenant les faits, Abane a demandé à rencontrer Al Dib. Le rendez-vous est pris pour le lendemain. Lors de la rencontre entre les deux chefs, Abane n'est pas allé par les trente-six chemins, il a vite fait comprendre à son interlocuteur tout le mal qu'il pense de son ami Ben Bella. Vexé, Fathi Al Dib riposte et fait un tableau d'éloge de Ben Bella. Les deux hommes se quittent dans une atmosphère glaciale. Convaincre l'Egypte d'apporter son soutien à l'Algérie sans Ben Bella, c'est demander à votre pire ennemi de vous aimer. Lors de la dernière réunion où les décisions ultrasecrètes ont été prises, Fathi Al Dib s'est mêlé au groupe et a participé en tant qu'observateur. Il était ainsi le premier à être informé de la mise en minorité d'Abane et surtout de l'intégration de son ami Boussouf au CCE. Abane Ramdane est mis ainsi en minorité, le CCE passe de cinq membres à quatorze. Les cinq dirigeants détenus en France y sont intégrés. Le congrès décide qu'il n'y a plus de primauté de l'intérieur sur l'extérieur, ni du politique sur le militaire. Le CCE s'installe à Tunis en septembre 1957. Abane se retrouve vite en quarantaine.

Le 15 décembre 1957, Krim et Boussouf se déplacent au Caire. Ils rencontrent Ouamrane pour discuter du sort d'Abane. Deux propositions ont été faites à Ouamrane : l'assassinat ou l'emprisonnement d'Abane. Ce dernier hésite puis opte pour l'emprisonnement. A la fin de la réunion, Boussouf lui glisse dans l'oreille qu'il est pour la mort. Du 17 au 20 décembre, des réunions ont été tenues par Bentobbal, Krim et Mahmoud Cherif, un DAF qui venait tout juste de rejoindre la révolution, pour déterminer la

sentence à appliquer à Abane. Lors de l'une de ces réunions Mahmoud Cherif dira : « C'est sûr, Abane a agi mal envers nous, il fait du séparatisme. Boussouf n'a pas tort lorsqu'il parle d'assainissement indispensable. Encore faut-il s'entendre sur quel assainissement ». Lors de la dernière réunion, ils décidèrent de l'envoyer chez Boussouf au Maroc. Ils mettent en scène un traquenard.

Le 22 décembre, on dit à Abane qu'une katiba de l'ALN a été désarmé par les forces royales marocaines et qu'il doit se déplacer au Maroc pour intervenir auprès du roi. Le 24 décembre Bentobbal refuse de faire partie du voyage. Le 25 décembre, Krim Belkacem, Mahmoud Cherif et Abane embarquent pour rejoindre Tétouan via Rome et Madrid. A Madrid, il dira à Boukadoum : « Je ne sais pas pourquoi, mais j'ai la trousse pour la première fois ». Avant d'atterrir à Tétouan, il dira à Krim : « Je sens un sale coup qui vient mais tu le regretteras ». Une fois l'avion s'est posé, ils trouvèrent Boussouf qui les attendait avec deux de ses hommes. Au moment où Abane et Cherif sont allés pour récupérer leurs bagages avec les deux agents, Krim et Boussouf se sont retirés loin des regards et une dispute a éclaté entre les deux hommes. D'après Yves Courrière, Boussouf a demandé à Krim s'il était armé et a essayé de le fouiller. Krim ne se laisse pas faire et dit à Boussouf de ne plus recommencer cela. Il fait part de la décision de Tunis : emprisonner Abane. Boussouf réplique et il lui dit : « Ici, nous sommes au Maroc et je fais ce que je veux. Abane passera et bien d'autres passeront aussi. N'oublie pas qu'Hitler et Franco se sont toujours entourés d'hommes qui leur étaient entièrement dévoués ». Embarqués dans une Versailles bleu pour Tanger, au cours du trajet la voiture s'écarte du chemin principal et s'engage dans un chemin de terre. Elle s'arrête devant une ferme. Abane est descendu de force de la voiture par les deux agents, l'un tenant une mitraillette et l'autre,

plus sportif, a empoigné Abane. Ils le font rentrer de force dans la ferme. Dans la soirée, au moment où les commanditaires de l'assassinat dinaient, Abane rendait son dernier souffle. Il aurait été étranglé par les deux hommes qui l'ont accompagné depuis l'aéroport (une autre source évoque six hommes qui se sont jetés sur lui et l'ont ligoté). L'un des deux hommes est tombé dans une dépression quand il a su que c'est Abane qu'il avait exécuté. Il sera envoyé en Suisse pour se faire soigner. L'autre assassin est de Mila la même région que Boussouf et Bentobbal. Toujours d'après Yves Courrière, au cours de ce diner, Boussouf dira à Krim que bien d'autres passeront ; concernant Abane, Boumediene était d'accord et Ben Bella aussi. Mahmoud Cherif, le DAF, ne trouva à dire que : « Voila, c'est fini ; maintenant on doit rentrer pour rendre compte aux autres ». L'homme de la Soummam et l'idéologue de la révolution algérienne par la croyance de la justesse de ces idées et son opposition aux seigneurs de guerre a payé de sa vie. Son assassinat constitue tout simplement la prise du pouvoir par les militaires. La révolution accouchera d'une dictature : un système politique militarisé se mettra en place et utilisera tous les moyens pour durer.

5.2— Allaoua Amira[38]

Ancien responsable du PPA à Sétif et ami intime de Debaghine (et certainement d'Abane), Allaoua Amira s'oppose à la nomination de Ferhat Abbas à la tête du GPRA. En 1958, il est affecté à Madrid en tant que responsable du bureau du FLN. Ayant été chef du front d'Oran, Amira connaissait très bien à quels actes Boussouf et ses boys sont mêlés. Sachant que le bureau de Madrid a toujours servi dans le cadre du trafic d'armes, Boussouf a sollicité Amira a intégrer les rangs du MALG. Ce dernier a refusé de prêter allégeance à Boussouf. Devant ce danger, Boussouf a ficelé un dossier et a

demandé à ce qu'Amira comparait devant un tribunal au Maroc. Connaissant déjà le sort réservé à Abane, ce dernier a demandé au GPRA de mener son enquête. L'enquête a conclu qu'il n'y avait aucun reproche à faire à Amira. Le GPRA a décidé de l'intégrer au ministère des Affaires étrangères auprès de Debaghine. Il a été nommé représentant du gouvernement au Liban à la place de Kabouya. Ce dernier, ne se laissant pas faire, décide de monter un dossier contre Amira. Il l'envoi à Ferhat Abbas qui le transmet à Boussouf et Amira est convoqué au Caire pour le 10 février. Arrivé à l'heure prévue au bureau du gouvernement, il est emmené au cinquième étage par les hommes de Boussouf. En présence de Ferhat Abbas et de Mohamed Tazzi, les hommes de Boussouf ont commencé l'interrogatoire. Boussouf ayant quitté le Caire quatre jours auparavant. Ne supportant pas l'humiliation, il a essayé de se défendre, des bruits et des cris ont été entendus dans tout l'immeuble. Une bagarre entre les hommes a éclaté. Au moment de la dispute une matraque lui a été porté à la tête. D'après l'enquête menée par les services de Fathi Al Dib, citée dans ses mémoires, une fois Amira était par terre, les hommes de Boussouf se sont emparé de lui et l'ont défénestré. Amira mourra sur le coup. Devant ce fait, les autorités égyptiennes ont demandé à Boussouf de transférer son bureau. Tripoli est devenu ainsi la base du MALG.

5.3— Mohammed Khémisti

Premier ministre des Affaires étrangères de l'Algérie indépendante, Mohammed Khémisti a été assassiné à la sortie de son ministère en 1963. L'assassinat est imputé à un fou[39].

5.4— Mohamed Khider[40]

Mohamed Khider est né le 13 mars 1912 à Alger. Militant de l'Etoile Nord-Africaine (ENA), puis du PPA, il est arrêté la première fois en 1939. La seconde arrestation est intervenue une année plus tard pour avoir soutenu Messali contre la collaboration de la France avec les nazis. Il sera condamné à huit ans de prison en 1941. En 1942, il est libéré puis placé sous résidence surveillée. Elu député en 1946 sur les listes du MTLD, il devient membre de la direction PPA/MTLD de 1947 à 1951. En 1948, il s'exile en Egypte et devient chef de la délégation du MTLD au Caire. A la veille du déclenchement de la révolution, il rejoint le FLN. Ami de Ben Bella et beau frère d'Ait Ahmed, il sera arrêté en leur compagnie et celle de Boudiaf et Lachref lors du détournement par l'aviation française de l'avion qui les transportait le 22 octobre 1956. Membre du CNRA au congrès de la Soummam, puis membre du CCE en 1957, il est désigné ministre d'Etat au sein du GPRA de 1958 à 1962. Libéré après le cessez le feu du 19 mars 1962, il rejoint Ben Bella et l'état-major. Il devient premier secrétaire général du FLN, et entre en conflit avec Ben Bella sur la démarche à suivre par le parti. Lui, il considère que ce sont les masses qui dirigent le parti, tandis que Ben Bella croit le contraire. Un deuxième conflit a éclaté entre les deux amis concernant l'armée, Khider a demandé à Ben Bella d'ordonner son retour dans les casernes. En avril 1963, il échappe à un attentat. Il quitte le FLN et l'Algérie et se réfugie en Suisse. En 1964, à Genève, il fait une déclaration remarquée condamnant la politique menée par le pouvoir à Alger. En juin 1965, il s'oppose à Boumediene. Entre temps, la machine à propagande avait essayé de le salir, en le traitant de voleur et en l'accusant d'avoir détourné le trésor du FLN. Après sa mort, l'argent a été restitué par sa femme. D'après ses proches, Mohamed Khider considérait que cet argent appartenait au peuple algérien et il voulait l'utiliser dans le cadre

d'un gouvernement en exil ayant pour mission de renverser le pouvoir d'Alger et de se débarrasser du colonel Boumediene. Mais ses pensées et ses souhaits furent vains et ses plans resteront au stade préparatoire, car une main criminelle lui a fauché la vie : il a été assassiné le 4 janvier 1967 à Madrid devant son domicile, dans sa voiture, à côté de sa femme par trois balles tirées par un certain Dakhmouche Youcef, un truand et trafiquant d'or entre le Maroc et l'Algérie. Ce délinquant, qui purgeait une peine d'emprisonnement, s'était vu proposer un contrat d'assassinat en échange de sa mise en liberté et il a accepté. L'enquête menée par la police espagnole a établi que l'attentat a été organisé par un responsable de la SM, attaché culturel à l'ambassade d'Algérie à Madrid, un certain Boukhalfa. Avec cet assassinat, Khider rejoint la liste des historiques liquidés par la SM.

5.5— Krim Belkacem[41]

Krim Belkacem est né le 14 décembre 1922 à Draa El Mizan. En juillet 1943, il s'engage dans l'armée française en tant que tirailleur. Démobilisé en 1945, il exerce en tant que secrétaire auxiliaire de la commune. En 1946, il rejoint le PPA. Entre 1947 et 1950, il sera condamné à mort à deux reprises. En 1952, il devient chef du MTLD de la wilaya de Haute Kabylie. En aout 1954, il rejoint avec Ouamrane le CRUA. A la veille du déclenchement de la révolution, il est nommé chef de la wilaya 3. En février 1955, c'est lui qui incita Abane à rejoindre la révolution. Membre du CCE de la Soummam, puis du Caire, il sera un des instigateurs de l'assassinat d'Abane. Vice-président et ministre des armées dans le GPRA 1, il perd son poste de ministre des Armées au profit de celui des Affaires étrangères dans le GPRA 2. En 1961, dans le GPRA 3, il est ministre de l'Intérieur. Il est désigné négociateur principal lors des accords d'Evian. Il s'oppose à Ben Bella et au clan d'Oujda.

Après le putsch contre le GPRA en aout 1962, il se retire et se consacre aux affaires. Ayant été informé de la décision de son arrestation, il quitte l'Algérie via le Maroc pour s'exiler en Europe. En 1968, avec son ami Slimane Amirat, il crée le Mouvement démocratique pour le renouveau algérien (MDRA). Il était considéré par de nombreuses chancelleries étrangères comme une personnalité crédible, et certains voyaient en lui une alternative démocratique à Boumediene. Le 20 octobre 1970, Krim Belkacem a été retrouvé étranglé par sa cravate dans un hôtel à Düsseldorf. Etrange ressemblance avec la mort d'Abane, comme si les assassins étaient les mêmes et la parole de Boussouf a trouvé un écho. Les services secrets allemands ont accusé la SM d'être à l'origine de ce meurtre. Les trois assassins ont laissé des documents compromettants dans une serviette abandonnée à la consigne de l'aéroport de Francfort. Parmi eux se trouvait Hmida Ait Mesbah, l'homme qui a livré aux autorités françaises l'organigramme de la base de Didouche, chef du service opérationnel de la sécurité militaire, qui avait fomenté une fausse tentative de coup d'Etat et tendu un piège à Krim Belkacem.

5.6— Abdelkader Chabou[42]

Secrétaire général du ministère de la Défense nationale au moment de son assassinat en 1971, Abdelkader Chabou a explosé en plein vol. Les enquêteurs ont trouvé des traces d'explosifs dans l'hélicoptère. Mais la version officielle parle d'accident d'avion.

5.7— Ahmed Madeghri

Ministre de l'Intérieur de Boumediene, Ahmed Madeghri a été assassiné en 1975 par trois balles dans la tête[43]. L'enquête a conclu à un suicide.

5.8— Ali Mecili[44]

En 1989, Khaled Derbal, un militant benbelliste ayant fréquenté quelques années auparavant le milieu de nuit du 18ème arrondissement de Paris a été assassiné parce qu'il s'intéressait de près à l'agenda des derniers jours de Mecili. Que contenait cet agenda comme informations pour qu'un simple militant du MDA puisse être assassiné ? Qui a mis Khaled sur cette piste et qu'a-t-il trouvé ? Ne dit-on pas que seul le monde des coulisses connait les véritables raisons des assassinats politiques. Certes le parcours d'Ali Mecili, cet ancien agent des services secrets algériens, donne une partie de l'explication de son assassinat. Membre fondateur du FFS, fondateur de « Libre Algérie », artisan de la réconciliation entre Ait Ahmed et Ben Bella, il était connu pour son sens de l'organisation. Mais le contrat lancé contre lui et exécuté par un dénommé Abdelmalek Amalou, un truand notoire du milieu parisien, proxénète et tueur à gage, nous emmène à poser certaines questions. Un contrat de 800 000 francs et un appartement à Alger c'est très fort payer sur un individu sans garde du corps, sauf si son exécution rapportait plus pour les commanditaires. Ce qui explique pourquoi deux mois après les faits, le truand a toujours gardé dans sa poche le fameux laissez-passer des services secrets algériens l'autorisant à circuler dans les zones militaires, signé par le capitaine Hassani, bras droit de Lakhel Ayat, patron durant cette période de la puissante Sécurité militaire algérienne. Une assurance au cas où quelqu'un décide de l'éliminer car il n'aura jamais le reflexe de

vérifier la poche. Et puis comment peut-on expliquer qu'un individu recherché pour l'assassinat d'un citoyen français soit extradé vers son pays d'origine après une simple garde-à-vue de 48 heures ? Et pourquoi l'Algérie a réagi par un communiqué officiel pour l'extradition d'un voyou ? Quelques jours seulement avant son assassinat, Ali Mecili accusait le régime algérien de faire de l'Algérie un territoire pour les terroristes. Le 27 septembre 1987, deux otages français ont été libérés au Liban. L'Algérie était au « cœur de la négociation », pour reprendre l'expression de Charles Pasqua.

L'affaire du consul Hasseni (ou du capitaine Hassani)

C'était la première fois depuis le début de l'affaire Hasseni (14 aout 1988) que la télévision algérienne commente l'arrestation de son diplomate en France pour annoncer que la justice française a décidé le vendredi 27 février 2009 la lever de la mise sous contrôle judiciaire de Hassani. De quoi s'agit-il ?

Le 14 aout 2008, le responsable du protocole du ministère des Affaires étrangères algérien, Mohamed Ziane Hasseni, est interpellé à l'aéroport de Marseille-Marignane. Il est mis en examen pour complicité d'assassinat de Ali Mecili et mis en liberté sous contrôle judiciaire après que l'ambassadeur algérien en France s'est porté garant de la présentation du diplomate devant la justice. Cette arrestation fait suite à un mandat d'arrêt émis par le juge Thouvenot en décembre 2007 contre le capitaine Hassani qui pouvait répondre aussi au nom de Mohamed Ziane Hasseni.

C'est le journaliste Michel Naudy qui, dans son livre intitulé *Un Crime d'Etats : l'Affaire Mécili* (Albin Michel, 1993), a révélé la

première fois le nom Hassani au grand public comme étant le commanditaire de l'assassinat de l'avocat Mecili.

En 2001, quelques jours avant la mise en vente de son livre *La mafia des généraux*, Hicham Aboud, ancien officier des services secrets algériens et ancien chef de cabinet du patron de la sécurité militaire algérienne dans les années 1980, rompt l'omerta en accordant une interview choc à l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur*. Il affirmait que l'assassinat de l'avocat était commandité par la présidence algérienne et mis en œuvre par le capitaine Rachid Hassani. Il désigne Larbi Belkheir, chef de cabinet du président d'avoir donné l'ordre de l'assassinat au patron de la SM de l'époque le général Lakhal Ayat.

En 2003, le colonel Mohamed Semraoui, ancien numéro deux du contre-espionnage algérien dans les années 1990, confirmait cette thèse et met en cause à son tour Rachid Hassani devant le juge Thouvenot. Il affirmait avoir été témoin de la remise de l'argent entre le capitane Hassani et son exécutant Abdelmalek Amellou et à aucun moment le nom de Mohamed Ziane n'est mentionné dans sa déposition. Alors à quel moment le prénom de Mohamed Ziane est apparu dans l'affaire. D'après certaines personnes proches du dossier, lors de la rencontre entre Aboud et Semraoui en 2001, ce dernier aurait confié à Aboud que le capitaine Hassani était en poste en Allemagne. Une phrase qui aurai parvenu à l'oreille du juge Thouvenot et c'est ainsi que le mandat d'arrêt a été lancé dans ce sens.

Sachant que le diplomate ne pouvait ignorer qu'un mandat d'arrêt a été lancé contre lui depuis plusieurs mois (plusieurs organes de presse ont repris l'information au mois de décembre

alors pourquoi il a décidé de se rendre en France, sachant qu'il n'avait pas l'immunité diplomatique ?

Pourquoi les autorités algériennes ont mis dix jours pour réagir officiellement (le 24 aout) à l'arrestation de leur diplomate et seulement par l'intermédiaire du ministre de la Communication ?

Pourquoi la présidence algérienne est restée muette sur l'affaire et d'après certains journaux elle aurait même empêché la diffusion d'un communiqué dénonçant l'arrestation, rédigé par des diplomates du MAE algérien ?

Pourquoi le diplomate avait refusé au début de se soumettre au test ADN laissant planer sur lui la suspicion avant de se rétracter quelques mois plus tard ?

Quelle sont les rôles exacts des témoins dans cette affaires sachant que Hicham Aboud et Mohamed Semraoui sont d'anciens officiers des services secrets algériens qui ont occupé des fonctions très importantes dans cette structure militaire ?

Quel est le rôle exact joué par certains journaux algériens dans cette affaire sachant que le rédacteur en chef d'un de ces journaux, Mohamed Mokeddem, a affirmé dans son livre[45] *Les Afghans algériens de la Djamaâ à la Qaïda*, (ANEP, 2002) qu'au début des années 1980 Ahmed Merah, membre fondateur du MIA sous la direction de Bouyali, puis chef des patriotes dans les années 1990 sous la férule du général Toufik, aurait établi un passeport au nom de Rachid Hassani pour un voyage en Arabie Saoudite, une information qu'il aurait tiré du livre d'Ahmed Merah *Affaire Bouyali* (Compte d'auteur, 1998) et qui n'existe pas à la page indiquée, dans sa version européenne ? Si le fait est exact alors le nom de Rachid Hassani ne

peut être qu'un nom d'empreint comme tous les autres noms qui sont utilisés dans l'espionnage par tous les services secrets du monde.

Pour certains spécialistes de la question algérienne, l'affaire Hasseni n'était en réalité qu'un duel à distance entre le général Belkheir et le président Bouteflika. Le général Belkheir qui était atteint d'une maladie très rare au poumon, et qui est décédé depuis, militait en coulisse contre la révision de la Constitution et contre le troisième mandat présidentiel de Bouteflika. Ce dernier aurait décidé de lui faire payer cette opposition en lançant à ses trousses la justice française dans le cadre de l'affaire Mecili et en l'empêchant ainsi de se faire soigner en France, chose qu'il a réussie puisque le 30 octobre 2008, le général Belkheir quitte précipitamment Paris où il se soignait, pour rentrer à Alger car le lendemain le juge Thouvenot aurait prévu de l'entendre dans le cadre de l'affaire de l'assassinat de Mecili.

Devant cette débâcle du faiseur des rois en Algérie, la révision de la Constitution a été adoptée en novembre 2008 permettant à Bouteflika de briguer un troisième mandat. La diplomatie algérienne s'est activée de nouveau. Hasseni a accepté (par hasard) de subir un test ADN et graphologique. Un premier réquisitoire le 12 février concluait que la levée du contrôle judiciaire n'était pas d'actualité. Quelques jours plus tard un second réquisitoire donne son feu vert à cette levée. Deux mois plus tard Bouteflika est élu avec plus de 90% de suffrage, un chiffre rappelant l'ère soviétique.

5.9— Mohamed Boudiaf[46]

Dans une interview accordée à la journaliste Abla Cherif du quotidien *Le Matin* le 31 octobre 2001, le responsable de la CNEC,

Bensaid Ahmed Lakhdar déclarait : « Nous l'avons accusé publiquement, y compris dans des meetings, d'être derrière le 5 octobre. Il est l'architecte de l'éviction de Chadli et de la venue de Boudiaf, nous pensons qu'il fait partie des personnes qui l'ont assassiné ».

Mohamed Boudiaf est né le 23 juin 1919 à Ouled Madi, Msila. Après avoir fait ses études à Msila, il devient fonctionnaire et entre dans l'administration. En 1945, après les événements du 8 mai, il devient militant du PPA, puis intègre l'OS en 1947. Il s'exile en France en 1953 où il milite au sein du MTLD. En mars 1954, il est désigné président du CRUA, puis coordinateur du groupe des 22. Il est titulaire de la carte n°1 du FLN. Au Congrès de la Soummam, il est membre du CNRA. Le 26 octobre 1956, il est arrêté avec quatre autres membres du FLN suite au détournement de leur avion par l'aviation française. En 1958, il est désigné ministre d'Etat dans le GPRA. En 1961, il est désigné vice-président du GPRA. Libéré le 18 mars 1962 après les accords d'Evian, il s'oppose à Ben Bella et à l'état-major de Boumediene. En septembre 1962, il crée le Parti de la révolution socialiste (PRS). Le 23 juin 1963, il est arrêté et déporté dans le désert algérien. Quelques mois plus tard, il sera libéré. En 1964, il s'exile en France puis part au Maroc et s'y installe. Le pouvoir répressif d'Alger vient tout simplement de le condamner à mort.

Après la mort de Boumediene en 1979, il dissout le PRS et se consacre à ses affaires. En 1990, lors d'une émission à la télévision algérienne où il a été invité par Ait Ahmed et Ben Bella à rentrer au pays, il leur a répondu qu'il n'avait aucune confiance dans le régime en place. Le 11 janvier 1992, Ali Haroun se déplace à Kenitra pour le convaincre au moins de discuter avec les militaires. Devant le vide constitutionnel créer par le coup d'Etat contre Chadli, les

militaires ont réussi à le convaincre de venir discuter avec eux. Le 12 janvier, Boudiaf débarque à Alger dans le plus grand secret. Il s'est entretenu avec les chefs de l'armée qui lui ont assuré leur collaboration totale. Devant un parterre d'officiers supérieurs réunis à Ain Naadja la nuit même, Boudiaf a reçu le serment que toutes les décisions qu'il prendrait ou actions qu'il entreprendrait seraient respectées. A la fin de cette réunion, il a demandé quelques jours pour retourner au Maroc et régler ses affaires domestiques. Le 14 janvier 1992, le Haut Comité d'Etat (HCE) est créé et la présidence est octroyée à Boudiaf. Le 16 janvier, Boudiaf revient en Algérie après 27 ans d'exil au Maroc. Le 29 juin 1992, Boudiaf devient le deuxième président de la planète à avoir été assassiné en direct à la télévision.

La question qui se pose est pourquoi un homme qui vient à la rescousse de putschistes en quête de légitimité se fait assassiner par ses derniers ?

L'un des premiers points de désaccord de Boudiaf avec son ministre de l'Intérieur est le dossier des camps de concentration. Ayant réalisé que les camps de déportation étaient situés sur d'anciennes bases où l'armée française avait effectué ses essais nucléaires, chimiques et bactériologiques, il a exigé de son ministre de l'Intérieur des explications. La fermeture de Reggan en juillet 1992 est un leurre pour l'opinion, car c'était le seul site que tous les Algériens connaissaient de renom pour avoir abrité l'explosion de la première bombe atomique française. En fait, les détenus de Reggan ont été transférés à Oued El Namous, un site que l'armée française n'a quitté qu'en 1978 et qui a abrité des essais chimiques et bactériologiques. Le camp d'Ain M'guel, un autre site où la France a effectué des essais nucléaires a été maintenu.

D'autres points de désaccord vont apparaitre au grand jour dans la relation entre un président sans légitimité et les généraux putschistes, comme celui de la création d'un parti voulu par Boudiaf, une étape obligatoire dans la conquête du pouvoir par les urnes. Les militaires ont compris que leur président avait envie de s'émanciper d'eux. Le 30 mars 1992, Boudiaf signe un décret présidentiel mettant en retraite le général Lamari. Le général Khalifa Rahim n'a pris son poste que dix neuf jours après la destitution de Lamari. Malgré sa mise en retraite par décret présidentiel, Khaled Nezzar le nomme en tant que conseiller auprès du ministre de la Défense.

Quand Boudiaf a décidé de lancer son opération « main propre » contre des trafiquants. Les généraux décideurs ont commencé à paniquer. L'arrestation de Hadj Bettou, l'homme lige de Nezzar, était certainement la goutte qui a fait déborder l'eau du vase. Il était arrêté par une brigade de gendarmerie dépêchée spécialement d'Alger. Il a été déféré devant le tribunal de Blida où il n'a été condamné qu'à six mois de prison ferme. Hadj Bettou, un analphabète, aimait se vanter devant les autres prisonniers de la prison militaire du nombre de kalachnikov volatilisés entre l'aéroport de Boufarik et la prison de Blida. Le nombre de fusils est passé de deux cents à deux fusils (les deux fusils dont Nezzar parle). Les trois officiers qui ont travaillé sur ce dossier ont été assassinés dont un certain commandant Mourad. L'affaire Hadj Bettou n'était que le début d'une campagne d'assainissement menée contre la mafia politico-financière. D'après le site Internet du MAOL, le jour de l'assassinat de Boudiaf, Larbi Belkheir aurait pénétré dans le bureau du président pour récupérer le fameux rapport de la mafia politico-financière. En émettant des réticences sur les conclusions de la commission d'enquête chargée d'élucider les circonstances du décès de Boudiaf, maitre Fathallah, président de la Ligue des droits

de l'homme (LDH) a signé son arrêt de mort. En mai 2006, la femme de Boudiaf, dans une confidence faite à la chaine qatarie Aljazeera, a évoqué une cassette vidéo où l'on voit de manière très nette l'assassinat de son mari ; elle en a parlé à Bouteflika pour relancer l'enquête mais sans succès…

Le jour de son assassinat à Annaba, ni Belkheir, ni Toufik, ni Smaïn Lamari n'étaient du voyage. D'après Mohamed Samraoui, la grenade utilisée lors de l'assassinat est une grenade que ses propres services avaient récupérée d'une opération terroriste. L'utilisation d'une grenade n'a jamais apparu dans le dossier de Boumarafi, le présumé assassin de Boudiaf. En plus, l'ordre de mission de Boumarafi est tout à fait différent de ceux de ses collègues. Un ordre de mission signé par le commandant Hamou.

5.10— Kasdi Merbah[47]

Pourquoi l'assassinat de l'ancien patron de la puissante SM dans les années 1960 et 1970 a coïncidé avec le jour de la nomination du Premier ministre éradicateur Réda Malek ? Pour rappel Réda Malek est à la tête du parti politique l'Alliance nationale républicaine (ANR) dont Salim Saadi, l'ancien chef de Khaled Nezzar à la troisième région militaire en 1979, est membre fondateur. En 1979, Salim Saadi avait chargé Nezzar de convaincre Merbah de ne pas soutenir Chadli. En 1971, le colonel Salim Saadi avait trouvé un justificatif de ne pas prendre l'hélicoptère du colonel Chabou prétextant la maladie de sa mère. L'hélicoptère a subi un attentat à l'explosif et Chabou et tous ses accompagnateurs ont été tués. Nezzar a pris en charge le général soviétique qui devait rencontrer Chabou à son retour à Alger. Le deuxième parrain qui ne portait pas Merbah dans son cœur est Larbi Belkheir. Le MAOL le considère comme étant le principal instigateur de l'assassinat de

Merbah. D'après le MAOL, l'opération de l'assassinat de Merbah porte le nom de code « Virus ». Certes dans un concours de circonstance en 1979, Merbah a organisé l'intronisation de Chadli chez Belkheir à l'ENITA. Mais le deal était que Chadli une fois élu devrait désigner Merbah ministre de la Défense, chose qui n'a jamais été faite.

A la tête de la SM au cours des années Boumediene, Merbah aurait ficelé un dossier concernant Larbi Belkheir. D'après le MAOL, Merbah aurait mentionné dans ce dossier transféré à la justice militaire de l'époque la mention « doit être radié des effectifs de l'armée ». Après l'investiture de Chadli, non seulement aucune suite n'a été donné à ce dossier, mais Belkheir a réussi à convaincre Chadli d'écarter Merbah, un danger certain pour les deux hommes. La nomination de Merbah à la tête du gouvernement après les événements d'octobre 1988 va engendrer pas mal de difficulté au « capo » Belkheir. En voulant assainir l'économie nationale, Merbah savait que Belkheir allait certainement sortir de sa coquille. Mais sûr de lui-même et de ses dossiers, Merbah aurait sous-estimé l'influence de Belkheir auprès du président. Se sentant le premier visé de cette campagne d'assainissement, Belkheir convainc facilement Chadli de démettre son premier ministre. Ce qui poussera Merbah quelques mois après à créer son propre parti et à quitter le FLN. Plusieurs généraux du courant nationalistes proche de Merbah seront eux aussi appelés à faire valoir leur retraite. Lors de la mort de Boudiaf, les fameux dossiers qu'aurait récupérés Belkheir du bureau du président seraient des dossiers de la mafia politico-financière que Merbah aurait fournis à Boudiaf.

Merbah était un acteur politique privilégié par les dirigeants du FIS. Les contacts de sortie de crise entre l'ancien patron de la SM et les dirigeants du FIS remontent aux événements de juin 1991. Avec

la nomination de Zeroual au ministère de la Défense en juillet 1993 à la place de Khaled Nezzar, le nouveau ministre de la Défense va relancer l'idée de dialogue avec les militaires et le FIS. Merbah est chargé de cette mission. La veille de sa mort, Kasdi Merbah était en voyage en Suisse ; il avait réussi à trouver un accord avec les dirigeants islamistes pour entamer un dialogue. D'après le MAOL[48], un conclave d'officiers supérieurs de l'armée aurait été tenu où le sort de Merbah fut scellé. Les escadrons de la mort «192» sont chargés d'exécuter l'ancien patron de la SM. Le 22 aout 1993, Kasdi Merbah a été assassiné à Bordj El Bahri en compagnie de son frère, de son fils et de sa garde. L'attentat a été revendiqué par le GIA/DRS et condamné par toute la classe politique, y compris par les différentes tendances du FIS.

Quinze ans après son assassinat, les trois sœurs de Merbah se sont adressées à Bouteflika pour ouvrir une enquête sérieuse et arrêter les vrais coupables. Un vœu qui risque de ne pas être exaucé du moment où Merbah était le principal opposant à l'accession de Bouteflika à la magistrature suprême du pays en 1979.

5.11— Fodhil Saïdi[49]

Avant son affectation à la tête de la quatrième région militaire en 1994, Fodhil Saïdi était patron de la DDSE ; il était remplacé par le général Boudjelti, un ancien « Malgache ». Boudjelti sera remplacé à son tour en 1996 par Rachid Laali. La raison de cette affectation est un différend qui l'a opposé au général Smaïn Lamari. Un différend qui a failli provoquer un incident diplomatique entre l'Algérie et la Suisse. L'affaire est dite « Affaire Jobe » : Smaïn Lamari, par l'intermédiaire du chef du Bureau des services de sécurité (BSS) de Genève, avait recruté à son propre compte un agent des services Suisses en charge de la surveillance des islamistes algériens, sans

l'aval de Fodhil Saïdi dont il dépendait organiquement. Deux ans plus tard, il trouvera la mort sur une route droite et déserte. L'enquête conclut à un accident de la circulation. Le MAOL l'impute aux escadrons de la mort.

5.12— Matoub Lounès

Chanteur engagé de la cause berbère Matoub Lounes a été criblé de balles en 1988 par des gendarmes dans d'un barrage. Il a survécu à cet attentat par miracle. Au moment de l'attentat, les gendarmes ont cru qu'il était mort. En octobre 1994, il a été enlevé par un groupe islamiste armé. Grace à la mobilisation des Kabyles, Matoub n'est resté que quelques jours en détention. Le 25 juin 1998, les escadrons de la mort ne le rateront pas. Tombé dans un guet-apens, le chanteur kabyle n'avait aucune chance de s'en sortir. La Kabylie s'enflammera durant des jours sous des slogans tels « Pouvoir assassin », « Oulach smah » (Pas de pardon). L'attentat sera revendiqué par le GIA. Treize ans après, les assassins présumés, Abdelhakim Chenoui et Malek Medjnoun, seront jugés, le 18 juillet 2011, devant le tribunal criminel de Tizi-Ouzou. Durant le procès les deux accusés crient leur innocence et dénoncent des aveux arrachés sous la torture. Malek Medjnoun démontre même, témoins à l'appui, qu'il n'était pas sur les lieux du crime au moment de l'assassinat du chanteur, mais dans un restaurant.

5.13— Abdelkader Hachani[50]

Fils d'un ancien moudjahid, ingénieur de formation, membre du Conseil consultatif du FIS, président du FIS par intérim après l'arrestation des leaders du parti en juin 1991, Abdelkader Hachani est arrêté juste après le coup d'Etat, et purge une peine de cinq ans. Libéré, il s'oppose au projet dit de la « réconciliation nationale ». Il

dira à ce sujet : « La résolution du phénomène de la violence restera tributaire d'une ouverture réelle qui viendrait ponctuer un traitement juste et équitable des différents dépassements qui ont eu lieu de part et d'autre ». Le 22 novembre 1999, il tombera sous des balles assassines dans un cabinet dentaire à Alger. Boulemia, le tueur présumé niera les faits qui lui sont reprochés devant le tribunal et parlera des visites nocturnes du général Toufik dans sa cellule pour le convaincre de porter le chapeau de la mort de Hachani. Au bas de l'immeuble du dentiste, la voiture de police qui pistait Hachani a quitté les lieux juste quelques minutes avant l'attentat. La rumeur dans le milieu islamiste incombe l'assassinat à un ancien repenti devenu très proche du DRS.

5.14— L'attentat contre Abdelaziz Bouteflika à Batna

D'après le quotidien *El Khabar* du 12 septembre 2007, le président Bouteflika aurait insisté pour passer la nuit à Batna le jour de l'attentat qui l'a visé malgré les efforts de ses proches pour l'en dissuader. Il aurait mené lui-même les premières investigations sur l'attentat. Il aurait demandé des explications aux responsables de la sécurité de la wilaya (DRS, police, gendarmerie). Il aurait même questionné certains policiers présents près du lieu de l'attentat.

Le ministre de l'Intérieur Zerhouni (ancien patron de la redoutable SM) aurait réuni au cours de la même nuit tous les responsables locaux de la sécurité pour exiger des explications sachant que l'attentat a été commis dans une zone ultra sécurisée. Une zone que le président s'apprêtait à traverser.

Le lendemain de l'attentat toute la presse algérienne avait rapporté que si ce n'est le retard cumulé au cours du trajet par le cortège présidentiel, l'attentat aurait certainement atteint le

président. L'enquête déclenchée par les services de sécurité suite à cet attentat aurait permis d'arrêter plus d'une soixantaine de personnes qui étaient plus ou moins au courant de cet attentat.

Alors la question qui se pose est la suivante : Comment aucun des services de sécurité n'a eu vent de cet attentat devant l'amplitude des personnes qui étaient au courant du projet de l'assassinat du président ? Sur son site Internet, l'ancien chef de cabinet de Betchine, le capitaine Hicham Aboud, accuse directement le général de corps Toufik d'avoir non seulement été derrière l'attentat de Batna mais aussi dans la mort du chef du contre-espionnage et numéro deux du DRS le général Smaïn Lamari, survenue quelques jours seulement avant l'attentat de Batna. Pour rappel, Smaïn Lamari a succombé officiellement à une crise cardiaque. L'autopsie de son corps a été empêchée par un ordre venant d'en haut d'après certains site Internet, ce qui a fait supposer une possible liquidation d'un homme qui était devenu au fil des années une véritable menace même pour ses plus proches amis, vu les nombreux dossiers contraignants cumulés durant la décennie rouge sur les décideurs.

Mais d'autres spécialistes de la question algérienne ont tout simplement parlé d'une possible manipulation du clan de Bouteflika pour affaiblir le général Toufik et faciliter la tâche de sa mise en retraite pour incompétence comme l'a demandé Hicham Aboud sur son site Internet au moment de l'attentat.

5.15— Ali Tounsi

La mort de Ali Tounsi est survenue dans un contexte de guerre entre les RG et le DRS[51]. La mise à l'écart de Messaoud Zayane, chef de police judiciaire de la sureté d'Alger en octobre 2009 après

huit ans de service, et très proche collaborateur de l'ancien chef de police montrait qu'Ali Tounsi (avant son assassinat) avait perdu de son pouvoir au profit de l'ancien ministre de l'Intérieur, un des plus proches collaborateurs du président.

Pour les spécialistes de la question algérienne ce qui s'est passé à ce moment là à la tête de police reflétait le climat de méfiance qui régnait entre Bouteflika et Toufik. Depuis la réélection de Bouteflika, une guerre sans merci a éclaté au sein de différents services de la police et plus particulièrement entre les RG et la Police judiciaire (PJ), deux services qui jouissent depuis les années 1990 d'une autonomie exceptionnelle. Les deux services se sont permis tous les coups tordus jusqu'à confectionner de faux rapports. Des accusations très graves à l'encontre de certains responsables de ces deux services ont alimenté une certaine presse toujours bien informée (accusation de trafic de drogue pour certains cadres). Des cadres de la police sont arrêtés, emprisonnés puis relaxés avant d'être réhabilité et promus. Ces scandales ont poussé la PJ d'Alger d'aller perquisitionner le bureau du patron des RG d'Oran à la recherche de faux rapports. Réhabilité par Zerhouni, ce dernier réintègre la police avec une promotion en tant que chef adjoint de la sureté de wilaya de Sidi Bel Abbes. Dans cette guerre entre Bouteflika et Toufik, chaque pion déplacé sur l'échiquier a son importance pour éviter un mat.

Alors la mort de Ali Tounsi meurtre ou assassinat politique ?

Voici la chronique de l'événement:

10h00 Réunion des cadres de la police avec le patron de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN)
10h45 Assassinat de Tounsi par Oultache

11h15 Arrivée de Zerhouni et du wali d'Alger sur le lieu du crime
11h45 Deux ambulances quittent l'enceinte de la DGSN escortées par un convoi de véhicules de police
14h00 Levée de l'interdiction d'accès au siège de la sureté

Quelle explication peut-on donner à ce geste qui a couté la vie au patron de la police algérienne ?

D'après la presse algérienne, le colonel Oultache, exécuteur présumé de Tounsi, est un ami très proche du chef de la police. Pire, le patron de la police l'a placé personnellement à la tête de l'unité d'aviation de la police dès sa création, lui faisant éviter ainsi une retraite anticipé.

Alors comment peut-on croire la version de la presse algérienne que le colonel Oultache a vidé son chargeur sur son ami parce que celui-ci lui avait notifié la fin de sa mission ? Et d'après le quotidien *Ennahar*, cette notification est due à l'implication d'Oultache dans certains contrats douteux d'achat de pièces détachées.

Difficile à le croire, sachant qu'un très bon nombre d'officiers supérieurs algériens sont impliqués de près ou de loin dans la tragédie économique du pays et que même Ali Tounsi a été accusé par un ancien inspecteur général de la sureté nationale d'être impliqué dans une affaire de corruption[52].

Comment expliquer cette florescence de la nouvelle biographie de Tounsi sur le net depuis sa mort ?

Une chose est certaine, le patron du DRS vient de perdre une pièce importante sur l'échiquier devant Bouteflika. A qui le tour ?

6— LE DRS ET L'ISLAMISME

6.1— Le DRS et les salafistes

Lors du meeting de l'annonce de la candidature de Bouteflika, au premier rang, parmi les poids lourds de l'assistance, aux cotés du président l'Association des oulémas, Abderrahmane Chibane, coiffé d'une koufia rouge et blanc, le père fondateur du GIA et du FIS est venu apporter son soutien au président sortant. Jamais inquiété par les services de sécurité au cours de ses vingt dernières années, Hachemi Sahnouni, ancien prédicateur de la mosquée Kaboul à Belcourt et chef des milices islamistes dans les années FIS qui s'attaquait aux débits de boissons alcoolisées, aux milieux du spectacle et de la musique (Aït Menguellat, Linda de Souza), aux femmes non voilées, aux jeunes couples (affaire caroubier), aux enseignants bilingues et mêmes aux mosquées (El Harrach, Baraki, Bachdjarrah, Mohamadia…), fait partie de cette frange d'imams recrutés par le DRS pour semer la culture de l'ignorance chez les jeunes Algériens.

Très bavard, Hachemi Sahnouni n'a jamais caché sa proximité avec les services secrets. Il devient l'interlocuteur et le négociateur privilégié dans les maquis qu'il a lui-même créés. Il n'est pas le seul de ce courant à revendiquer sa proximité avec les services. Quelques mois auparavant, lors de l'enterrement du numéro deux du DRS, Smaïn Lamari, l'homme qui était derrière la torture et la mort de centaines de milliers d'Algériens, la présence de deux

anciens émirs des groupes armées n'étaient nullement une surprise pour certains spécialistes de la tragédie algérienne. Ils font partie de cette longue liste d'islamistes qui ont eu pour mission d'exécuter le programme des Toufik, Lamari, Belkheir…, les vrais chefs du terrorisme algériens. Le premier à avoir revendiqué cette proximité avec les maitres de l'Algérie est Ahmed Merah. Ancien terroriste, bras droit de Bouyali durant les années 1980, il se faisait même photographier avec les généraux. Il est devenu affairiste en s'associant avec la mafia des généraux. Il sera assassiné juste après sa mise en liberté provisoire dans une affaire de soixante-dix milliards. En prison, il menaçait de tout dévoiler à la presse.

D'autre sont tout simplement devenus ministres.

Ahmed Merani, ancien prédicateur à la casbah et responsable de la commission des affaires sociales du FIS, a été nommée ministre trois fois. Said Guechi, prédicateur, ancien Bouyaliste et membre fondateur du FIS, a été nommé ministre dans le gouvernement de Sid-Ahmed Ghozali.

En utilisant le courant salafiste pour réaliser leur schéma maléfique, à savoir détruire les acquis d'octobre et éliminer les vrais opposants, le DRS a réussi à maintenir le système mis en place depuis 1962 au bord de l'implosion après les événements d'octobre 1988.

6.2— La création du GIA

Dans une interview accordée au journal *Libération* le 15 novembre 2003, l'ancien numéro deux du contre espionnage algérien et bras droit du général Smaïn Lamari, le colonel Mohamed Semraoui a déclaré que le GIA était la création des services secrets algériens.

La création du GIA est liée à la création du FIS. La personne qui a annoncé le 18 février 1989, à la mosquée Sunna de Bab El Oued, la création du FIS, une semaine avant l'adoption de la Constitution autorisant le multipartisme en Algérie, est elle-même le principal instigateur de la réunion qui a eu lieu sur les monts de Zbarbar entre la fin du mois de mars et le début du mois d'avril 1992 regroupant tous les chefs des groupes armés. Pour rappel, la réunion de Zbarbar est intervenue après l'échec des deux précédentes réunions qui ont eu lieu en début d'année de 1992 à Zbarbar et puis à Sidi Moussa.

Dans son livre « mémoires », le général Nezzar rapporte une conversation avec le général Betchine, patron des services secrets algériens, à propos de la création du FIS : « Si Khaled, c'est pour mieux les contrôler ».

Le colonel Semraoui dira devant la cour de Paris lors du procès qui a opposé le sous-lieutenant Souaidia au général Nezzar, sous l'œil attentif du général, que les services secrets algériens avaient dix-sept agents parmi les trente-cinq membres du Conseil consultatif du FIS qui le composaient. Parmi ces membres, il y a l'instigateur de la création du parti, le prédicateur Hachemi Sahnouni.

Dans son livre « témoignage », le colonel Semraoui nous apprend comment deux directions des services secrets (dont la sienne) étaient derrière la manipulation et le recrutement de responsables islamistes pour les reconvertir un peu plus tard en chefs de groupes armés. Ainsi la DCE (service dont le patron est le général Smaïn Lamari) s'est occupée dans la récupération des anciens du MIA. Et la DCSA (service du général Kamel Abderrahmane) était derrière

les réseaux d'El Hijra Oua Takfir (exil et expiation). Dès le début des années rouges, une guerre sans merci a opposé les vétérans du MIA et les éléments d'El Hijra Oua Takfir. Une guerre qui fera au cours des années 1990 des dizaines de milliers de morts dans leurs rangs. C'est dans ce contexte de guerre entre frères ennemis que la DCE va initier le projet du GIA. Il sera confié à son meilleur prédicateur Sahnouni, chef spirituel de la tendance radicale du FIS constitué par les fameux « Afghans ». Un nouveau groupe constitué de noms de personnes jusque là inconnus font leur apparition sur la scène de guerre.

Les noms de Moh Leveilly, Layada, Zitouni, Zouabri… vont faire au cours des années 1990 les unes des journaux algériens. Ces nouveaux émirs du GIA vont faire trembler et faire payer au peuple algérien son choix électoral de décembre de 1991 qui a failli mettre en danger les affaires des généraux et de toute la classe de voraces qui gravitent autour des galonnés. Des personnes qui ont dilapidé les richesses de l'Algérie depuis 1962. Le GIA sera derrière la plupart des massacres faisant des dizaines de milliers de morts.

6.3— Affaire Hattab

Né le 14 janvier à Béni Merad dans la banlieue est d'Alger, il suit une scolarité normale qui le conduit jusqu'en classe de terminale. Il échoue au bac et décide d'aller passer son service national. Il est affecté à l'école des paras de Biskra. Adepte des arts martiaux, il est vite adopté par ses camarades de caserne. Certaines sources proches de Hattab diront c'est au cours de ce séjour à la caserne de Biskra qu'il se liera d'amitié avec Amari Saifi (Abderazak El Para) et Okacha, deux personnes qui pèseront beaucoup quand il décidera plus tard de créer le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). En 1989, à la fin de son service national, il

décroche un emploi de mécanicien à l'hôpital de Rouïba. Entre 1989 et 1992, il devient militant au sein du FIS dans le courant salafiste. En 1992, il rejoint l'un des premiers groupes armés de la capitale à l'est d'Alger. Au cours de l'été 1992, le groupe de Bordj El Kiffan est démantelé par les services de sécurité. Il échappe de peu à l'arrestation.

Il décide alors d'intégrer le Mouvement pour l'Etat islamique (MEI) dirigé par un ancien officier, Saïd Mekhloufi, un passage de courte durée avant de rejoindre le GIA. Il devient commandant de Katibat El Fath, puis celle de Jound El Iitissam. Les forces de sécurité lui incomberont au cours de cette période l'assassinat de son frère Mouloud qui était le chef d'un groupe armé affilé à El Hijra oua Takfir. On lui incombe aussi l'un des assassinats politiques les plus célèbres de la décennie rouge, à savoir l'assassinat de l'ancien patron de la SM, Kasdi Merbah.

Entre 1992 et 1994, il perdra quatre de ses frères dans des affrontements avec les services de sécurité. En 1994, il intègre Majlis Echoura du GIA et devient chef de la Zone 2 (la Kabylie). En 1995, il ne s'oppose pas à l'exécution par l'émir Djamel Zitouni des cadres du FIS, des assassinats qu'il ne dénoncera jamais.

En 1997, au moment des massacres et vu l'indignation qu'ils provoquèrent chez le peuple, il décide de prendre ses distances avec le GIA. Avec certains de ses proches, il décide de créer le GSPC. Après avoir réussi à convaincre la plupart des chefs de katibats de le rejoindre, il proclame la création de son groupe en septembre 1998. S'appuyant sur les Sahraoui, Saadaoui, Belmokhtar et El Para, le GSPC donnera à ses débuts de vraies sueurs froides aux services de sécurité qui évaluèrent le groupe à 6000 combattants. Le groupe semblait au départ échapper au contrôle des services de sécurité.

Hattab a toujours émaillé ses communiqués par la fameuse phrase « ni dialogue, ni trêve, ni réconciliation avec les apostats ».

En 2002, suite aux rumeurs faisant état d'une négociation secrète, entre le GSPC et les autorités, qui pourrait aboutir à une trêve (une rumeur rapporté par un quotidien connu pour sa proximité avec la présidence), Hattab signe un communiqué où il apporte un démenti concernant cette information. En réalité, les négociations entre Hattab et le DRS ont commencé en 1999 lorsque le général Smaïn Lamari a décidé d'envoyer dans les maquis son meilleur négociateur et indic, en l'occurrence El Hachemi Sahnouni. Pour rappel, l'imam-DRS Hachemi Sahnouni est le père spirituel de la frange des salafistes jihadistes algériens, l'un des fondateurs du FIS et du GIA.

Les négociations ont failli aboutir mais sous la pression des partisans de Nabil Sahraoui, Hattab décide d'abandonner les pourparlers en affirmant à son interlocuteur ne pas avoir confiance dans le DRS en général et en Smaïn en particulier. Ce qui n'était pas l'avis de Katibat El Ghoraba d'Ahmed Jabri qui a décidé de déposer les armes.

Face à ce refus et au risque de voir son meilleur indicateur se faire exécuter, Smaïn Lamari décide d'envoyer un jeune imam qui a décidé de collaborer avec le DRS après avoir été persécuté durant plusieurs années par les services de sécurité. L'imam Abu Hafs, après sa dure incarcération dans les geôles du DRS (prison militaire de Blida, Sarkadji…) où il a passé cinq ans, a été recruté – pour certains de ses proches il a été forcé de collaborer – par les éléments de Smaïn. Fort de son aura auprès des groupes islamistes jihadistes dont la plupart des chefs ont été ses amis de cellule lors de sa détention, Abu Hafs sera utilisé par le DRS comme négociateur auprès des groupes armés. Après sa sortie de prison, Abu Hafs est

devenu imam de la mosquée de Bellevue à El Harrach, à quelques pâtés de maisons de la résidence du général Smaïn Lamari.

Lors d'une interview qu'il a accordée au journal *Echarq El Awsat* en 2005, Hassan Hattab reconnait qu'il a eu une rencontre en 2000 avec Abu Hafs. Incité par ses amis à l'exécuter, Hattab décide de lui laisser la vie sauve. En 1997, Hattab avait déjà exécuté un émissaire de l'émir de l'AIS Madani Mezrag qui l'invitait à rejoindre la trêve. Un signe que les responsables du DRS ont interprété comme un début de revirement dans le comportement de Hattab. Abu Hafs sera exécuté par un commando dépêché par Nabil Sahraoui en été 2004 à sa sortie de la mosquée. Durant son incarcération à la prison militaire de Blida entre 1992 et 1994, Abu Hafs a été une des personnes qui a subi le plus de torture humiliante.

Après l'échec d'Abu Hafs de convaincre Hattab de déposer les armes, la présidence décide alors de prendre le dossier en main. Bouteflika chargera un de ses meilleurs conseillers, en l'occurrence son chargé de sécurité le colonel Aissat, de convaincre Hattab de rejoindre le projet de la réconciliation nationale. Afin de mettre Hattab en confiance et lui faire comprendre qu'il n'était pas tenu par les positions des éradicateurs, dans un discours devant les cadres de la nation au printemps 2002, Bouteflika lancera un mot qui va lui tirer les foudres des généraux putschistes en appelant Hattab de « monsieur Hattab ».

Quelques jours avant le 5 juillet 2002, fête de l'indépendance de l'Algérie, le général Mohamed Lamari, accompagné des principaux chefs de l'état-major, organisera une conférence de presse à l'école militaire de Cherchell où il fustigera le comportement de Bouteflika et son projet de réconciliation nationale en allant jusqu'à dire

qu'aucun accord n'a été conclu entre l'ANP et l'AIS. Mais cette sortie médiatique ne fera pas reculer Bouteflika.

Plusieurs rencontres entre le père de Hattab et l'émissaire de Bouteflika ont eu lieu dans le bureau du préfet de Tizi Ouzou. L'émissaire de Bouteflika réussira à convaincre le père de Hattab d'être son interlocuteur auprès de son fils. En septembre 2003, Hattab décide de quitter le commandement du GSPC avec sa garde rapprochée. Il s'installe dans une petite maison à 100 km à l'est d'Alger. Des négociations directes sont alors entamées avec la présidence. Il exige la levée d'accusation de terrorisme contre les frères (ses amis) qui ont porté les armes après le coup d'Etat et de traiter tous les belligérants sur un même pied d'égalité.

Après la réélection de Bouteflika en avril 2004 et le départ de certains généraux en retraite, dont l'ancien chef d'état-major Mohamed Lamari, les négociations entre la présidence et Hattab se sont accélérées. D'après certaines sources islamistes, Hattab aurait contribué à la liquidation de son successeur Nabil Sahraoui par les services de sécurité. En septembre 2007, Hattab décide de se rendre aux services de sécurité après 15 ans de maquis. En bénéficiant des lois de la réconciliation nationale, Hattab échappe ainsi à la justice malgré sa participation dans des centaines de crimes commis par son organisation. Depuis, il est devenu un des négociateurs du DRS auprès des éléments des groupes armés afin qu'ils déposent les armes.

6.4— L'histoire obscure d'El Para[53]

En mars 2004, Abderazak El Para, de son vrai nom Amari Saïfi, est capturé par le Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT) au nord du Tchad. Il lance à ses geôliers qu'il sera bientôt

libre. Ancien officier des forces spéciales et chef des gardes du corps de l'ancien ministre de la Défense Khaled Nezzar, El Para serait devenu selon les journalistes algériens affilés au DRS le numéro deux du GSPC. Auteur avec son groupe selon la presse algérienne d'une centaine d'attaques contre les forces de sécurité algériennes entre 1992 et 2004, El Para est l'auteur incontesté de l'enlèvement des touristes allemands en février 2003 dans le désert algérien. Une prise d'otage qui n'a jamais été revendiquée par le GSPC. Ce n'est que deux mois après l'enlèvement que l'hypothèse de la possible responsabilité du GSPC est avancée par la presse algérienne.

En mai 2003, deux jours après la visite du ministre allemand des Affaires étrangères et du responsable de la BND (services secrets allemand) à Alger, les militaires algériens auraient réussi à délivrer un groupe d'otages en plein désert algérien. Une hypothèse mise à mal par le témoignage fourni après par les otages eux-mêmes. D'après certains d'entre eux, les terroristes les auraient contraints à se refugier dans des grottes au moment de l'attaque de l'armée algérienne au lieu de les utiliser comme bouc émissaires. Au moment de leur délivrance, ils remarquèrent le quasi disparition des kidnappeurs, pas de cadavres, pas de sang. Les terroristes se sont volatilisés dans la nature jusqu'à ce qu'un des otages s'est demandé s'il n'y en avait une connexion entre les militaires et les terroristes. Le second groupe sera libéré quelques mois plus tard au Mali après le versement d'une rançon de cinq millions de dollars. Une somme qui ne laisse pas indifférent tout les groupes de rebelles qui agissent dans les pays du Sahel.

Après la capture d'El Para, le DRS prend contact avec la rébellion tchadienne à l'étranger. Une rencontre est fixée à Alger avec une délégation du MDJT. Celle-ci a été reçue par le général

Toufik, patron du DRS. Au cours de la rencontre, en voulant impressionner ses invités, le général Toufik est allé jusqu'à donner le numéro de téléphone portable d'El Para. Après vérification – le portable était récupéré par les rebelles du MDJT au moment de l'arrestation d'El Para –, la délégation était étonnée que le patron du DRS a entre les mains un outil qui aurait pu permettre aux autorités algériennes de localiser El Para depuis bien longtemps. D'après le témoignage des otages, dès les premiers jours de la prise d'otages ils auraient été repérés par l'armée algérienne mais celle-ci n'a jamais intervenu.

Le MDJT et le DRS se sont mis d'accord pour exfiltrer El Para et ses copains. Toufik exige une très grande discrétion. Entre temps le DRS, par l'intermédiaire de ses agents qui sévissent dans le désert du Sahel, prend directement contact avec le chef local du MDJT qui détenait El Para. Il lui offre une grosse somme d'argent en contrepartie des prisonniers. Au même moment il manipule la presse en lui fournissant une fausse information, qui sera vite diffusée, selon laquelle Al Qaida aurait payé une rançon de 200 000 euros pour libérer El Para.

Trahi, le MDJT bloque l'exfiltration et organise une rencontre dans le désert tchadien avec les journalistes de *Paris Match* et France 2. Le monde découvre un visage qui a pour nom El Para. Ce dernier, sûr de lui et avec un sourire, réalise une interview où il revendique même ses origines françaises. Face à cet imbroglio médiatique, les autorités algériennes décident enfin de récupérer leur ancien agent d'une manière officielle. Depuis cette date, plus personne n'a revu El Para, pourtant cité dans plusieurs affaires terroristes en jugement, mais certains journaux proches du pouvoir ont rapporté l'incarcération d'El Para à la prison de Serkadji. El Para a rejoint ainsi cette longue liste d'agents devenus indésirables

considérés aujourd'hui par plusieurs ONG comme des personnes disparues.

6.5— AQMI ou DRS

Avant son assassinat à Tombouctou le 10 juin 2009, le colonel Lamana Ould Bou, du Service malien de la sécurité d'Etat, déclarait : « Au cœur d'Al Qaida au Maghreb islamique, il y a le DRS ». Une déclaration qui malheureusement n'a été révélée que tardivement par la presse, suite à des enlèvements à répétition des Occidentaux au Sahel. Celle-ci donne un aperçu sur comment une fois de plus les services secrets algériens ont réussi à faire croire à l'opinion internationale (surtout occidentale) que le péril vert est aux portes de l'Europe.

Malgré la longue liste des chefs historiques des groupes armés, du GIA à Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), en passant par le GSPC, qui déambulent à Alger (souvent armés) en compagnie d'officiers supérieurs du DRS, certaines plumes mercenaires proches du DRS continuent encore de nier l'évidence pour vendre du papier et de se faire passer pour des spécialistes du terrorisme. Même les habitants du grand Sahara n'ont aucun doute à ce sujet. À chaque passage des terroristes, le mot de passe est AQMI/DRS. Le mot AQMI est un mot qui n'existe qu'en dialecte algérien et il est très difficile à traduire dans une autre langue. Le plus proche synonyme est duperie.

Pour certains spécialistes des questions sécuritaires, il y a deux AQMI celui du nord avec Droukel à sa tête, un homme qui échappe au contrôle du DRS, et celui du sud avec Abu Zeid à sa tête, un homme qui pour la majorité des services secrets qui activent dans le sahel appartient au DRS.

6.6— Affaire Michel Germaneau

A croire le réquisitoire fait par l'anthropologue Jeremy Keenan dans son article publié par Rue 89[54], les services secrets algériens ont entrainé leurs collègues français dans un des plus grands fiascos de leur histoire. Et face à qui ? Les islamistes de l'AQMI.

Toujours d'après l'anthropologue, l'opération mauritanienne tant médiatisée n'était qu'un écran de fumée pour protéger celle où les forces françaises étaient engagées. En collaboration avec l'armée algérienne, les Français ont décidé de mener une opération conjointe pour libérer l'otage Germaneau et éliminer une fois pour toutes le groupe Abu Zeid. Cette opération a été décidée en haut lieu certainement pour effacer les traces laissées par la libération de l'agent de la DGSE, Pierre Camatte, où l'Algérie n'était pas dans la confidence. Pierre Camatte a été échangé contre quatre éléments actifs de l'AQMI détenus au Mali.

Le groupe d'Abu Zeid était localisé par les satellites américains dans les montagnes voisines à Tigharghar (un mot qui signifie parterre en berbère). L'Algérie aurait fourni les moyens de soutien logistique aux Français. Des avions de combat et des hélicoptères auraient été engagés au cours de cette opération. Sures de leur information, une fois sur le lieu, les forces spéciales n'ont trouvé qu'un groupe composé de dix membres. Un campement qui s'apparente plus à un poste avancé de l'AQMI. Ni Michel Germaneau, ni Abu Zeid, ni ses troupes n'étaient sur le lieu. Quelques jours plus tard l'AQMI annonce par la voix de son chef Abu Zeid l'exécution de l'otage Michel Germaneau en représailles à l'opération menée. Il reste à savoir qui avait intérêt à prévenir Abu

Zeid de cette intervention. Un jour peut-être on saura la vérité de ce qui s'est réellement passé ce 22 juillet 2009.

6.7— Les attentats de Paris de 1995

Au moment de la parution de *L'Algérie des généraux*, en critiquant le livre un journaliste avait dit que l'auteur voulait faire porter une casquette assez grande à l'armée algérienne dans leur implication dans les attentats de Paris.

En octobre 2007, lors du procès Ramda, la journaliste Nicole Chevillard expliquait comment en 1995, la DST la convoque et lui propose de rédiger une étude. Elle racontait comment au cours d'une rencontre avec l'ancien préfet ancien patron de la DST Rémy Pautrat, ce dernier lui avait confié que les chefs des services algériens se seraient vantés d'avoir retourné Djamel Zitouni, l'ancien émir sanguinaire du GIA.

Cette enquête est bien réalisée avant même l'apparition du MAOL et les révélations de certains officiers/déserteurs du DRS. Des officiers qui expliquent comment les chefs du DRS et certaines personnalités de l'espionnage français ont organisé le vrai-faux enlèvement des époux Thevenot et d'Alain Freissier, fonctionnaire en poste à Alger, pour forcer la main à Edouard Balladur, premier ministre, pour autoriser son ministre de l'intérieur Charles Pasqua de déclencher l'opération Chrysanthème, la plus importante rafle contre les opposants algériens depuis octobre1961, une opération qui, d'après le colonel Mohamed Semraoui, aurait favorisé l'instauration des réseaux terroristes version DRS. Les chefs d'orchestre de cette implantation, d'après le colonel Semraoui, sont Mohamed Louangui, dit Abdallah, épaulé par un ancien voyou de

Belcourt répondant au nom de Hadj Lakhdar que le DRS aurait retourné au début des années FIS.

Pour compléter ce schéma diabolique, le DRS récupère le réseau des faux papiers du 18° arrondissement pour faciliter les déplacements de ses agents. Un réseau dont la réputation dépasse les frontières de la France. Des noms de personnes qui sont vivement recommandées dans n'importe quel café d'Alger pour les futurs *haragas*. Ayant voulu savoir un peu plus auprès des personnes proches de tout ce monde, malheureusement l'auteur a été confronté à la règle de l'omerta. Certaines personnes lui ont même signifié qu'il était préférable pour lui de laisser tomber. Mais d'après certaines indiscrétions après la descente au foyer de Sonacotra de l'Hay les roses, les islamistes ont élu domicile dans un squat juste à côté de la prison de la Santé où se côtoyait voyous, indicateurs, DRS et islamistes. Un point de passage obligé situé à quelques dizaines de mètres de la station Denfert Rocherau qui était selon certains témoignages sous surveillance policière. D'après certaines personnes qui l'ont fréquenté, ce lieu n'était qu'un leurre pour les autorités françaises. A quelques centaines de mètres de là, Ali Touchent aurait gardé sa chambre au sein de la cité universitaire, un lieu qu'il fréquentait au moment de son installation en France ou, d'après Mohamed Samraoui, il aurait été recruté.

Au mois d'aout 1995, les RG commençaient à douter de leur indicateur. L'homme en savait trop et à chaque fois qu'il appelait son agent traitant, il disait que ça allait péter (témoignage fait par un inspecteur des RG aux auteurs du livre *Francalgérie*[55]). A la fin, l'inspecteur a acquis la certitude que leur indic est un agent du DRS algérien. D'après cet inspecteur, cet homme n'a jamais été arrêté. Ce qui poussa certainement les officiels de l'espionnage français à prendre contact avec un clan du cabinet noir. Au printemps 1996, à

Nice, une réunion a regroupé un clan des généraux algériens à savoir Nezzar, Touati et quelques autres officiers pourtant déjà mis officiellement en retraite, et des représentants de l'espionnage français, le général Rondot, Marchiani et quelques autres délégués. Une réunion que certains spécialistes du dossier algérien considèrent comme un aboutissement logique des enquêtes françaises, ayant acquis la certitude qu'une partie de responsables algériens pourraient être impliqués dans les attentats qui ont secoués Paris durant 1995. Une hypothèse qui ne peut être que confortée par l'attentat du 3 décembre 1996 à la station Port-Royal sachant qu'à ce moment là tous les auteurs des attentats précédents ont été arrêtés.

6.8— L'assassinat des moines[56]

Le 17 novembre 1993, le Père Christian a été convoqué par le wali de Médéa. Au cours de l'entretien le wali fait savoir à son interlocuteur sa profonde préoccupation sur la présence des moines au monastère Tibhirine. Il propose des policiers pour les surveiller. Le prieur refuse la proposition en disant qu'il n'y aura pas d'armes à Notre-Dame de l'Atlas. Le wali recommande alors au prieur de ne pas laisser les portes du monastère ouvertes durant la nuit. Le 15 décembre, à quatre kilomètre du monastère, quatorze Croates ont été égorgés. Ils étaient tous des travailleurs de la société Hydroélékatra.

Le 24 décembre à 19h15, un groupe composé de six islamistes armés se présentent au monastère. Trois pénètrent à l'intérieur du monastère et les trois autres restent à l'extérieur pour faire le guet. Se retrouvant face à face avec son ancien professeur, Sayah Attia, chef du groupe armé, demande au Père Nicolas de lui indiquer le chef du monastère. Le Père Christian est arrivé et une conversation

entre les deux hommes est engagée. Avec un ton menaçant, Sayah demande une assistance médicale aux moines ainsi que de l'argent. Le Père Christian fait savoir à son interlocuteur que les moines ne sont pas des personnes riches et d'ajouter que c'était la nuit de Noël et que les moines s'apprêtaient à aller la célébrer. Sayah dit alors : « Excusez-moi, je ne le savais pas » et rappelle ses hommes. Ils disparaissent dans la nature. Suite à cela, les moines décidèrent après un vote secret de partir du monastère le 28 décembre. Le 27 décembre, l'archevêque d'Alger rencontre les moines et les convainc de rester.

Quelque temps après avoir assassiné le wali de Tessemssilt dans une embuscade, l'émir Sayah est abattu par les services de sécurité algériens. Au cours de la même période, Cherif Gouasmi, l'émir du GIA, est lui aussi abattu. Il est remplacé par Djamel Zitouni. Ce dernier désigne pour adjoint Farid Achi, un officier du DRS et Mouloud Azzout comme chef de la communication. Le DRS vient de prendre le commandement du GIA.

D'après le témoignage de Abdelkader Tigha, durant la journée du 25 mars 1996, Mouloud Azzout se trouvait à l'intérieur de la caserne du CTRI de Blida. Le même jour, Smaïn Lamari est venu en personne au CTRI de Blida pour superviser l'opération d'enlèvement des moines. Toujours d'après Tigha, les moines étaient soupçonnés d'apporter de l'aide aux islamistes et servaient aussi de réseau de renseignement au Français. C'est dans ce sens là qu'une campagne d'intimidation est lancée à leur encontre pour les obliger à quitter le monastère.

Durant la nuit du 25 mars, deux fourgons et un taxi sont sortis de la caserne des services du général Djebbar en direction de Médéa. Durant la nuit du 26 au 27 mars, Tigha était de permanence.

Il témoigne dans son livre que les trois voitures sont rentrées à la caserne du CTRI de Blida durant cette nuit là avec les moines à l'intérieur. Prenant conscience d'une présence non désirée, l'officier conforte Tigha en lui expliquant que c'était une question de jours et ils seraient relâchés. D'après Tigha, Azzout était chargé de les relâcher. Deux jours après l'enlèvement, dans une conversation avec son officier, Tigha apprend que les moines sont tombés entre les mains de l'émir de Bougarra, Beziou Hocine. Est-ce que c'est une feinte de la part d'un officier qui s'est rendu compte qu'il était trop bavard et que sa vie dépendait du silence du sous-officier Tigha ?

Durant le séjour de l'auteur à la prison de Blida entre 1993 et 1995, il y avait un certain Beziou Hocine qui était incarcéré avec nous au bloc B et faisait partie du groupe de Bougara. Il était transféré vers une autre prison lors des fameux transferts durant 1993/94. Si c'est la même personne, alors peut-être qu'il a été transféré à Tazoult et aurait réussi à s'évader. Les deux seuls noms qui ont circulé entre les détenus pour avoir fait partie des évadés et qui étaient avec nous à Blida, c'étaient Lies et Mourad. L'hypothèse la plus probable est que l'officier à débriefé son élément en lui donnant une fausse information.

En novembre 2004, les autorités militaires algériennes ont annoncé qu'ils avaient trouvé des documents appartenant aux moines dans une opération sur un refuge à Bougara. D'après le site Alegria-Watch, ces documents ont été récupérés en mai 1996 à Médéa.

Dans la nuit du 26 au 27 mars 1996, l'Abbé Christian, Luc Dochier, Christophe Lebreton, Bruno Lemarchand, Paul Favre Miville, Michel Fleury et Célestin Ringeard sont enlevés de leur

monastère par un groupe armé sous le contrôle du DRS. Deux moines échappent au rapt dont le frère Schumarer qui a donné l'alerte le lendemain. Le faux enlèvement était planifié et dirigé par Smaïn Lamari en personne. Dans l'opération, les islamistes n'étaient que des hommes de main. L'enlèvement aurait dû se terminer par la libération des moines. Pendant presque deux mois, le DRS a mis en scène un scénario digne des films de suspense hollywoodiens. Mais seulement la fin du film ne s'est pas passée comme prévu. Le fameux émissaire du 30 avril et qui n'a plus réapparu, les communiqués du GIA avec des fautes graves dans les versets coraniques, tout ceci n'était que de la mise en scène.

Le journal italien *La Stampa* a publié une enquête menée par son journaliste Vallerio Pellizari dans son édition du 6 juillet 2008 sous le titre de : « *I monaci in Algeria uccisi dai militari* », ce qui veut dire « Les moines d'Algérie exécutés par les militaires ». D'après cet article, les moines auraient été abattus par erreur d'un hélicoptère MI 24 de l'armée algérienne. Repérant un campement dans un des reliefs accidentés de l'Atlas tellien autour de Médéa, le chef d'escadrille ordonne de tirer sur le bivouac. Une fois sur place le colonel se rend compte qu'il venait d'abattre les moines. Criblés de balles, les moines sont décapités après leur mort pour camoufler la vérité, a déclaré la source du journaliste, un haut fonctionnaire européen en poste à Alger au moment des faits, et d'ajouter que l'assassinat du Mgr Claverie est le prolongement de l'affaire ; apparemment l'évêque d'Oran en savait trop.

Une autre version des faits presque similaire sera faite le 25 juin 2009 devant le juge instructeur de l'affaire de l'assassinat des moines au tribunal de Paris par le général Buchwalter, attaché de défense à l'ambassade de France en Algérie entre 1995 et 1998. Il raconte sous serment au juge antiterroriste Marc Trévidic qu'il avait recueilli

au moment des faits les confidences d'un ancien officier supérieur algérien, ancien ami de classe à Saint Cyr, dont le frère était le chef de l'escadrille qui avait assassiné les moines. Pour lui, il s'agissait d'une bavure. En ajoutant qu'il avait rendu compte par écrit du mitraillage au ministère de la Défense, à l'état-major ainsi qu'à l'ambassadeur de France en place au moment des faits. Une version qui contredit celle de Tigha qui affirme que les moines ont bel et bien été enlevés par le DRS. Sauf si les militaires ont tout simplement mitraillé un bivouac du GIA version DRS. Pour d'autres spécialistes des dessous de la politique française, la sortie du silence d'un ancien agent de la DGSE n'est qu'une réponse à ceux qui ont activé le dossier de l'attentat de Karachi.

Le 31 mai 1996, les autorités algériennes annoncent avoir trouvé les corps. Le 2 juin, des obsèques officielles sont faites aux têtes des moines.

7— LE DRS ET LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

7.1— Une longue tradition

En 1954, en Algérie, face à l'intolérance du colonialisme, une poignée d'hommes ont décidé de prendre le destin du peuple algérien entre leurs mains. Ils ont pris les armes pour réclamer l'indépendance. Pour les générations post- indépendance, Abane Ramdane, Larbi Ben M'hidi, Ahmed Zabana, petit Omar, Hassiba Benbouali et tous les autres martyrs représentent le sacrifice suprême pour la liberté. Malheureusement, dès les premières heures de l'indépendance, les Algériens ont découvert l'indépendance a libéré le pays mais pas les citoyens. Toute voix d'opposition a été vite réprimée. Les arrestations arbitraires, les assassinats, les tortures, les déportations, l'humiliation seront pratiqués par la toute nouvelle police politique sur des Algériens dont certains étaient des maquisards de la première heure. L'histoire nous montre que tous ces crimes, et la torture en particulier, ont été pratiqués par la SM avant janvier 1992, contre des citoyens algériens et n'ont même pas épargné les femmes algériennes. Et que les éléments de la police politique utilisaient les mêmes méthodes que celles des généraux de l'armée coloniale Massu, Aussaresse…

Entre 1962 et 1965, sous le régime de Ben Bella, la SM a exercé ses premières exactions contre d'anciens membres du GPRA et du CNRA, puis contre ceux qui ont osé dénoncer le régime de Ben

Bella. Abderrahmane Farès, ancien président de l'Exécutif provisoire, rapporte dans son livre-témoignage[57] :

« Le 7 juillet 1964, en quittant l'Assemblée nationale vers 19 heures, je trouvais à l'entrée de l'immeuble de la rue Michelet, où j'habitais, deux compatriotes habillés en civil qui m'attendaient. Monsieur le président, me dirent-ils, le commissaire de police d'El Biar désire vous voir… Je les suivis et ne tardait pas à m'apercevoir que notre destination n'était pas celle indiquée… Mettez votre veste sur votre tête, le lieu où nous allons est secret… Lorsque la voiture s'arrêta, ils me prirent par la main. Je n'enlevai la veste qu'à l'intérieur d'un immeuble genre villa. Je reconnus l'ancienne clinique du docteur Roubille… Je n'eus droit pendant mon séjour qu'à une promenade, seul, d'une heure par jour, dans la cour de la clinique devenue prison. Le soir j'entendais les cris poussés par des militants que l'on torturait. C'était horrible. Un jour, en allant aux toilettes, je reconnus dans la cour de la clinique quelques amis. L'un d'eux, Aït Chaalal, qui devint par la suite ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, en passant près de moi me chuchota en faisant allusion aux tortures subies : "hier c'était nous"… Après le départ de ce dernier (commandant Abdesslam), je vis arriver Bentoumi, ancien garde des sceaux, Mezhoudi Si Brahim, Oussedik, collègues à l'Assemblée nationale, les commandants Azzedine, Si Larbi… Mes nouveaux compagnons me racontèrent en détail dans quelles conditions ils avaient été kidnappés… ».

La première région à connaitre la terreur de la SM, l'horreur de la torture et les exécutions sommaires, est la Kabylie en 1963.

Entre 1965 et 1978, sous le régime de Boumediene, les premiers qui feront la connaissance des méthodes de la SM sont les fidèles de

Ben Bella. L'ancien président lui-même ne sera pas épargné par l'humiliation. M'Hamed Youcefi rapporte dans son livre[58] :

« Comme un prisonnier de droit commun, Ahmed Ben Bella est jeté dans une cellule froide et humide de deux mètres sur deux, dans une villa utilisée jadis, comme prison, par la police française. Pour toute nourriture, il avait la soupe, du pain et de l'eau, une fois par jour. Pas de visite, pas d'avocat, aucun contact avec l'extérieur si ce n'est seulement avec ses gardiens… Chaque semaine, le colonel Boumediene, installé confortablement, se fait projeter les images grâce aux caméras du circuit vidéo…».

M'Hamed Yousfi[59] rapporte aussi l'extraordinaire histoire de l'ambassadeur indien qui s'est fait cribler de balles pour avoir osé se rapprocher de la villa de détention de Ben Bella.

Après les benbellistes, les putschistes de 1967 et leurs soutiens ainsi que les partisans de Krim en 1969 et en 1970 connaitront tous un sort similaire. Ceux qui échapperont au peloton d'exécution seront humiliés dans les prisons de la police politique. Dans les années 1970, les communistes, puis les islamistes s'ajouteront à la longue liste des exactions de la SM.

Entre 1979 et 1991, sous le régime de Chadli, les droits de l'homme seront bafoués plus que sous les deux régimes précédents. L'utilisation de la torture à grande échelle sur la population civile contestataire marquera cette décennie. La population kabyle, suite aux événements du « Printemps berbère » de 1980, subira les pires exactions de la police politique. Puis ce sera le tour de la population sétifienne et constantinoise suite aux événements de 1986. Des dépassements et des atteintes aux droits de l'homme seront commis contre les islamistes. Les bouyalistes, première rébellion islamiste

armée dirigé par un ancien maquisard, seront soumis pour la première fois depuis l'indépendance à la torture par la gégène. Les fondateurs et les membres de la ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) sont arrêtés le 4 mai 1985 ; ils seront condamnés à la prison ferme par la Cour de sureté d'Etat de Médéa.

En octobre 1988, suite aux émeutes, un commandement militaire chargé du rétablissement de l'ordre public dans la capitale a été mis en place. Il est confié au général Nezzar. La révolte populaire sera réprimée dans le sang. Le bilan de ces événements sera de plus de cinq cents morts et des milliers de citoyens blessés et torturés. Après les événements, la Ligue des droits de l'homme proche du pouvoir a fait état, dans un rapport publié le 19 novembre 1988, de seulement cinquante et un morts !

Les Algériens découvrent avec horreur des pratiques dignes de l'armée coloniale. Des centres de détention relevant des différents corps des services de sécurité sont mis en cause. Devant la gravité des actes, le président algérien, Chadli Bendjedid, en recevant une délégation de la Ligue des droits de l'homme, proche du pouvoir, déclare que : « Les atteintes aux droits de l'homme seront sanctionnées ».

Voici quelques actes recueillis auprès de certaines victimes rendus public le 16 novembre 1988 par la Ligue[60] : « Châtiments corporels, matraquages par instruments contondants, coups et blessures par arme blanche, contrainte des personnes arrêtées de se déshabiller, à ramper nues sur un sol jonché de gravier et de débris de verre, utilisation de la baignoire, utilisation de la gégène, violences sexuelles, sodomisation par instruments tels que goulot de bouteille ou manche de pioche, brulures par cigarette,

administration forcée de liquides ou produits nocifs divers, urines, eaux usées ».

Avec l'ouverture politique, les différents mouvements citoyens issus des événements seront sujets de récupération. Aucun responsable ne sera jugé suite à ses dépassements. Pire, certains responsables directs seront promus. Ainsi, le général Nezzar devient chef d'état-major. Le général Betchine devient patron de la police politique. Benabbas Ghéziel, commandant de la gendarmerie, restera à la tête de son corps jusqu'en 1997 et Kamel Abderrahmane deviendra à partir de 1990 patron de la DCSA.

Convaincus d'une impunité totale, à partir de 1992, les services de sécurité vont appliquer la torture, la déportation massive des citoyens sur des sites utilisés par l'armée coloniale pour des essais nucléaires, chimiques et bactériologiques, les exécutions extrajudiciaires comme moyen de dissuasion pour mater la rébellion islamiste. Jusqu'à ce moment, ces exactions et atteintes aux droits de l'homme sont encore pratiquées par les différents services de sécurité sur des citoyens suite à une dénonciation calomnieuse ou sur un simple soupçon.

Feu maitre Khelili dira : « A partir du 11 janvier 1992, les Algériens connaitront à une très grande échelle cette odieuse pratique dans pratiquement tous les lieux de détention. Certains y laisseront la vie, beaucoup garderont des séquelles physiques et psychologiques indélébiles, personne n'y échappera, ni même l'enfant, la femme ou le vieillard… L'atteinte à l'honneur par la pratique de sévices sexuels occupe une place importante chez nos tortionnaires psychopathes…».

Dans la préface du livre *Dans les geôles de Nezzar*, Lahouari Addi donne l'analyse suivante : « La conscience du tortionnaire – ainsi que celle du public approbateur – n'était que parce qu'il était convaincu d'être l'instrument du Bien châtiant le Mal ayant pris une forme humaine…». D'après les règles du droit international, notamment les articles 7 et 8 du Statut de la Cour pénale internationale, certaines infractions comme le meurtre, la torture, le viol et les disparitions forcées sont constitutives de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

7.2— Les escadrons de la mort

La première fois que l'expression « escadron de la mort » a été utilisée c'était durant la guerre d'Algérie. L'unité du général Aussaresse a été ainsi dénommée. Bénéficiant d'une autonomie vis-à-vis de la hiérarchie, l'unité d'Aussaresse a eu à son actif plus de 24 000 arrestations dont 3000 disparus. Ce principe est vite généralisé avec la création des DOP. De nouvelles formes de guerre subversive étaient mises en place. En Algérie, depuis l'indépendance, des groupes opaques et obscurs qui défendent plus les intérêts de la mafia politico-militaire ont toujours existé. Durant le mandat du premier président Ben Bella, une obscure police secrète, confiée à un ancien « Malgache », a semé la terreur sur tout le territoire et plus particulièrement en Kabylie.

Kasdi Merbah révéla dans une interview à l'hebdomadaire *Algérie Actualité* en 1990 que sous le régime de Boumediene des services indépendants de la DCSM ont existé. Il a dit que le secrétaire général du ministère de la Défense, le colonel Chabou, ainsi que l'ami intime du président, Messaoud Zeghar, avaient chacun d'eux son propre service. Après la mort de Chabou en 1971, son remplaçant, le colonel Latreche, avait confié cette tache à Touati.

Sous le régime de Chadli, durant les événements d'octobre 1988, Hicham Aboud accuse Betchine, alors patron de la DCSA, et le beau frère de Chadli d'avoir été derrière l'arrestation et la torture de jeunes manifestants dans une caserne dépendant de la DCSA.

Avec la restructuration des services en septembre 1990, le sanguinaire Smaïn Lamari récupère la DCE et avec les CRI. Les centres de recherches et d'investigations seront derrière la majorité des déportations d'algériens dans le désert, la torture, le viol et des exécutions extrajudiciaires à partir de janvier 1992. Ces éléments seront accusés même de la mort de Boudiaf. Le centre CRI de château neuf deviendra au fil des années 1990 le dernier lieu ou des milliers de disparus ont été vu. Les CMI de la DCSA appartenant à l'autre sanguinaire Kamel Abderahmane seront aussi impliqué dans des exactions d'algériens. La caserne de Ben Aknoun aura aussi la réputation d'être un lieu de non retour pour certains islamistes en particulier les militaires.

Avec la création des Commandements de coordination de la lutte contre les activités subversives (CCLAS) le 26 septembre 1992, réunissant les unités des forces spéciales de l'armée chargées de mener la lutte anti-terroristes, la nouveau chef, le général Mohamed Lamari, a exigé une totale collaboration des différents corps des services de sécurité. Le 30 septembre 1992, la loi anti-terroriste a été promulguée et est entrée en vigueur le lendemain. Le 13 février 1993, Mohamed Lamari est nommé chef d'état-major en remplacement du général Guenezia. A la fin du mois de février 1993, il y a eu fusion des CMI et des CRI. Ceux-ci donnèrent des CTRI. Dans chaque région militaire un centre sera installé. Le centre de Châteauneuf deviendra un PCO. Le centre de Ben Aknoun de la DCSA devient un CPMI.

Avec une direction collégiale constituée des éléments du DRS, de la police et de la gendarmerie, le PCO de Châteauneuf devient la colonne vertébrale du renseignement militaire. Son chef, le général Smaïn Lamari, devient un petit dieu avec le pouvoir de vie et de mort sur chaque Algérien même à l'étranger. Une brigade spécialisée dans l'enlèvement, la torture et les exécutions extrajudiciaires sera mise en place. Elle portera le nom de code « 192 » faisant référence à janvier 1992. Elle sèmera la mort et la désolation partout où elle passe. Rares ceux qui reviennent vivants des mains de cette brigade. Kamel Z., Mounir R. et Mohamed H. font partie de ces miraculés. Chaque récit de ces personnes vous renvoie à l'ère coloniale et aux méthodes des fameux DOP ; les mêmes méthodes étaient utilisées par cette brigade.

La guerre psychologique fait aussi partie des méthodes utilisées par cette brigade. Une personne relâchée ne revient jamais normale. Chaque personne relâchée devient malgré elle un signe de dissuasion pour ses connaissances. Kamel est resté trois mois à prier debout après avoir passé un mois entre les mains de cette brigade. Il a été relâché sans aucune poursuite. M.S., après avoir passé trois mois à Châteauneuf où il a subi toutes les formes de torture et d'humiliation, sera transféré à la prison d'El Harrach après l'intervention de son frère qui est officier à la gendarmerie. B.A. dit K. qui a partagé la même cellule que lui n'aura pas la chance ; il fait partie aujourd'hui des disparus. Des années après, la mère de K. cherche toujours son fils et n'arrive pas à croire que des représentants de l'Etat ont pu assassiner son fils ainé. A chaque fois que l'auteur lui rendait visite au moment ou il était à Alger, elle lui disait : « Je veux seulement savoir ou il est. S'ils l'ont tué qu'ils me disent où est son corps pour que je puisse aller me recueillir sur sa tombe. »

Selon le *Quotidien d'Oran* du 6 décembre 2001, l'ancien président Liamine Zeroual aurait reconnu dans une rencontre avec Louisa Hanoune l'existence de ces brigades. Farouk Ksentini a reconnu 7250 disparitions du fait des services de sécurité. La LADDH fait état de 18 000 disparus dont la majorité serait le fait des éléments des services de sécurité.

En dehors de ces brigades de la mort affilées à la DCE, des chefs de guerre ont eux aussi semé la mort. Les fameux émirs du GIA et des autres groupes armés ont pratiqué eux aussi l'enlèvement, la torture et l'assassinat. Les chefs de milices gouvernementales ont pratiqué les mêmes méthodes. Hadj Ferguane, chef de milice à Rélizane, a été accusé publiquement d'être derrière les massacres commis dans cette ville.

Pour que toutes ces pratiques cessent une fois pour toutes, une commission indépendante doit être constituée pour que les responsabilités soient déterminées. Une justice doit être rendue aux victimes et à leurs familles. Et que l'impunité soit bannie par cette même justice pour que ces pratiques ne se répètent plus. Il faut rappeler que quelles que soient les lois d'amnistie promulguées, elles n'effaceront jamais les crimes graves commis par des agents de l'Etat. Ces lois sont tout simplement incompatibles avec le droit international. Ayant ratifié tous les accords internationaux concernant les crimes de guerre, les crimes de génocide et les crimes contre l'humanité, l'Algérie ne peut violer ses propres engagements.

L'OJAL

L'Organisation des jeunes Algériens libres (OJAL) est un d'escadron de la mort composé essentiellement des éléments du Groupe d'intervention spéciale (GIS) et du Service de la police judiciaire (SPJ) travaillant au CTRI de Blida. D'après Abdelkader Tigha, le sigle de cet escadron a été donné par le capitaine Allouache Hafidh et le colonel Mhenna Djebbar (aujourd'hui général et patron de la DCSA) était le chef de cet escadron. Il était secondé par le commandant Chaaba. Les éléments de l'OJAL utilisaient des véhicules civils banalisés. La plupart du temps, ces hommes opéraient la nuit. Ils portaient des cagoules et des tenues mélangées afin d'éviter d'être reconnus par les parents des personnes arrêtées. Cette horde de criminels était chargée des exécutions sommaires des suspects, des liquidations extrajudiciaires d'opposants politiques et de l'élimination des témoins gênants. L'OJAL n'avait sévi qu'au niveau du territoire de compétence du chef du CTRI. Plusieurs centaines de personnes ont été ainsi exécutées par ces escadrons dans la Mitidja. Les plus célèbres assassinats revendiqués par l'OJAL sont l'assassinat de cheikh Bouslimani, président de l'association El Islah ouel Irchad, et du professeur Ahmed Hambli.

7.3— Les centres de détention et de torture

En novembre 2007, en intervenant sur les ondes de Chaine 3, en réponse au rapport accablant du Comité onusien des droits de l'homme sur Algérie, Farouk Ksentini, président de la Commission nationale consultative pour la protection et la promotion des droits de l'homme (CNCPPDH), a indiqué qu'il n'y avait pas en Algérie de centres de détention et de pratique de la torture ni pour les citoyens ordinaires, ni même pour les terroristes. Il a accusé le Comité de

l'ONU de vouloir porter atteinte à la réputation de l'Algérie. Alors que quelques années auparavant, d'après le quotidien *El Watan* du 28 novembre 2002, ce même Farouk Ksentini déclarait : « Il est acquis que l'Algérie est un pays où l'on torture, où il n'y a pas de droit ». Toujours d'après lui : « Les services de sécurités continuent de cultiver la religion de l'aveu ».

Concernant les plus récents cas avérés de la pratique de la torture et de la détention arbitraire par les agents du DRS, on a le cas de Mounir Hamouche né le 15 décembre 1980 et demeurant à Aïn Taghrourt, wilaya de Bordj Bou Arreridj, arrêté le 26 décembre 2006 par des agents du DRS. Il est mort sous la torture au CTRI de Constantine. Malgré une plainte déposée par sa famille, aucune enquête judiciaire n'a été engagée.

L'histoire des centres de détention et de torture existent en Algérie depuis l'indépendance. Ce sont les symboles du slogan « la peur doit changer de camp », des symboles de la répression et de l'oppression des Algériens pour ne pas partager les richesses du pays.

Voici une liste de ces fameux centres rapportés par des personnes crédibles et ce depuis l'indépendance. Ils sont répartis sur trois périodes : celle de l'ère Ben Bella/Boumediene, celle de Chadli et enfin celle de l'Algérie des généraux. Pour rappel, sous l'ère de Chadli, après les événements d'octobre 1988 et jusqu'à juin 1991, la torture a quasiment disparu en Algérie. Elle a été réintroduite lors de la répression du mouvement insurrectionnelle déclenché en mai 1991.

De 1962 à 1978

Villa Susini, l'éclair de Diar El Mahcoul, les fermes Ameziane de Constantine et Bernabi de Boudouaou, la grande terrasse des deux moulins, Alteraic d'El Harrach, commissariat central, commissariat Cavaignac, commissariat d'Oran, clinique de Bouzereah, El Biar, Notre-Dame d'Afrique, caserne Ali Khodja, les prisons d'El Harrach, de Berrouaghia, de Sidi Houari d'Oran, Lambèse.

De 1979 à 1991

Centre de la SM de Bouzereah, commissariat central, commissariat Cavaignac, école de police de Soumaa, école de police de Châteauneuf, ENITA, boite de nuit de Tamaris à Aïn Taya, commissariat d'Aïn Benian, commissariat de Zeralda, centre militaire de Sidi Fredj, gendarmerie de Boufarik, gendarmerie de Tizi Ouzou, commissariat d'Aïn Defla, centre Antar, DGSN de Bab El Oued, camps de concentration de Berrouaghia et Boghar (lors du « printemps berbère »), prisons d'El Harrach et Lambèse…

Depuis 1992

Centres du DRS : CPMI de Ben Aknoun, CTRI de Blida, CTRI de Constantine, CTRI de Tamenrasset, CTRI de Ouargla, CTRI d'Oran, CTRI de Bechar, PCO de Châteauneuf, centre du DRS d'Hydra, centre de Bouzereah, centre de Beni Messous, centre de Boudouaou, centre de Médéa, centre de Relizane, centre de Sig, centre de Maghnia, centre de Mansourah, centre de Guelma, centre de Sétif, centre d'Annaba, centre de Jijel, centre de Skikda, centre d'Oran.

Casernes militaires : caserne de Lido, caserne de l'ENITA, caserne d'Aïn Naadja, Coopérative agricole de wilaya (COOPAWI) de Palestro (Lakhdaria), caserne de Dellys (SONIPEC – Société nationale des industries des peaux et cuirs), caserne d'Ouled Aissa (Boumerdes), caserne d'El Milia, caserne de Larbaa, caserne de Rouïba (SONACOME – Société nationale de construction mécanique), caserne de Tizi Ouzou.

Prisons militaires : Blida, Bechar, Constantine, Oran (Mers El Kebir), Ouargla.

Camps de concentration : Les camps de concentration étaient administrés et dirigés par les militaires : Reggane, Ouargla, Aïn Salah, Aïn M'guel, Bordj Badji Mokhtar, Oued El Namous, Menea. Il faut signaler que parmi ces camps, trois se distinguent pour avoir été des bases à essais nucléaires, bactériologiques et chimiques de l'armée française même après l'indépendance.

Brigades de gendarmerie : brigade de Bab Ezzouar, Ain Taya, Bab Hassen, Cheraga, Saoula, Ain Benian, Baraki, Birkhadem, Dergana, Reghaia, Rouiba, Ain Nadja, Bab Djedid, Bougara, Naciria, Ouled Moussa, Isser, Bordj Menael, Si Mustapha, Lakhdaria, Bouira, Bordj Bou Arridj, Sétif, Ain Azel, Ain Oulmane, El Eulma, Jijel, Mila, Chelghoum El Aid, Souk Ahras, Taref, El Oued, M'Sila, Bousaada, Messaad, Batna, Laghouat, Ouargla, Médéa, Berouaghia, Bougara, Meftah, Htatba, Tablat, Mouzaia, Ouled Aich, Boufarik, Blida, Ain Defla, Relizane, Bechar, sans oublier la gendarmerie de Tizi Ouzou et Béni Douala pour le massacre des citoyens lors du « printemps noir ».

Commissariats de police : commissariat central, Cavaignac, Bourouba, Bab Ezzouar, El Madania, Kouba, Belouazdad, Bab El

Oued, Oued Korriche, Birkhadem, Hussein Dey, Rouïba, Baraki, Blida, Kolea, Cheraga, El Affroun, Meftah, Larbaa. D'autres commissariats sur le territoire national ont vraisemblablement été des centres de torture.

Ce nombre impressionnant de centres de torture explique le nombre important des personnes jugées pour appartenance à des groupes terroristes au cours des deux derrières décennies dont le chiffre s'élève d'après Ksentini à plus de 500 000 Algériens sans oublier les morts et les disparus.

7.4— Les méthodes de torture

Les différentes méthodes de torture citées ici sont soit celles que l'auteur a subies, soit celles dont il a été témoin. La plupart de ces méthodes ont été pratiquées dans la prison du déshonneur militaire à Blida, au commissariat de Bab Ezzouar, au camp de concentration d'Aïn M'guel et à la caserne du Lido.

Ces pratiques avait pour but soit d'extorquer des renseignements, soit de punir d'une manière individuelle ou collective pour n'importe quel prétexte, soit de faire peur.

La bastonnade

La bastonnade diffère d'un centre de torture à un autre. En général ce sont des coups de poing et des coups de pied donnés par plusieurs tortionnaires au même moment. La plupart du temps, la bastonnade est pratiquée dès les premières minutes de l'arrestation et sur le lieu d'arrestation.

Cette pratique sert à faire peur au nouveau détenu et à terroriser les citoyens (famille, collègues de travail, camarades de classes…) témoins de cette arrestation. Elle est largement pratiquée dans tous les centres de détention, au moment des transferts de prisonniers et dans certaines prisons. Le 25 février 1993 (troisième jour de ramadan), à Aïn M'guel, au moment de l'intervention des forces spéciales dans le camp, au milieu de deux files de gendarmes, l'auteur a couru sous un déluge de coups de matraques et de barres de fer jusqu'à l'évanouissement. Ce jour-là plus d'une cinquantaine de personnes connurent le même sort. A la prison du déshonneur militaire de Blida, la bastonnade était pratiquée sur les détenus tout en étant nus...

Les conséquences d'une telle pratique sur un détenu sont l'ouverture de l'arcade sourcilière, les hématomes sur tout le corps (surtout au visage), les blessures à la tête, les fractures…

La flagellation

Elle consiste à attacher un détenu nu par deux menottes aux grilles de la fenêtre de façon à ce que ses pieds ne touchent pas le sol, et de le faire fouetter par tous les militaires présents dans la cellule. Certains cas de cette pratique ont marqué nos esprits par leur degré de monstruosité, comme celui de l'imam Abdenasser (assassiné en 2004). Non seulement il a été attaché par les menottes à la grille puis flagellé jusqu'à l'évanouissement, mais une fois évanoui il était détaché et les deux tortionnaires se sont mis à pisser sur lui pour le faire revenir à lui. Une pratique qui a été répétée sur lui à plusieurs reprises avec d'autres applications à la fin telle la pénétration orale…

Un autre cas de même degré de monstruosité a été pratiqué sur un détenu dépressif. Chergui fut attaché à la fenêtre de sa cellule et flagellé durant trois jours et trois nuits. Au moment où il a été détaché, il avait les poignets presque coupés. Il a été transféré à l'hôpital en urgence.

Abdelkader, porteur d'une prothèse cardiaque, a été fouetté jusqu'à l'évanouissement. Il a été transféré d'urgence à Ain Naadja. Au moment de sa torture, les tortionnaires prenaient des paris sur le moment où son cœur lâcherait.

Le chiffon

Il y a plusieurs variante de cette pratique qui consiste à attacher le détenu de façon à ne pas bouger puis on introduit un chiffon sale dans sa bouche et on bascule sa tête dans un sceau, une bassine ou une baignoire d'eau mélangée avec une saleté ou du grésil jusqu'à suffocation. Cette méthode est la plus utilisée dans les centres de torture.

L'échelle

Elle consiste à ligoter le détenu sur une échelle et à le balancer dans le vide. Cette pratique cause beaucoup de dégât au corps et surtout au visage.

La torture sexuelle

C'est une pratique qui consiste à détruire l'être humain. En général, elle est pratiquée sur de jeunes détenus, en particulier les universitaires. Il y a plusieurs méthodes de cette pratique qui va de

l'introduction de bouteille cassée, de matraque ou de barre de fer dans l'anus jusqu'à une relation sexuelle entre détenus.

Dans la prison militaire d'Abu Gharib de Blida, la pratique était presque banale aux yeux des gardiens. Tous ceux qui ont survécu à ces terreurs peuvent en témoigner. Ce que l'auteur a vu à Blida était mille fois rien par rapport à Bab Ezzouar. Lors de ces longues nuits cauchemardesques où le mot torture n'était qu'un prétexte pour l'accomplissement des actes abominables, malheur à celui que la création avait favorisé et qui se retrouvait nu au milieu de ces violeurs. Il n'échappait pas à la sodomie collective. Les militaires faisaient sortir les prisonniers et leur ordonnaient de se mettre nus, puis ils les faisaient rentrer un à un dans la cellule pour subir l'insupportable. Au cours de ces trois années passées dans cette prison, il y a eu des cas qui dépassent l'inimaginable tels que le cas de l'imam Abdenasser, de cheikh Djillali et son fils ou les cas de Hassen B. et de Abdelali M.

L'électricité

C'est une technique qui a été hérité de l'ère coloniale. Au cours du séjour de l'auteur au camp de concentration d'Aïn M'guel, B. A. lui a raconté son périple à travers les commissariats et les casernes militaires, dont celle du DRS de Blida, ainsi que les tortures qu'on lui a fait subir pendant plus de deux mois, notamment celle du lit métallique. On enchaine le détenu allongé sur un sommier métallique et l'on envoie des décharges électriques que des soudards du DRS de Blida lui infligèrent.

7.5— L'assassinat de l'intelligence

Il n'y a pas un meilleur témoignage sur les commanditaires des assassinats des intellectuels algériens au cours des années 1990 qu'un intellectuel qui les a subis.

Le 3 décembre 1994, Saïd Mekbel, directeur du quotidien *Le Matin*, fut atteint de deux balles dans la pizzeria Errahma. Quelques jours après il succomba à ses blessures. Au moment des faits les commanditaires de cet ignoble acte ne savaient pas que quelques mois auparavant l'homme s'était confié à la journaliste Monika Borjmann, spécialiste de la guerre civile au Liban. Au cours de cet entretien[61], il lui a développé la théorie des meurtres pédagogiques. Il était persuadé que c'était le général Toufik Mediene qui assassinait les intellectuels. Ce témoignage a été publié par la journaliste en 2007 sous le titre « Saïd Mokbel : une mort à la lettre ». Voici quelques extraits de ce livre :

« Il y a un projet pour liquider cette frange de la population [parce qu'elle] sait ce que signifie la république, ce que signifie une démocratie » p. 29.

« Il y a un cerveau quelque part qui choisit. Peut-être les exécutants, ceux qui tuent, sont recrutés parmi les petits tueurs islamistes intégristes. Mais moi, je pense qu'en haut il y a des gens qui choisissent. Ces choix sont fait très froidement » p. 34.

« Maintenant je suis persuadé qu'il y a des gens qui font tuer par pédagogie » p. 38.

« Si on me tue, je sais qui va me tuer. Ce ne sont pas les islamistes. C'est une partie de ceux qui sont dans le pouvoir et qui y sont toujours » p. 74.

« C'est quelqu'un qui nous connait tous : il a géré leurs carrières, leurs fichiers, leurs vies, leurs diplômes » p. 100.

A la question de la journaliste qui lui demandait : « Est-ce que c'est quelqu'un de l'armée ? », il répond :

« C'est Mohamed Mediene », avant de continuer :

« Ce qui est terrible chez cet homme là, c'est qu'il semble être d'une théorie qui affirme que certains pays doivent sacrifier leur élite à un moment donné de leur histoire », et d'ajouter :

« Selon cette théorie, il faut commettre des actes choquants pour réveiller la conscience, la société civile ».

Il faut rappeler que feu Saïd Mekbel est resté l'un des rares journalistes à ne pas travailler pour le régime algérien. Il a toujours été un opposant farouche au pouvoir militaire. Malgré qu'il ait cessé d'écrire en 1965, il sera arrêté et torturé en 1967. Il ne reprendra l'écriture qu'après les événements d'octobre 1988.

7.6— Témoignage de Karim Moulay

En le voyant pour la première fois en septembre 1987 dans le hall de l'université accompagné de plusieurs inspecteurs de police, en plaisantant avec un copain, je lui annonçais : « Il a la tête de celui qui va nous envoyer en prison ».

Il retourna sa tête avec un regard froid, il émet un petit sourire. Quelque pas plus tard, après une brève discussion avec un des policiers qui était rouquin et maigre comme lui (à ce moment là, il n'avait pas tous ces kilos), il se retourna une nouvelle fois et il me fixa d'un regard de quelque seconde avant de dépasser le portail du hall en direction de la scolarité.

Lors des événements d'octobre 1988, avec deux autres activistes de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA), il a essayé de s'opposer au blocus de l'université mais en vain. Avec l'éclatement du Comité universitaire (CU) et l'apparition de plusieurs autres syndicats au campus, il a essayé de vendre le modèle UNEA aux nouveaux étudiants mais en vain. Sa nomination à la tête de la scolarité et de son copain en tant que proviseur adjoint à la veille de la guerre civile, alors qu'ils étaient encore étudiants, a été le sujet de discussion de la rentrée universitaire 91/92.

Karim Moulay a révélé dans son entretien à la chaine satellitaire El Hiwar et à la chaine en ligne Rachad TV que cette nomination avait pour objectif d'aider les services de sécurité à repérer et ficher les étudiants susceptible de provoquer un climat de révolte dans le campus.

Un début de collaboration qui va entrainer ce sous-traitant de l'information à être un témoin direct des dérives des services de sécurité algérienne durant la guerre civile : assassinats, massacres, faux barrages, attentats…

Assassinats

Karim Moulay a révélé qu'il a collaboré à l'arrestation de l'étudiant Badrane Mohamed devant l'amphithéâtre M et que c'était lui qui

avait emmené les trois agents du DRS jusqu'à lui pour l'arrêter. Mohamed figure aujourd'hui parmi les disparus. Karim Moulay a révélé aussi son rôle dans l'assassinat du recteur de l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB) de Bab Ezzouar, Salah Djebaili le 31 mai 1994, en donnant toutes les informations qui ont entrainé à son exécution à son agent-traitant Abassi, dit Abdelkader, en précisant qu'il ne savait pas que ces informations allaient être utilisées dans ce sens. Pour rappel, Salah Djebaili a été abattu à la sortie de l'université, à 500 m de deux barrages fixes des forces de l'ordre.

Karim moulay accuse aussi cette équipe du DRS d'être derrière l'assassinat de la journaliste Hayat pour avoir refusé de collaborer avec eux, de Djillali Liabès, ex-ministre et directeur de l'Institut des études stratégiques au moment de son assassinat et du professeur Hamoud Hambli.

Massacres

Toujours selon Karim Moulay, l'ordre du massacre des populations de Beni Messous aurait été donné par le général Toufik lui-même. Il explique que la famille du général avait des ateliers dans ce quartier et suite à des contrats juteux avec les Espagnoles et les Saoudiens elle avait besoin d'élargir son business et d'acquérir des terres. « Abdelatif était un ami, je le visitais régulièrement dans ses ateliers à Sidi Youcef. A la veille du massacre, Abdelatif me déclarait qu'il ne fallait pas que je lui rend visite dans ses ateliers entre le 2 et le 10 septembre, en insistant beaucoup ».

Pour rappel le massacre de Sidi Youcef a eu lieu durant la nuit du 5 septembre 1997 où plus de 200 personnes ont été égorgées. Une

caserne du DRS se trouve à quelques centaines de mètres du massacre.

Attentat

Karim Moulay a accusé les services secrets algériens d'être derrière l'attentat de l'hôtel ASNI de Marrakech au Maroc en aout 1994. Un attentat qui avait causé la mort de plusieurs touristes européens et qui avait été suivi par la fermeture de la frontière entre l'Algérie et le Maroc. Karim Moulay explique que c'est lui qui avait effectué le repérage du lieu de l'attentat sans savoir, une fois de plus, qu'il va y avoir un attentat. Il dit aussi qu'il a été aidé dans ce travail par un membre de la police d'El Rachidia et d'un directeur de centre de télécommunication. Arrêté à Oujda, il explique qu'il n'a dû son salut qu'au versement d'un grand pot-de-vin à un policier marocain avant qu'il ne soit exfiltré par le DRS.

Faux Barrage

L'ancien directeur de la scolarité de l'USTHB, Karim Moulay, explique qu'après une nuit très arrosée avec ses copains du DRS, ils avaient décidé de dresser un faux barrage sur l'autoroute près de Zeralda. Avec son officier-traitant, Abassi, et quatre autres agents, ils se sont déguisés en islamistes. Ils ont arrêté deux voitures et ils ont fait descendre les sept passagers et les ont mitraillés.

Durant près de quatre heures de témoignage, Karim Moulay a essayé à chaque fois de libérer sa conscience des crimes auxquels il était mêlé.

Une fois de plus aucune enquête n'a été diligentée suite à ces révélations que ce soit en Algérie ou en Grande-Bretagne où Karim Moulay s'est exilé.

8— LE DRS ET LES RÉSEAUX MAFFIEUX

8.1— La mafia du médicament

Le jour des élections législatives en mai 2007, invité sur un plateau de télévision et à quelques minutes de la fin de l'émission, à une question posée par le journaliste animateur sur l'économie algérienne, l'auteur a essayé, en citant l'exemple de la mafia du médicament, de démonter la mainmise de généraux décideurs sur l'économie algérienne. Pris à partie par un journaliste présent sur le plateau, qui quelques minutes auparavant exprimait sa fierté de faire partie des Algériens qui avaient voté ce jour là, m'accusant de diffamer les généraux. A travers ce chapitre, certains éclaircissements seront apportés à ce sujet ainsi que la preuve non seulement que les généraux décideurs contrôlent le commerce extérieur en Algérie mais qu'ils font profiter leurs progénitures et toutes les clientèles qui les défendent.

En visitant le 16 avril 2006 l'usine de production d'insuline à Constantine, le président algérien Abdelaziz Bouteflika avait révélé que l'usine avait été visée par deux actes de sabotage. Quelques jours plus tard, le directeur général de Saidal, Ali Aoun, enfonce le clou, en désignant les groupes d'intérêt et les barons de l'importation.

Le journaliste Djilali Hadjadj, auteur de plus de deux cents articles concernant la politique du médicament et du livre *Corruption*

et démocratie en Algérie[62], écrit sur l'historique et les méthodes utilisées par la mafia du médicament :

« La mafia du médicament en est venue, à partir de 1993, à recourir aux menaces de mort, voire sans doute aux assassinats, pour mettre en échec la seule démarche officielle qui avait quelques chances d'aboutir et dont on commençait à percevoir de premiers effets positifs sur le terrain. 1993, en effet, a connu les premiers assassinats d'intellectuels, de scientifiques, de médecins, de personnalités politiques de progrès, de grands commis de l'Etat connus pour leurs compétence et leur intégrité, et de journalistes. Des centaines d'autres personnes ont reçu des menaces, dont des experts conseillers qui planchaient sur le médicament à différents niveaux. »

A partir de cette analyse, on pourra dire que le secteur de la santé et plus particulièrement celui du médicament est l'un des plus pourri et des plus corrompus d'Algérie. La question qui se pose est pourquoi les services de sécurités et en particulier ceux du DRS n'interviennent pas pour faire cesser cette atteinte à l'économie nationale ? En donnant à la fin de son chapitre les noms des détenteurs du marché du médicament, Djilali Hadjadj explique plus que quiconque cette passivité et ce mal des services de sécurité d'intervenir dans un secteur qui a valu à l'Etat algérien en 2007 plus de 1,2 milliard de dollars.

On remarque dans cette liste la présence de la fille de l'ancien patron de la DCE, Smaïn Lamari, avec sa société Pharmalliance. D'après le site Internet de Hicham Aboud, Racines d'outremed, Amel Lamari a créé sa société en 1997 à la fin de ses études, une SARL au capital social de 75 millions de dinars. La question est comment la fille du général Lamari s'est procurée cette somme ? Si

c'est un crédit par quelle banque ? Ayant fréquenté le même lycée que l'auteur au début des années 1980, ne lui connaissant pas richesse personnelle, Amel était plutôt proche du mouvement syndical que celui des affaires. Ce qui explique certainement le retard dans ses études.

Dans cette liste, on trouve aussi le fils de l'ancien secrétaire général du ministère de la Défense, le général Ghoniem. Le général est resté dix ans à son poste (1990/2000). En juin 1996, le président Zeroual a essayé de le mettre en retraite mais il n'a pas réussi[63]. Son remplaçant en 2000, le général Senhadji est resté intérimaire sur ce poste jusqu'en 2004 ; sa nomination n'est intervenue qu'une fois que Bouteflika a décroché son second mandat.

Il y a aussi dans cette liste le fils du général Khelifa Rahim. Ce dernier a été promu au grade de général-major en compagnie de Mohamed Lamari, Djennouhat et quelques autres généraux en plein deuil national, quelques jours seulement après l'assassinat de Boudiaf.

La liste est longue. On trouve des enfants d'officiers supérieurs, de ministres et de certaines clientèles qui servent de prête-noms pour leurs chefs.

Le gâteau du médicament est énorme. Jusqu'en 2006, l'Algérie a été l'un des rares pays qui ne consommait pas de génériques. L'Etat n'avait rien fait pour l'encourager. En 2005, la sécurité sociale a remboursé près de 50 milliards de dinars. La production nationale ne couvre que le quart de la consommation nationale. Certains proches de ce dossier parlent même d'importation de produits périmés. Du moment où les généraux, leur progéniture et leurs complices se soignent à l'étranger, la santé du peuple algérien ne

vaut qu'une ordonnance à rembourser. Ou alors comment expliquer la différence de prix allant jusqu'au double sur un produit identique, de fournisseur identique ?

En décembre 2002, le PDG de Saidal a évoqué d'éventuelles complicités entre le Centre technique de remboursement (CTR) et certains laboratoires pharmaceutiques français. Ceci explique pourquoi les barons de l'importation font tout pour empêcher une quelconque production de médicaments efficaces et de qualité en Algérie.

Les laboratoires qui veulent le faire sont empêchés. Les sabotages trouvent des acquéreurs. Ils seront vite attribués à l'AQMI. Les généraux qui contrôlent le commerce du médicament ne laissent la main libre qu'aux laboratoires qui produisent des médicaments de piètre qualité. Le maintien de leur monopole sur le marché du médicament n'est pas prêt de disparaitre. En mars 2007, Ali Aoun, PDG de Saidal sera condamné par le tribunal de Blida lors du procès « Khalifa » à une peine de deux ans de prison pour avoir reçu une voiture de Khalifa qu'il avait mise à disposition de l'entreprise publique. L'homme qui a redressé une société en faillite avant de la rendre prospère paie pour avoir tenu tête à la mafia du médicament.

8.2— La mafia du kif[64]

En Algérie, la justice est un outil de pression entre les mains de la mafia dirigeante qui décide du sort des citoyens. Au moment où le baron de la drogue réclame son appartenance aux services secrets, un jeune chômeur victime de toutes les injustices sociales peut risquer jusqu'à un an de prison pour un joint.

Zendjabil, le baron du kif, l'homme supposé le plus recherché d'Algérie, se présente au tribunal militaire de Blida avec ses avocats. Devant le juge d'instruction du tribunal, il dit avoir peur d'être liquidé par des associés qui veulent à tout prix éviter un procès. Il dit qu'il a joué un rôle important dans le financement du terrorisme et qu'il a agi sous le commandement de hauts responsables de l'armée algérienne. Il dit qu'il assurait une liaison entre les services algériens, marocains et les terroristes et qu'il n'était qu'un agent du général Kamel Abderrahmane. Il révèle aussi que de nombreux officiers supérieurs font partie de la mafia de la drogue en Algérie et au Maroc.

Suite à ces révélations, Zendjabil fera tomber de nombreuses têtes au Maroc, dont le « Pablo Escobar » marocain et de nombreux officiers de la gendarmerie, de la police et de l'armée.

Tandis qu'en Algérie, les nombreuses personnes impliquées dans cette affaire, malgré le témoignage du baron, n'ont jamais été inquiétées. Pire encore, de nombreuses pressions ont été exercées sur Zendjabil pour qu'il revienne sur ses déclarations.

Le prétexte de l'infiltration des groupes terroristes a tout simplement servi à la création d'un réseau mafieux qui n'a pour objectif que l'enrichissement personnel.

En octobre 2006, suite à une enquête faite par la journaliste Salima Tlemçani, le journal *El Watan* publie dans un premier temps tous les détails sur le réseau Zendjabil. Les noms de certaines personnalités ayant eu une fonction d'exercice de pouvoir dans la région ouest de l'Algérie sont cités dans le réseau ainsi les quantités de drogue exportées vers l'Europe et le nom du bateau utilisé.

Face à la gravité des accusations, l'ancien chef de sureté de la wilaya d'Oran, cité dans l'article, usant de son droit de réponse, a affirmé que le passeport délivré en 1997 à Zendjabil a été établi sur recommandation de l'autorité sécuritaire avec la mention « indicateur » dans le dossier.

Quelques jours plus tard, un colonel du DRS affilé à la DCE accorde une interview à *El Watan* ou il fait des révélations fracassantes concernant le réseau Zendjabil. Il indique que l'ancien patron de la DCSA, Kamel Abderrahmane, a demis de ses fonctions un officier de la DCE qui enquêtait sur un réseau de drogue à l'ouest d'Algérie. En réalité l'officier démis n'est autre que l'interviewé. En mars 2001, le colonel Hazil, après une enquête minutieuse, envoie au président Bouteflika un dossier volumineux accompagné d'une lettre dénonçant un grand trafic de drogue. Il accuse le général Kamel Abderrahmane d'être impliqué dans le réseau de Zendjabil. L'officier accusateur sera condamné à deux ans de prison dans l'anonymat pour avoir osé briser la loi de l'omerta.

Suite à l'interview accordée à *El Watan* où le colonel Hazil avait renouvelé ses accusations en dénonçant le système crapuleux qui l'a réprimé, le général-baron Kamel Abderrahmane attaque en diffamation le journal, la journaliste qui a réalisé l'interview et le colonel.

En avril 2008, la fameuse justice algérienne les condamnera à 50 000 DA d'amende. En juin 2008, la Cour d'appel acquittera le journal et la journaliste mais elle condamnera le colonel courageux à 20 000 DA d'amende. Pour toute les déclarations faites et renouvelées au tribunal en face d'un général qui n'a pas trouvé mieux que de placer sa tête entre ses pieds, le colonel aurait mérité

une décoration. Néanmoins, il a montré le chemin de l'honnêteté et de la bravoure à suivre à ceux qui ont juré de servir leur pays.

Le colonel a fait appel de la sentence devant la Cour de cassation. Un épisode de plus que le général aurait certainement souhaité éviter, lui qui aurait aimé terminer sa carrière militaire avec les honneurs d'un sauveur du peuple contre le terrorisme.

Mais qui est ce général que le colonel Hazil affronte ?

D'après Hicham Aboud, le général-major Kamel Abderrahmane n'est qu'un berger qui a intégré l'armée française à la fin des années 1950[65]. Il est vite affecté à la SAS. Après l'indépendance, il s'engage dans l'armée algérienne avec le grade de sergent. Au cours des années 1970, il suit une formation d'officier en URSS. En 1975, il est sous-lieutenant. Affecté au côté de Betchine, les deux hommes deviennent amis et ne se quittent plus.

En octobre 1988, lors de la révolte populaire, étant commandant, il se distingua par le sauvetage de la villa du général Bouhadja. Il empêcha un char stationné devant la villa d'exploser après avoir pris feu. Il est gravement blessé suite à cet acte et sera promu lieutenant-colonel. Mais d'après certains témoignages de l'époque, le char en question serait celui qui avait tiré sur une foule de gamins tuant les deux frères Riadh (14 ans) et Nadim (22 ans) Bouzidi avant que les habitants du quartier (El Biar) décident de le mettre en feu. En septembre 1990, il devient patron de la DCSA. Il récupérera les radicaux islamistes en infiltrant le groupe Hijra oua Takfir.

D'anciens officiers de l'armée algérienne accusent les éléments de la DCSA d'être derrière l'attaque de la caserne de Guemmar à quelques jours du scrutin législatif de 1991. Une attaque qui a servi

de prétexte au coup d'Etat de janvier 1992. Kamel Abderrahmane a soutenu le coup d'Etat. Le jour de l'assassinat de Boudiaf, il a participé à la fameuse réunion des services organisée par Nezzar. Avec l'accession du général Mohamed Lamari à la tête de l'état-major et la fusion des CMI et les CRI, il récupère le CPMI d'Alger qu'il confiera à son fidèle lieutenant, le colonel Tartag. Il reste à la tête de la DCSA jusqu'en 1996. En pleine turbulence de 1996, il est désigné à la tête de la deuxième région militaire dont le siège est Oran, en remplacement du général Bekkouche. En 1997, Zeroual le nomme à la tête de quatrième région militaire dont le siège est Ouargla, une région qu'il a connu déjà en 1984 au côté de Betchine qui était conseiller chargé de la sécurité de Zeroual entre 1994 et 1998.

En 1999, Kamel Abderrahmane reprend la deuxième région en remplacement du général Baaziz et y restera jusqu'à 2004. Après la réélection de Bouteflika en 2004, il sera nommé à la tête de la cinquième région dont le siège est Constantine. En 2005, il sera remplacé par le général Benali, quelque temps après que l'affaire Zendjabil éclate.

Lors de sa reddition, Zendjabil a dit qu'il travaillait pour le général Kamel Abderrahmane.

9— LE DRS ET LA CORRUPTION

Officiellement la corruption n'existe pas en Algérie. La raison est simple ; c'est qu'aucun patron d'entreprise n'osera la dénoncer. Dans le monde des affaires en Algérie, le verbe « manger » est toujours conjugué à la deuxième personne avant d'être conjugué à la première. Mais la vrai question est : comment en quelques décennies, la corruption est devenue une pratique des plus normales connues de tous et sans aucune conséquence judiciaire pour ceux qui la pratiquent et la perçoivent, sachant que tous les postes de décision au sein de l'administration ou dans le milieu politique sont soumis à l'approbation du DRS ?

D'après l'indice de perception de corruption publié en septembre 2008 par l'ONG *Transparency International*, l'Algérie se classe à la 92ème place, derrière le Maroc et la Tunisie (respectivement 88ème et 62ème), et loin derrière Israël (33ème juste derrière certains pays européen tels la France).

Au moment où les recettes du pétrole explosent, les dépenses inutiles et le gaspillage ont atteint un niveau déplorable. En 2006, l'Algérie a réservé plus de 20 milliards de dollars à l'importation, une somme partagée par quelques privilégiés du système. Des personnes qui acceptent les règles des parrains. Ceux qui peuvent au niveau des banques débloquer les sommes nécessaires pour l'achat des marchandises à des prix exorbitants sans aucune possibilité de contrôle. La rue algérienne attribue à chaque général décideur une banque. Les scandales de faillite de certaines banques

qui ont couté des milliards de dollars au peuple algérien sont attribués à l'influences exercée par ces incultes de l'économie de marché qui ne croient qu'à la notion de *tchipa*. Les banques prêtent sur la base du grade et non du projet.

D'après le quotidien *El Watan* du 9 décembre 2006, selon un rapport de la police judiciaire, les préjudices occasionnés par les transactions corrompues des banques publiques au cours de la seule année 2005 s'élèvent à 231 milliards de dinars, soit l'équivalent 2,5 milliards d'euros. Ceci a poussé l'Association algérienne de lutte contre la corruption (AACC) à faire un constat amer sur ce fléau suite à la parution de l'indice de perception en 2005 : « Le retour en force d'un Etat policier autoritaire, répressif et liberticide est l'un des principaux indicateurs de ce maintien parmi les pays cancres de la corruption au sein de la communauté internationale ».

L'économiste Nasreddine Sadi va plus loin dans son analyse concernant le premier plan de développement lancé par le président Bouteflika : « Seulement 25% des objectifs ont été réalisés, alors que l'enveloppe financière a été consommée dans sa totalité. Ce n'est pas normal, sachant que 75% des actions envisagées n'ont pas été réalisées ».

Le calcul est simple. Sur les sept milliards de dollars réservés pour ce plan, 5,25 milliards de dollars se sont volatilisés sans que personne ne s'en inquiète. Les scandales de Khalifa, Crédit Populaire d'Algérie (CPA), Banque Commerciale et Industrielle d'Algérie (BCIA) et Tonic Emballage ne sont que la partie visible de l'iceberg. Le général Betchine, ancien patron de la police politique n'avait-il pas dit : « Où est le mal qu'un grand chef militaire contribue à la promotion des affaires de sa famille ? »

La privatisation du CPA n'aurait pas été bloquée à cause des créances douteuses détenues par certains généraux et leurs familles auprès de cette banque. Officiellement, la privatisation du CPA a été suspendue à cause de la crise sur les crédits hypothécaires. Dans un communiqué daté du 25 novembre 2007, le ministère des Finances a indiqué que la suspension de la privatisation du CPA a été décidée en raison de l'impact non évalué de la crise internationale des crédits hypothécaires. Seulement, c'est la troisième fois que la privatisation de cette banque a été suspendue après 2001 et 2003. Ceci a poussé un financier à dire : « Il y a tellement de zéros que je n'ose pas en donner le montant ». Des créances que personnes n'osent réclamer à ces dignitaires, surtout si la principale personne impliquée dans cette affaire est un homme qui détient des dossiers sur tout le business des autres dignitaires qui sont presque tous impliqués au moins dans un scandale financier.

Il y a même des religieux. Il aurait été reproché au président des associations des zaouïas (confrérie religieuse), Kadour Gouaiche, un proche du président, d'avoir servi d'intermédiaire à des sociétés étrangères pour acquérir des marchés dans les secteurs de l'hydraulique, des chemins de fer et auprès de la DGSN, du ministère de la Défense nationale (MDN), de la Direction générale de la protection civile (DGPC) et de la Direction générale des douanes (DGD) en contrepartie de virements en devise et en dinars effectués soit sur le compte de l'association des zaouïas, soit sur un compte personnel domicilié à l'étranger. Une enquête a été ficelée par des agents du DRS (dans une guerre entre Toufik-Bouteflika). Les avocats de la défense ont contesté cette enquête du DRS qui mettait en cause plusieurs responsables. D'autres affaires de corruption sont encore en cours d'instruction impliquant de très hauts responsables de l'Etat dont celle des marchés octroyés à la

société mixte algéro-américaine Brown & Root-Condor (BRC) par la Sonatrach et le MDN.

En 2009, l'Inspection générale des finances (IGF) a remis à la justice plus de 160 dossiers de malversations, passations suspectes de marchés publics et autres détournements de fonds. Ceci a abouti à l'interpellation et à la mise en détention de plusieurs centaines de hauts fonctionnaires. Mais concernant les gros dossiers sur la criminalité économique, toutes les enquêtes sont menées par la brigade financière du DRS ou de gendarmerie, une façon de protéger la mafia-politico-financières.

L'un des derniers dossiers que certains cercles de décisions ont voulu mettre sur la voie publique est celui sur l'octroi du marché de l'autoroute est-ouest aux Chinois. Dans la liste de noms divulgués par la presse algérienne, on trouve d'anciens ministres, un général à la retraite, des officiers du DRS, un chef de cabinet d'un ministre ainsi que son secrétaire général.

Ce qui se passe aujourd'hui dans l'Algérie des généraux sous le silence complice des démocraties occidentales qui récupèrent tout cet argent sale dans leurs banques ne peut être que dénoncé. Le peuple algérien a le droit de réclamer le retour de son argent à n'importe quel moment à l'avenir et de juger les commanditaires de sa misère.

Affaire Brown & Roots-Condor

L'affaire BRC est une affaire où se mêlent espionnage et malversation due à des surfacturations de projets. L'énormité des sommes en jeu laisse peu de place à l'amateurisme. Ceux qui sont derrière cette affaire savaient bien ce qu'ils faisaient. La

manipulation comptable permettait d'avoir des liquidités qui auraient permis l'achat d'informations classées secret-défense.

La BRC est une entreprise mixte de droit algérien opérant dans l'ingénierie pétrolière et de construction. Elle était formée par la Sonatrach qui détenait 40%, le Centre de recherche nucléaire de Draïa qui détenait 11% et Kellogg Brown & Root (KBR), filiale du groupe américain Haliburton dont le vice-président des Etats-Unis, Dick Cheney, était un de ses anciens dirigeants, qui détenait 49% de la société. Haliburton et/ou sa filiale KBR aurait été impliquée dans plusieurs scandales d'ordre financier dans le cadre de reconstruction en Irak[66].

Les commissaires aux comptes de la défense du Département d'Etat ont découvert qu'une filiale de Haliburton pourrait avoir surfacturé de 61 millions de dollars un contrat gouvernemental consistant à livrer du carburant en Irak. Dov Zakheim, contrôleur financier du pentagone, a réfuté les allégations de cette malversation dans un article publié par *Bloomberg News* le 17 décembre 2003.

BRC emploie 1100 employés avec un chiffre d'affaire de 20 milliards de dinars. Elle compte à son actif plusieurs projets dont la construction du siège du ministère de l'Energie, des hôpitaux militaires de Constantine et d'Oran, de plusieurs bases militaires d'aviation, du centre de criminologie de la gendarmerie et des champs pétroliers…

En septembre 2007, son PDG Moumen Ould Kaddour a été condamné par le tribunal militaire de Blida à 30 mois de prison ferme après plus de deux heures d'audience (interdite aux journalistes). Deux autres complices ont été condamnés respectivement à 5 ans et à 3 ans de prison.

Au cours du procès, les accusés ont minimisé les faits et ont plaidé non-coupable au chef d'accusation de divulgation d'informations classées secret-défense. Une enquête qui a été diligentée par la présidence et menée par les services spéciaux du DRS. Au centre du scandale une conversation téléchargée par un officier de centre d'écoute que celui-ci aurait remis à un intermédiaire, qui à son tour l'aurait remis au PDG de BRC, des informations jugées par les avocats de défense sans importance. Une source proche du dossier parle de l'achat par BRC de valises de commandement (télécommunications) qui se sont révélées directement reliées à des satellites d'espionnage étrangers (israéliens).

Eclaboussé par plusieurs scandales dont l'octroie de marchés sans appel d'offres, KBR a décidé de céder ses parts dans la société de BRC à Sonatrach. En juillet 2007, KBR, devenue société indépendante, a obtenu un contrat de 2,8 milliards de dollars pour la réalisation d'un nouveau train de liquéfaction de gaz à Skikda. KBR est une société qui est présente en Afghanistan, Ouzbékistan, Géorgie, Irak, Koweït, Djibouti, Jordanie et Turquie. Des implantations géographiques qui sont plus que stratégiques pour le domaine du renseignement. Depuis la privatisation du renseignement par les agences gouvernementales de certains pays (Etats-Unis, France, Angleterre…), le commerce de l'information est devenu un des domaines les plus florissants pour certaines sociétés étrangères. L'acquisition du renseignement est devenue une priorité pour ces firmes, ce qui fait d'elles des officines pour les agences gouvernementales.

10— AFFAIRES DE SERVICES

Quelques éclaircissements seront apportés dans ce chapitre sur certaines affaires d'espionnage d'ordre international où les services secrets algériens sont impliqués. Cette implication des services algériens aux côtés de certains services étrangers est des plus normales si seulement la souveraineté du pays n'était pas mise en danger. Parmi ces affaires il y a l'affaire Farewell, les vols secrets de la CIA, l'affaire Georges Ibrahim Abdallah, le chiffreur chinois. Dans toutes ces affaires, les services algériens ont joué un rôle de sous-traitant pour les autres services. Pire encore, dans certaines affaires des officiers supérieurs ont payé cher leur opposition.

Pour être juste dans cette analyse sur les services secrets algériens, certaines investigations menées par certains de leurs éléments ont permis de contrecarrer des complots contre l'Algérie, même si la manière d'investigation est discutable dans certaines affaires. Nous citerons ici l'affaire de démantèlement des réseaux des SOA en 1976 et aussi comment la SM a déjoué la tentative d'assassinat de Boumediene en 1967 par l'aviation israélienne.

10.1— La villa Boumaraf[67]

Dès l'indépendance, l'Algérie a voulu mettre son expérience au service des mouvements indépendantistes africains. Un service chargé des relations avec les mouvements a été mis en place. Il a pour nom la direction des études internationales. Ce service était lié directement à la présidence. Il était le principal interlocuteur avec

presque tous les mouvements indépendantistes. À la veille de la première restructuration des services algériens, ce service a été intégré dans le FLN. Il est confié à un ancien malgache Jelloul Maleika, un cadre du FLN qui le dirigera jusqu'à la mort de Boumediene et sera le principal interlocuteur des mouvements de libération. La villa Boumaraf sera le siège de ce service. C'est dans cette villa que la plupart des chefs indépendantistes africains sont venus pour recevoir leur aide financière et militaire (achat d'armes). Parmi les plus importants mouvements qui ont reçu une aide de l'Algérie il y avait le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) pour le Mozambique, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) en Guinée-Bissau, le Front national de libération de l'Angola (FNLA) et le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA)…

10.2— Le Polisario

Après l'échec de la tentative de soulèvement dans l'Atlas marocain en mars 1973, les opposants marocains et à leur tête Fqih Basri changent de fusil d'épaule. D'Alger, ce dernier décide d'envoyer des émissaires dans les tribus du Sahara occidental pour les sonder sur un probable soulèvement contre les Espagnols qui mettrait plus Hassan II en difficulté que les Espagnols. Mis au courant de leur projet, les services secrets algériens vont prendre tout leur temps pour donner leur avis. Ils restèrent un peu évasifs sur le projet. En réalité, le président Boumediene va charger le colonel Draïa d'aller lui-même sonder les tribus sahraouies sur un probable soulèvement. Malheureusement notre colonel va s'égarer dans le désert et va être arrêté par des militaires espagnols. Le chef de la police algérienne sera relâché quelques jours plus tard. Une crise diplomatique entre les deux pays a été évitée de justesse. De retour en Algérie, l'homme que propose Draia pour diriger et guider le soulèvement, Mohamed

R'guibi dit Moha Edouardo, se révélera être un agent des services marocains. En 1971 Moha Edouardo créera le Mouvement Révolutionnaire des Hommes Bleus (MOREHOB). Durant les deux premières années, il rencontre une certaine audience auprès des Sahraouies. En février 1973, Moha Edouardo se refugie à Alger. En juillet 1973, une frange du mouvement fait scission et se rallie aux thèses marocaines. Après avoir échappé à deux attentats, Moha se refugie à Bruxelles. En perte d'influence, il se rallie officiellement aux thèses marocaines en janvier 1975. Durant quelques années, il servira de caution au roi du Maroc.

Entre temps El Ouali, un Sahraoui formé et entrainé par les services libyens, s'appuyant sur un légendaire ancien chef de l'ALN du sud. Si Mahmoud, qui trouvera la mort en avril 1973 dans des circonstances suspectes, décide de prendre son destin en main. Il fonde le Polisario le 10 mai 1973 à Zouerate en Mauritanie. Les premières assises du Polisario étaient financées par la Libye. Quelques jours plus tard, El Ouali lance sa première attaque contre une caserne espagnole d'El Khanga et il signe l'acte de naissance du Polisario. En février 1976 à Bir Lahlou, il réalisera son rêve en créant la République arabe sahraouie démocratique (RASD). En juin 1976, il trouvera la mort dans une attaque contre la ville de Nouakchott[68].

10.3— Txomin, quand l'Algérie hébergeait le No. 1 de l'ETA[69]

C'est à travers un communiqué annonçant la mort de Txomin que les autorités algériennes ont reconnu officiellement le lundi 2 mars 1987 la présence du chef de l'Euskadi Ta Askatasuna (ETA) sur le territoire algérien.

Arrivé à Alger au début de septembre 1986 en provenance du Gabon où il a été expulsé par les autorités françaises (par le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua) au printemps 1986, Domingo Iturbe Abasalo, dit Txomin, a été installé par la SM pendant quelques jours dans un grand hôtel d'Alger avant de lui accorder une résidence à Djelfa, une ville des hauts-plateaux à l'entrée du désert algérien.

Officiellement les Algériens ont offert à Txomin l'hospitalité et ce dernier l'a acceptée. En réalité, c'est suite à un accord tripartite entre l'Algérie, la France et l'Espagne que Txomin et sa garde rapprochée ont été accueillis en Algérie. Cet accord a été confirmé par Rafael Verra, secrétaire d'Etat espagnol chargé de la sécurité, suite à la convocation de l'ambassadeur d'Algérie à Madrid par le ministre espagnole des Affaires étrangères pour s'expliquer sur les raisons de la présence de Txomin en Algérie. L'accord était donc si secret que même le ministre des espagnol AE n'était pas tenu au courant. Pire encore, les autorités algériennes révélèrent que de hauts dirigeants espagnols auraient rencontré Txomin après son arrivé à Alger. Officiellement deux rencontres ont eu lieu. La première s'est tenue le 12 novembre 1986 entre Txomin et un avocat du ministère de l'Intérieur, Jorge Argote. Tandis que la deuxième a eu lieu les 11 et 12 janvier 1987 entre Txomin et Julien San Cristobal, ancien directeur de la sureté de l'Etat. D'après le journal *Le Monde* une rencontre entre Txomin et Rafael Verra a eu lieu à Alger au cours du séjour du numéro un basque en Algérie.

Face à ce désordre, l'Algérie s'est justifiée à travers un communiqué diffusé par l'APS : « Pour des raisons purement humanitaires et avec le consentement des autorités espagnoles, l'Algérie a accepté d'accueillir des refugiés basques ».

Quelques jours après l'enterrement du leader basque où trente milles personnes ont assisté à ses funérailles, *Le Monde* du 15 mars 1987, sous le titre « La mort de plus en plus mystérieuse de Txomin dirigeant de l'ETA », rapporte que le leader basque n'était pas mort le 27 février mais le 25 février. La thèse de l'accident de voiture est remise en cause. D'après le journal, le leader basque serait mort des suites d'une explosion accidentelle survenue dans un camp d'entrainement. Le quotidien précise que plusieurs membres de l'ETA auraient été témoins de cet accident. Ainsi, la première version des faits aurait été montée de toute pièce par la SM algérienne. Toujours d'après *Le Monde*, le journal espagnol *El Pais* aurait appris de sources proches des services anti-terroristes espagnols qu'une branche radicale de l'ETA aurait considéré Txomin comme trop enclin à la négociation avec le gouvernement espagnol.

Le lundi 16 mars 1987, l'Algérie a annoncé le départ de deux figures basques de son territoire vers une destination inconnue. Ils s'agissaient d'Inaki Aracada et de Maria Gonzalez Penelba, deux figures de l'ETA recherchées pour actes terroristes en Espagne, une mesure d'apaisement pour faciliter la visite programmée du ministre des AE espagnol en Algérie.

Le 23 mars, une semaine avant cette visite, une rencontre au sommet entre le secrétaire d'Etat espagnol chargé de la sécurité, Rafael Verra et le général Larbi Belkheir ainsi que le directeur général de la police algérienne, El Hadi Khediri, a eu lieu à Alger. Le dossier de Txomin et l'ETA était à l'ordre du jour. Un communiqué a été rendu public par l'APS après cette réunion : « Les deux parties, dans l'esprit d'amitié et de coopération qui caractérise leur rapport ont réaffirmé leur engagement à n'accepter

à partir de leur territoires respectifs aucune action de nature à porter atteinte à la sécurité de l'une ou de l'autre ».

Cet accord aurait permis à l'Algérie d'accéder aux informations concernant les activités de ses opposants présents sur le territoire espagnol et surtout à celle des militants du MDA ainsi que les déplacements de son président Ben Bella dans la capitale ibérique. En contrepartie l'Algérie aurait joué un rôle dans le rapprochement et les négociations entre certains membres de l'ETA et le gouvernement espagnol.

10.4— L'armée rouge japonaise et Alger[70]

Entre les années 1960 et 1980, l'aéroport d'Alger était devenu le lieu privilégié pour tous les pirates de l'air de la planète au point qu'il fut surnommé « l'aéroport des pirates », un surnom qui aurait poussé Boumediene en 1977, après l'affaire de l'avion japonais, d'interdire tout atterrissage d'avion détourné sur le sol algérien. Bien sûr un engagement que les autorités algériennes n'ont jamais respecté par la suite puisque les avions détournés par des pirates de l'air ont toujours continué d'atterrir sur Alger, le seul lieu qui permet aux pirates d'encaisser les rançons et de partir en toute sécurité.

Alors pourquoi Alger a pris un tel engagement en 1977 ? C'est que le pouvoir d'Alger s'est retrouvé confronté pour la première fois à la réalité de son comportement. Toute la presse occidentale s'est révoltée contre la décision d'Alger de ne pas arrêter des pirates qui ont détourné un avion et surtout de les laisser partir avec une rançon de huit millions de dollars, une rançon que les autorités japonaises ont demandé à récupérer. Alger s'en est défendue et a mis tout cela sur le dos des autorités japonaises. L'ambassadeur

d'Algérie au Japon a été rappelé pour consultation et l'ambassadeur du Japon en Algérie a été convoqué pour explication.

D'après un témoignage d'un ancien diplomate algérien, l'Algérie aurait reçu une note verbale de l'ambassade de Japon la priant de laisser l'avion atterrir et acceptant d'avance toutes les dispositions que l'Algérie prendrait, pourvu que les passagers et les membres d'équipage aient la vie sauve.

De quoi s'agit-il exactement ? En mai 1977, l'Armée rouge japonaise (JRA) a détourné un avion de la compagnie aérienne japonaise JAL. Après trois jours d'errance, il a atterri à Alger. La JRA est un groupe marxiste créé en 1969 qui a mené une série d'attentats contre les intérêts impérialistes dans le monde, y compris au Japon dans les années 1970. En 1972, la JRA s'installe au Liban et trouve refuge dans la Bekaa auprès de Wadid Haddad, le célèbre dirigeant du FPLP responsable de « Septembre noir ». Parmi les actions de la JRA, il y a l'attaque de l'aéroport Lod de Tel aviv à la bombe faisant une vingtaine de morts et la célèbre prise d'otages de l'ambassade de France en 1974. En 1976, les autorités jordaniennes arrêtent un des principaux dirigeants de la JRA, responsable de l'attaque de Lod, et le remet au Japon. Cette arrestation a poussé les éléments de la JRA à détourner un DC 8 pour exiger la libération de leur responsable arrêté. L'action sera menée par Osamu Maruoka. Avec l'intervention d'Alger, la JRA libérera six de ses détenus au Japon, dont Junzo Okudaira le frère d'un des dirigeants du JRA, et empochera 8 millions de dollars de rançon.

10.5— Le chiffreur chinois

A la veille de la visite de Pompidou en Chine en avril 1971, un diplomate chinois se rend à l'ambassade de France en Algérie et

demande l'asile politique. Malgré un avis favorable du contre-espionnage français, les autorités françaises hésitent. La Sécurité militaire algérienne récupère le transfuge et le remet aux Chinois. Il a été mis dans un avion de Pakistan Airlines qui a fait escale à Paris. Un grand incident diplomatique entre la France et la Chine a été évité de justesse. Après avoir essayé de le récupérer, la France a finalement décidé de laisser le transfuge chinois accompagné de sept barbouzes regagner la Chine[71].

10.6— Boumediene, Tito et l'avion présidentiel

Pour certains cette affaire est de la pure imagination des services secrets algériens, pour d'autres l'histoire est bel et bien vraie.

Au deuxième jour de la guerre des « Six jours » en juin 1967, Boumediene a eu de multiples conversations téléphoniques avec le président égyptien Abdenasser. Le président algérien a réussi à convaincre son homologue égyptien de continuer la guerre et de ne pas capituler. Ce dernier lui a fait savoir que l'armée est quasi inexistante entre le canal et le Caire et que si l'armée israélienne le voulait elle occuperait la capitale égyptienne. À ce moment là Boumediene lui fait savoir que l'Algérie était prête à aider l'Egypte par tous les moyens et il a demandé à Abdenasser quels étaient les besoins de l'armée égyptienne pour faire face à cette agression. La demande égyptienne était la fourniture de moyens de protection aérienne suite à la destruction quasi totale de la flotte aérienne égyptienne au premier jour de la guerre. L'Algérie fournira le même jour 19 Mig à l'Egypte avant d'envoyer 15 autres le lendemain. Comme la supériorité israélienne était aérienne, Boumediene décide alors de faire un voyage éclair en URSS pour convaincre les Soviétiques d'aider les armées arabes dans leur guerre. Une fois à Moscou, les discussions avec les Soviétiques étaient rudes. Ces

derniers ont fait savoir à Boumediene que les Arabes n'étaient pas des guerriers et qu'ils ne savaient pas du tout faire la guerre. Fort de sa proximité avec certains cadres du KGB et de la rupture diplomatique avec les États-Unis, Boumediene a réussi à convaincre les Soviétiques à fournir les armes demandées. À son retour, le président algérien fait une escale d'urgence à Belgrade. La Sécurité militaire était en possession d'informations faisant état d'une attaque probable de l'avion présidentiel par l'aviation israélienne. Tenu informé, non seulement Tito, le président yougoslave, décide de mettre un avion yougoslave à la disposition de Boumediene, mais aussi d'établir un faux communiqué qui faisait référence d'une visite officielle à Belgrade de plusieurs jours. Boumediene rentrera la nuit même dans l'avion yougoslave à Alger.

10.7— Les SOA, les services marocains et les anciens d'OAS[72]

En janvier 1976, les éléments de la sécurité militaire ont arrêté deux ressortissants étrangers au moment où ils tentaient de quitter le territoire algérien. Après avoir été torturés dans les locaux de la SM, Sablonsky et André Noël Cherid indiqueront qu'ils étaient en Algérie dans le but d'apporter un soutien aux actions des Soldats de l'opposition algérienne (SOA). André Noel Cherid, pied-noir et ancien de l'Organisation de l'armée secrète (OAS), frère de Jean-Pierre Cherid, chef historique des Grupos Antiterroristas de Liberación (GAL) assassiné en mars 1984 à Biarritz, passera dix ans de prison avant d'être gracié par le président Chadli en décembre 1986.

Le démantèlement de ce réseau fait suite au ratage d'un attentat contre le tribunal militaire d'Oran par une des unités de SOA en janvier 1976. L'enquête menée par les services de sécurité aboutira à l'arrestation du chef du commando d'Oran. Il révélera que plusieurs

attentats étaient programmés contre des tribunaux militaires et certains bâtiments d'Etat. Il balancera les noms d'André Noel et de Salbonsky. Les SOA étaient dirigés par Mouloud Kaouane, un dissident du FLN qui voulait combattre le régime de Boumediene par les armes. Pour certains analystes, Mouloud Kaouane était manipulé par les services marocains. Pour d'autres les SOA étaient très bien infiltrés par la SM, ce qui a permis de contrecarrer les projets de déstabilisation du régime.

10.8— Boumediene et la justice helvétique[73]

En juillet 1977, le tribunal fédéral helvétique demande à l'Algérie de payer les frais du procès intenté à la banque helvétique dans l'affaire du trésor du FLN, évalué à 40 millions de francs suisse. En octobre 1977, le gouvernement algérien fait opposition à la demande de payement des frais qui s'élèvent à 470.000 francs suisse et réclame le trésor. Le 15 novembre 1977, le tribunal fédéral de Lausanne casse un jugement de la Cour de justice du canton de Genève implicitement favorable aux thèses de l'Etat algérien. Suite à cela, en début de 1978, le procureur général de la Confédération helvétique adresse une convocation à comparaitre au président Boumediene, une première dans le monde. Cette convocation s'appuyait surtout sur le fait que le principal témoin et dépositaire de ce trésor, en l'occurrence Mohamed Khider, était un opposant algérien assassiné par les services algériens à Madrid en 1967. Bien sur cette convocation humiliante et insolite a mis Boumediene hors de lui, l'ambassadeur de Suisse à Alger est reçu par Boumediene. Une audience houleuse où le président Boumediene a traité le procureur général helvétique de raciste. Il a demandé à l'ambassadeur : « Est-ce que votre procureur aurait eu la même audace si c'était le président français, Giscard D'Estaing ? ». Devant la maladresse du président qui considérait que les décisions de justice d'un Etat

comme la Suisse sont prises de la même façon que celles de la justice algérienne, les services de sécurité se chargèrent de réparer cette mésaventure en suppliant l'ambassadeur de Suisse de se taire et de ne pas rapporter cet incident à son gouvernement, chose qui s'est faite. Quelques mois plus tard, le président Boumediene succomba à une longue maladie et le procureur était obligé de classer cette affaire.

10.9— L'affaire Gafsa[74]

Au cours de l'instruction sur l'insurrection de Gafsa, l'enquête a révélé l'implication directe de la Sécurité militaire algérienne dans l'affaire. Une insurrection qui a duré une semaine. Il a fallu une intervention d'appui des troupes françaises pour que l'armée arrive à bout de cette insurrection. Voici les faits:

Durant la nuit du 26 janvier 1980, un groupe armé d'une cinquantaine d'hommes composé uniquement de Tunisiens attaque à l'arme lourde la ville minière de Gafsa, dans le Sud ouest de Tunisie. Le commando utilise une radio pirate et exhorte les citoyens à sortir pour manifester leur soutien.

Le 27 janvier, le commando déclare dans un communiqué à l'AFP : « L'Armée de Libération de Tunisie intervient à ce second anniversaire du massacre sanglant perpétré par le régime tunisien le 26 janvier 1978 ; c'est le point de départ d'un mouvement qui aboutira finalement à la libération du pays de la dictature du Parti socialiste destourien (PSD) et de la domination coloniale ».

Le même jour, le commando s'empare de la caserne de la ville et l'armée libyenne entame une manœuvre d'intimidation à la frontière. L'armée tunisienne met onze heures pour entrer dans la

ville. Le 28 janvier, la France apporte un soutien logistique et militaire à la Tunisie par l'envoi d'avions de transport, d'hélicoptères Puma, d'un groupe de conseillers militaires, de trois bateaux de guerre et leur escorte de cinq sous marins. L'aide des Etats-Unis et du Maroc arriveront un peu plus tard.

Le 30 janvier, Bourguiba rompt ses relations diplomatiques avec la Libye. Le 3 février, l'armée tunisienne reprend le contrôle de la ville au prix de 48 morts et plus d'une centaine de blessés. Le bilan officiel des autorités tunisiennes fait état de 4 morts et de 45 prisonniers chez les insurgés, de 15 morts et de 16 blessés chez la population, de deux morts et de 96 morts chez les forces de l'ordre. Le bilan réel des événements a été plus lourd. Le 4 février, des manifestants libyens incendient l'ambassade de France à Tripoli et le Centre culturel français de Benghazi est attaqué. Le 6 février, le chef du commando, Ahmed Mergheni est arrêté en compagnie d'Azzedine Chérif et Larbi Akremi. Le 7 février, la Libye accuse la Tunisie de constituer un nouveau pont impérialiste en Afrique. Le président Chadli déclare pour sa part que le gouvernement algérien suit avec préoccupation toute présence de forces étrangères à ses frontières.

L'enquête a révélé que le financement, l'équipement et l'organisation logistique étaient algéro-libyens. La SM algérienne aurait fourni des armes et de l'argent (300 000 dollars). Trente des attaquants venant de Tripoli sont arrivés à Alger via Beyrouth et Rome pour franchir après la frontière aux abords de Tébessa. D'autres sont arrivés à Tunis via Marseille et Rome. Tous ont séjourné à Gafsa clandestinement. Le commando devait se proclamer gouvernement révolutionnaire et attendre le cas échéant de l'aide de l'extérieur.

L'enquête a permis l'arrestation de 300 personnes dont 59 ont été différés devant la Cour de sureté d'Etat. Sept autres personnes en état de fuite ont été aussi différées devant la même Cour. Le quotidien algérien *El Moudjahid* du 23 mars 1980 a révélé que les autorités tunisiennes étaient au courant du complot mais elles n'ont rien fait pour l'arrêter. Le jugement de l'affaire a donné 15 condamnations à mort dont deux par contumace, 25 condamnations aux travaux forcés à perpétuité et diverses peines de prison et de travaux forcés, ainsi que 20 acquittements. Malgré de nombreuses protestations internationales, le 17 avril, les condamnés à morts ont été exécutés par pendaison. Amar Dhaou, un des condamnés à mort par contumace, confirme au journal *Libération* du 18 avril 1980 la connaissance par les services tunisiens du complot mais il a été décidé de laisser faire. La Sécurité militaire algérienne a sacrifié quelques sous-officiers dont Smoun Boualem et Abdelhak Kaci pour faire croire à des actes isolés sans connaissance de leur hiérarchie. Smoun est devenu gérant de Kattani et Kaci est devenu chargé d'affaires de Smaïn. Tandis que les services secrets libyens ont noué des liens avec la famille de l'épouse du président Chadli.

10.10— « Farewell », Thomson, Belloucif et la SM

L'affaire « Farewell » est l'une des plus grandes affaires d'espionnage effectué par les services occidentaux en Union soviétique au cours du siècle dernier. Au début de 1981, les services secrets français (DST) ont réussi à retourner un lieutenant colonel du KGB à leur profit. L'intermédiaire dans cette affaire n'est autre qu'un responsable de Thomson, ami du colonel soviétique. Le chargé du pôle soviétique à ce moment là n'est autre que Raymond Nart, considéré comme l'un des meilleurs connaisseurs français de l'establishment algérien. Quelques mois après la mise sur pied par la

DST de la stratégie de contact avec le lieutenant colonel Vladimir Vertov, nom de code « Farewell », au cours d'une des rencontres entre l'espion soviétique et l'attaché militaire français dans un parc à Moscou, l'attaché militaire algérien à Moscou qui se trouvait ce jour là dans ce parc surprend les deux hommes en discussion.

La question est très simple : est-ce que la programmation d'une rencontre dans un parc que fréquente notre espion n'est pas préméditée par la DST, du moment où les deux attachés militaires se connaissaient. En plus, en connaissant la fiche personnelle[75] de cet ancien maquisard, répertorié comme un borgne pour avoir reçu une balle au cours de la guerre de libération, la DST n'a-t-elle pas voulu impliquer l'Algérie dans une affaire internationale en faisant croire à son attaché militaire qu'il est lui aussi un bon espion. Quelques jours après, l'attaché militaire algérien est invité à Paris. Une rencontre où l'attaché militaire algérien est mis dans la confidence mais certainement les Français ne l'ont pas mis dans tous les détails de l'affaire. Quelques temps après, la France propose à l'Algérie un contrat pour lui vendre des équipements militaires et civils de couverture aérienne de 36 milliards de francs français. Alors que jusque là, la France s'est toujours refusée d'apporter une aide militaire quelconque à l'Algérie à cause du problème du Sahara occidental. La raison d'Etat dans cette affaire dépasse très largement les limites du politique. Pour entretenir un espion comme « Farewell », la France avait certainement besoin de beaucoup de liquidité. Connaissant la limite et le manque d'intelligence des nouveaux locataires d'El Mouradia pour avoir été des sous-officiers dans l'armée française, la DST n'a-t-elle pas usé de ruse pour leur faire croire à un Noël avant la date. En plus, vu la ferveur et l'enthousiasme affiché par Larbi Belkheir pour conclure ce contrat au détriment des intérêts algériens pose problème.

Belkheir ne serait- il pas un agent appartenant aux services français ?

Alerté par Abdelhamid Brahimi, ministre de la Planification, le général Mostefa Belloucif, secrétaire général du ministère de la Défense, prend les choses au sérieux et essaye de comprendre pourquoi la France a décidé de vendre un matériel militaire à l'Algérie[76]. En 1984, le commandement de l'armée remet un rapport technique à Chadli justifiant le refus de l'offre Française. Furieux, Larbi Belkheir a tout fait pour convaincre Chadli du contraire. Suite à une visite d'un général français, dépêché par Mitterrand pour relancer le contrat, Larbi Belkheir organise un diner à son honneur et il y invite Belloucif. Lors de ce diner, le général Belloucif réitère son refus de l'achat du matériel de transmission et justifie son rejet par une argumentation technique et structurelle. Une conversation houleuse entre Belloucif et Belkheir a été même engagée devant le général français. Avant de se lever, Belloucif lance à Belkheir : « Si c'est la volonté du président, alors pourquoi vous êtes venu me voir ? ». Un affront commis devant un général Français que Belkheir ne pardonnera pas. Pour rappel, à cette période la balance commerciale de la France connaissait un déficit structurel. La prise du pouvoir réel par les DAF est lancée. L'élimination du général Belloucif était une étape décisive. D'où proviennent les pièces à convictions fournies à Chadli par Belkheir, les fameuses cassettes vidéo sur Belloucif enregistrées à son insu lors de visites privées à Paris ? On ne peut pas croire que ces preuves sont l'œuvre des services secrets algériens. Belloucif constituait un obstacle certain pour Belkheir et son élimination n'est qu'une suite logique pour mettre la main sur l'armée et ses services secrets. En 1986, alors qu'il était chef d'état-major, Belloucif sera écarté de ses fonctions. En 1987, il sera mis en retraite. Dix ans après avoir refusé de financer l'affaire « Farewell », Belloucif sera jugé et condamné à

12 ans de prison pour un détournement de soixante dix millions de Francs. L'auteur l'ayant rencontré à l'intérieur de la prison de Blida, Belloucif a toujours refusé de passer pour un voleur. Il a toujours dit que son arrestation et sa mise en écart de l'armée algérienne ont été orchestrées par des services étrangers.

10.11— L'affaire Georges Ibrahim Abdallah[77]

Pour réussir à comprendre le degré d'implication des services secrets algériens dans l'affaire de Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Factions armées révolutionnaires libanaises (FARL), il est impératif de savoir qui sont les FARL ?

Les FARL ne sont autres qu'un sous-produit du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache. Dans son livre mémoire, *Les révolutionnaires ne meurent jamais*, Georges Habache donne un petit aperçu comment à partir de 1975 Boumediene s'est approché du FPLP pour, après, lui apporter son soutien. Parmi les formes de soutien, l'Algérie a décidé d'accorder des bourses aux étudiants du FPLP. Pour rappel, l'organisation de « Septembre noir » était aussi un sous-produit du FPLP. Mohamed Boudia, haut responsable du FLN durant la révolution algérienne, était un cadre de cette organisation. Il a été assassiné par le Mossad à Paris en 1974.

Les FARL sont nés justes après les accords de Camp David. Leur lieu de naissance est le village de Koubeihat, situé dans le nord du Liban à quelques kilomètres de Tripoli. L'organisation est constituée d'un groupe de copains, tous âgés d'une vingtaine d'années, donc difficile à filtrer, avec un idéal de gauche progressiste et révolutionnaire. Le combat de l'organisation est orienté contre Israël et son protecteur les Etats-Unis.

Dans les années 1980, les FARL ont revendiqué plusieurs attentats en France. Parmi ces attentats, la tentative d'assassinat contre le diplomate américain en poste à Paris Addison Chapman, l'assassinat de l'attaché américain, Charles Ray en janvier 1982, l'assassinat du deuxième secrétaire de l'ambassade d'Israël, Yacov Barsimentov en avril 1982. Les FARL ont revendiqué aussi les deux voitures piégées qui ont explosé en aout et septembre 1982 à Paris, ainsi que la tentative d'assassinat du vice-consul américain à Strasbourg en mars 1984, Robert Homme.

En octobre 1984, quand Georges Abdallah a été arrêté par la DST à Lyon, il était en possession d'un vrai passeport algérien, délivré par la daïra de Sidi M'Hamed au nom de Saadi Abdelkader.

La DST, dont les liens se sont consolidés avec la Sécurité militaire algérienne depuis l'affaire « Farewell », demande à leurs homologues algériens des explications sur le détenteur et la délivrance du passeport.

La Sécurité militaire va non seulement donner toutes les explications sur les FARL et Abdallah, mais elle va aussi permettre à la DST de confirmer les liens existants entre les FARL et Action directe. Malgré cela les charges qui pesaient à ce moment là sur George Ibrahim Abdallah étaient très minces : détention et usage de faux papiers. La DST fait en sorte de trainer l'instruction. En recrutant son avocat, Muselier, la DST espérait mettre la main sur des preuves qui pourront l'envoyer en prison pour une longue durée et surtout démanteler des réseaux dormants susceptible de frapper à n'importe quel moment pour exercer des pressions afin qu'Abdallah retrouve sa liberté.

Après avoir observé une prudence extrême pour ne pas compliquer l'affaire de leurs copains, les FARL décident de passer à l'action en enlevant le directeur du Centre culturel français à Tripoli le 23 mars 1985, Gilles Sydney Peyrolles. Avec cet enlèvement, les FARL veulent tout simplement arriver à un échange de prisonniers. La DST demande à la Sécurité militaire algérienne d'intervenir pour trouver une solution. Des agents algériens sont dépêchés au Liban et un agent en France pour rencontrer Abdallah en prison. Ayant compris que cette longue détention sans inculpation jusque là n'est due certainement qu'à une coopération entre la SM et la DST, Abdallah refuse de coopérer avec l'agent algérien. Alors les émissaires dépêchés à Beyrouth ont réussi à entrer en contact avec Georges Habache, leader du FPLP, et avec Bessam Abou Charif, un cadre du FPLP, certainement la tête pensante des FARL. Une fois à Tripoli, des contacts ont été établis avec les kidnappeurs. Un échange est exigé et l'Algérie est désignée comme garant de cet échange. Pour les millions de citoyens arabes, l'Algérie est le pays qui a combattu la France, le pays du million et demi de martyrs. Mais ce que ne savent pas les peuples arabes, c'est qu'à partir de 1979, les DAF se sont emparés du pouvoir en Algérie.

Smaïn Lamari et Lakhal Ayat ont engagé la parole de l'Algérie. La suite est connue. Le jour de la libération de Gilles Sydney Peyrolles, la DST fait une descente dans un appartement à la rue de la Croix à Paris ; elle découvre dans une malle au côté d'un arsenal de guerre, de tracts de propagande, une pièce d'identité de George Ibrahim Abdallah et un fusil mitrailleur 7,65 d'origine tchèque dont les experts allaient dire que c'était l'arme utilisée pour l'assassinat de Robert Charles Ray et de Yacov Barsimentov. Pour rappel, l'assassin de Yacov est une femme. Abdallah est inculpé de complicité d'assassinat et de tentative d'assassinat. Il sera condamné en mars 1987 à la prison à la perpétuité assortie d'une peine de

sureté de vingt deux ans. Le fusil vient de changer d'épaule au Liban. Le Hizbollah fait son apparition, les services arabes le courtise et traite des affaires à son nom. Peut-être c'est l'une des explications, pourquoi en 2007, vingt trois ans après son arrestation et vingt ans après sa condamnation, Abdallah se voit refuser une demande de libération conditionnelle.

10.12— Abou Nidal et l'affaire Silco[78]

Après avoir essayé de sous-traiter cette affaire à la DST durant trois ans en tenant à l'écart les services français de certaines informations, la Sécurité militaire algérienne s'est vue doublée dans l'affaire Silco par un simple cadre de l'organisation d'Abu Nidal qui a décidé de sous-traiter ces informations à la DST en guise de remerciements du refuge que l'Algérie lui a offert durant les années où Abou Nidal faisait une purge dans les rangs des cadres de son organisation.

Pour cerner le rôle joué par les services algériens dans l'affaire Silco, un petit récapitulatif du curriculum-vitae d'Abou Nidal parait indispensable pour une meilleure compréhension de cette affaire.

Abou Nidal, Mouslemeh pour ses intimes, né Banna à Jaffa en 1937, fils d'un grand propriétaire foncier musulman, exilé en 1948 avec sa famille. Il s'établit dans divers pays arabes. En 1967, il rejoint le Fatah. Il devient représentant de l'OLP à Khartoum, puis à Baghdad. En 1974, il intègre la direction de l'OLP. Puis il crée le Fatah-Conseil révolutionnaire (Fatah-CR) et se saisit des avoirs du Fatah à Baghdad. Abou Nidal est condamné à mort par l'OLP qui l'accuse d'être de connivence avec le Mossad. Son groupe se charge de l'exécution des membres de l'OLP coupables de rapprochement avec la gauche pacifiste israélienne. Il sera derrière l'assassinat de

Saïd Hammami à Londres et d'Ezzedine Kelak à Paris en 1978, de Naim Khade à Bruxelles en 1981. Il sera derrière l'attentat qui a blessé l'ambassadeur d'Israël à Londres en 1981. Cet attentat servira de prétexte pour l'invasion du Liban par Israël. En 1983, il sera derrière l'assassinat au Portugal d'Issam Sartaoui, le contact d'Arafat avec la gauche israélienne. Son groupe sera derrière plusieurs attentats dont les attentats des aéroports de Rome et de Vienne en 1985, Anvers en 1980 et la rue des Rosiers à Paris en 1982. Il quitte Damas et s'installe en Libye en 1985. En 1991, il exécute Abou Iyad pour le compte de Saddam. Il s'oppose aux Accords d'Oslo en 1993. Abou Nidal est devenu l'un des hommes les plus recherchés du monde. Avec la mondialisation et l'écroulement du bloc de l'Est, l'homme est devenu indésirable ; il se cache. Il est signalé un partout dans le monde arabe. En Aout 2002, Saddam l'exécute pour plaire aux Etats-Unis. Le Département de l'Etat américain lui attribue plus de 100 attentats qui ont provoqué plus de 250 morts dans le monde.

En 1987, selon la version officielle, le yacht Silco est détourné au large de la Bande de Gaza et il a fait voile vers la Libye avec huit otages. Abou Nidal revendique le rapt des huit personnes. La DST entre en contact avec la Sécurité militaire algérienne pour libérer les otages. Sachant qu'entre 1984 et 1985, c'est par l'intermédiaire de la SM que la DST a entretenu des contacts secrets avec Abou Nidal afin d'éviter à la France les foudres du Fatah-CR. Après quelques contacts organisés en France avec certaines personnes proches du groupe d'Abou Nidal, la SM a organisé une rencontre à Club des Pins dans la banlieue ouest d'Alger entre Abou Nidal et certains responsables des services français. D'après Patrick Seal, le biographe d'Abou Nidal, en 1985 les autorités françaises aurait donné des visas à des membres du Fatah-CR, les ont soignés dans

des hôpitaux français, et leur ont donné des bourses universitaires…

La SM lance l'opération au nom de code « Yafa », faisant référence au village natal d'Abou Nidal. Une opération conduite par un lieutenant du colonel Smaïn Lamari. L'opération consistait à soutirer des informations sur les otages du Silco auprès de certains cadres du Fatah-CR qui étaient refugiés en Algérie pour ne pas se faire liquider par Abou Nidal. En 1987, Abou Nidal a entamé une purge au sein de son organisation qui a abouti à l'assassinat de plus de 160 membres de l'organisation dont certains formaient le noyau dur du Fatah-CR. Parmi les cadres qui se trouvaient à ce moment là en Algérie, il y avait Abderrahmane Aissa, dit Abou Samer, le cerveau des opérations du Fatah-CR et Abou Farah, le porte-parole du groupe. Les deux hommes informèrent les services algériens que le bateau Silco avait été arraisonné au large des côtes libyennes par les gardes du colonel Kadhafi, que les otages ont été transférés dans le camp d'Abou Nidal et que leur libération dépendait du bon vouloir des autorités libyennes. Ayant ces informations, la SM n'informe pas la DST. Ne voyant rien venir de leurs collègues algériens, les responsables de la DST entrent en contact avec les services palestiniens. C'est dans ce cadre qu'Abou Iyad, le patron des services palestiniens, prend contact et invite à Tunis Abou Farah en novembre 1989 pour assister à une réunion avec certains responsables de la DST. Au cours de cette réunion, la DST a réussi à soutirer un maximum d'informations à Abou Farah. C'est ainsi que la DST a pris contact directement avec les services de Kadhafi pour dénouer la situation et libérer les otages en se passant des services algériens. Pour Smaïn Lamari, Abou Farah n'aurait pas fait son déplacement à Tunis pour rencontrer la DST sans l'accord des autorités algériennes. Le 13 janvier 1990, Abou Nidal libère les quatre derniers membres de la famille Houtekins.

10.13— L'affaire du détournement du 747 de Koweït Airways[79]

Le 5 avril 1988, le vol 422 de Koweït Airways reliant Bangkok à Koweït est détourné par des pirates de l'air. L'avion transportait 96 passagers et 15 membres d'équipage. Au milieu des passagers, il y avait trois membre de la famille royale koweitienne, le prince Khaled Fadel El Sabah et ses deux sœurs. Les pirates feront une escale de quatre jours à Machhad en Iran. Une grande majorité des passagers seront libérés.

Le 9 avril, les pirates décident de reprendre le vol après avoir menacé de faire exploser l'avion. Quelques heures après, ils atterrissent à l'aéroport de Larnaka à Chypre. Le Koweït accusera plus tard l'Iran d'avoir fourni les pirates en armes et en munitions lors de son escale à Machhad, chose qui a été récusée par Larijani affirmant que le Koweït avait refusé que l'avion soit pris d'assaut. Lors de leur escale à Larnaka qui a duré quatre jours, les pirates vont demander à ce que le Koweït libère dix-sept détenus chiites arrêtés suite aux attaques qui ont touché les soldats français et américains au Liban. Le responsable de l'OLP à Chypre, Samir Abou Ghazal va jouer le rôle d'intermédiaire avec les pirates. Durant ces quatre jours les pirates vont exécuter deux passagers. Contre le ravitaillement de l'avion en kérosène, les pirates vont libérer douze personnes : 5 Koweitiens, 4 Egyptiens, 2 Palestiniens et un Jordanien. Mais ce ravitaillement n'a été effectué qu'après une communication téléphonique entre l'émir du Koweït et le président algérien. L'émir du Koweït avait demandé au président d'accueillir l'avion, un vœu formulé par les pirates. Le mercredi 13 avril 1988 à 3h05 (heure algérienne), le Boeing 747 de Koweït Airways atterrit à l'aéroport d'Alger. L'avion était attendu par Hadi Khediri, ministre de l'Intérieur algérien, ainsi par Bachir Rouis, ministre de

l'information, Rachid Benyelles, ministre des Transports, Abou El Iz, représentant de l'OLP à Alger et l'ambassadeur de Koweït à Alger. L'avion restera immobilisé à Alger durant une semaine. Les pirates vont même donner une conférence de presse le lundi 18 avril à trois journalistes (de l'APS, de l'AFP et du *New York Times*). Les pirates vont exiger de négocier avec Mohamed, un officier des services secrets algériens qui a été déjà l'interlocuteur lors de la prise d'otage du Boeing de TWA. Le mercredi 20 avril à 2h30 du matin, l'officier algérien monte dans l'avion. Quelques minutes après, les lumières de tout l'aéroport vont s'éteindre. Une rumeur d'une panne d'électricité a été propagée dans les rangs des dizaines de journalistes présents. Une fois l'électricité rétablie, les pirates n'étaient plus dans l'avion. Ils avaient pris place au bord de deux Peugeot 504 noires en compagnie de l'officier algérien. Le mercredi 20 avril, un communiqué d'une organisation inconnue (Organisation de la Justice Révolutionnaire – OJR) met en garde l'Algérie contre toute traitrise dans l'affaire. Ce communiqué permettra aux services algériens d'exfiltrer les huit pirates de l'air vers le Liban. Après un repos dans une résidence à Alger, les pirates vont bénéficier de passeports qui leur permettront de rejoindre le Liban via la Grèce et Chypre. Les services occidentaux ont imputé le détournement de l'avion Koweït Airways à Imad Moughniyé, un militant chiite qui a été identifié pour être l'auteur des attentats contre les ambassades américaine et française[80]. Les services algériens ne seraient pas étrangers à cette identification.

10.14— Carlos, la SM et la DGSE

Avant d'aborder la tentative avortée de son assassinat par la DGSE à la fin de l'année 1975 à Alger, un petit récapitulatif du curriculum-vitae de Carlos est nécessaire.

Illich Ramirez Sanchez, dit Carlos, est né le 12 octobre 1949 à Caracas au Venezuela. Fils d'un riche avocat communiste vénézuélien, Illich est le patronyme de Lénine. A 14 ans, il s'engage dans la Jeunesse communiste et, d'après le site Wikipedia, il suivra un peu plus tard des entrainements révolutionnaires au Cuba. En 1967, il s'installe à Londres avec sa mère. En 1968, il rejoint l'université Patrice Lumumba à Moscou. En 1970, il se fait expulser d'URSS pour avoir osé manifester avec certains étudiants arabes dans les rues de Moscou. Au cours de la même année, il rejoint le FPLP de Georges Habache. Il suit un entrainement dans les camps palestiniens en Jordanie. Au cours des années 1970 et 1980, Carlos sera derrière plusieurs attentats qui ont entrainé des dizaines de morts et de blessés.

En janvier 1994, quatorze Algériens seront impliqués dans une tentative d'assassinat du chef religieux soudanais Hassan Tourabi. Des agents du DRS sont impliqués dans cette opération. Au cours de l'interrogatoire le nom de Carlos est balancé. D'après certains islamistes, le nom de Carlos est balancé pour faire diversion et ne pas impliquer l'Algérie dans la tentative d'assassinat de Tourabi. Le 14 aout 1994, sur ordre du cheikh et d'Omar El Bachir, Carlos est arrêté par sa propre garde de protection et livré aux autorités françaises.

Il sera jugé et condamné à la prison à la perpétuité pour la fusillade de la rue Toullier, le 27 juin 1975, ou Michel Moukharbel, l'homme qui a succédé à Mohamed Boudia en Europe à la tête du FPLP et de l'organisation « Septembre noir », Raymond Dous et Jean Donatini, deux agents de la DST qui accompagnaient Moukharbel ont été exécutés.

Après la mort des deux agents de la DST à la rue Toullier, la France lance une chasse à l'homme contre Carlos. C'était la goutte qui avait fait déborder le vase, car Carlos n'était pas à son premier attentat en France. Il lui sera attribué entre autres l'attentat à la lance-roquette contre l'avion d'El Al le 13 janvier 1975 et la prise d'otages à l'aéroport d'Orly le 19 janvier 1975. C'était dans le cadre de l'enquête sur ces deux attentats que la descente à la rue Toullier a été effectuée après avoir réussi à retourner Michel Moukharbel, ce qui était facile pour la DST du moment où Moukharbel travaillait déjà pour le Mossad depuis juin 1973.

La traque de Carlos commence dans les années soixante-dix et le SDECE est chargé de le retrouver et de le liquider. Le 20 décembre 1975, financé par un Etat membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Carlos prend en otage 11 ministres et 70 personnes lors d'une réunion de l'OPEP à Vienne. Lors de leur intrusion dans la salle de conférence, une fusillade a éclaté et trois personnes sont tuées, un agent de sécurité irakien, un détective autrichien et le délégué libyen Youssouf Al Azmarly. Jans Joachim Klein, un des terroristes du groupe de Carlos, sera blessé. Carlos a choisi Belaid Abdeslam, le ministre algérien, pout être son interlocuteur. Après avoir obtenu la libération de la moitié des otages, l'Autriche offre un DC9 aux terroristes. Carlos décide de faire escale à Alger où il libère tous les otages non arabes (les iraniens ne sont pas compris), c'était le 21 décembre 1975. En contrepartie, le terroriste Klein est transporté dans un hôpital algérois pour des soins.

Le 22 décembre, lors de l'escale à Tripoli, Khadafi énervé par la mort de son délégué fait chambouler les plans de Carlos. Malgré cela Carlos libère une dizaine d'otages dont les ministres algérien et libyen. Lâché, Carlos décide de retourner à Alger. Après des

discussions menées par Bouteflika, émissaire personnel de Boumediene, Carlos décide de libérer le reste des otages dont le ministre saoudien, cheikh Yamani, et le ministre de l'Intérieur iranien, Anouzegar. Lors d'une interview accordée au *Nouvel Observateur*, Jans Joachim Klein, rapporte que le plan initial était l'exécution des deux ministres saoudien et iranien. Mais Carlos aurait touché dix millions de dollars et la protection de l'Algérie en contrepartie de leur libération. Une fois l'opération terminée, le commando aurait été hébergé quelque temps à Alger. Repéré par le SDECE, le service action lance une opération contre Carlos. Un des points de chute de Carlos était le cabaret Dar Es-Salam. Un commando du service action s'infiltre clandestinement à Alger. Mais les services secrets algériens ont déjoué l'opération[81].

10.15— Les tontons flingueurs

Quelques mois après sa nomination à la tête de la troisième région militaire, Betchine se voit confier la tête de la DCSA suite à une restructuration des services algériens. Cette nomination intervient à un moment où les services algériens étaient concurrencés sur le dossier palestinien par leurs homologues libyens. Mis à mal par quelques généraux, vétérans de la guerre de libération, qui demandaient sa tête en l'accusant d'être un agent au service d'une puissance étrangère, Belkheir voulait se faire oublier en nommant un des leurs à la tête de la DCSA.

Très bien infiltré dans la sphère politique algérienne, la DGSE profite d'une telle nomination pour doubler la DST en Algérie. Jean Charles Marcchiani se lie d'amitié avec Betchine. Une amitié qui gênerait au fil des années tous les plans concoctés par Belkheir et ses amis. Celui qui devrait lui servir de bouclier s'est avéré une arme redoutable. Après les événements d'octobre 1988, Betchine se voit

confier la tête de la police politique. Il décide, à partir de dossiers montés lors de son passage à la DCSA, de limoger Smaïn Lamari. Il l'accuse de connivence avec un service étranger. Belkheir intervient pour faire face à Betchine et nomme le lieutenant colonel Smaïn Lamari inspecteur général de la direction de l'armée, un service passé sous le contrôle du colonel Toufik. Voulant s'émanciper définitivement de Belkheir et de ses amis, Betchine a proposé au président Chadli un nouveau projet de restructuration des services algériens. En septembre 1990, Betchine est poussé à la démission.

Le colonel Toufik récupère un service restructuré et Smaïn Lamari devient en l'occurrence son numéro deux. En 1994, Liamine Zeroual, ministre de la Défense et chef de l'Etat, fait appel à Betchine et le nomme ministre conseiller. Une nomination qui fera éclater au grand jour le différend entre Belkheir et Betchine. Cette nomination n'a pas tardé de faire parler à nouveau de Betchine et de ses affaires. Ainsi, la presse française a accusé le duo Betchine-Marcchiani d'être derrière une vente importante d'armes à l'Iran en octobre 1994. Toujours d'après cette presse, Marcchiani était l'instigateur de la vente et son ami Betchine aurait fait jouer à l'armée algérienne le rôle d'intermédiaire. La presse algérienne ne tardera pas à révéler d'autres affaires liées aux deux hommes. Pendant quatre ans, les Algériens connaitront l'enfer dû à un différend entre deux généraux appartenant à deux clans différents. En 1998, Belkheir gagne la partie. Il pousse une fois de plus Betchine à la démission. Celle-ci sera suivie par celle de Zeroual. En avril 1999, Belkheir désigne Bouteflika comme successeur à Zeroual.

10.16— La débâcle irakienne[82]

Dans un communiqué diffusé par internet le 27 juillet 2005, Al Qaida en Mésopotamie revendique l'exécution de deux diplomates algériens : Ali Belaroussi et Azzedine Belkadi.

Le même jour le président Bouteflika adresse un message de condoléances aux deux familles en leur promettant que l'Algérie ne les oubliera pas et que les assassins payeront leur crime. Le chef de la diplomatie algérienne, Mohamed Bedjaoui, pour justifier la présence des deux diplomates en Irak déclarera qu'ils étaient en mission pour venir en aide aux Algériens qui avaient décidé de rester à Bagdad.

Certains vont faire porter le chapeau de l'exécution des deux diplomates aux deux cents Algériens qui font parie de l'organisation de Zerqaoui.

Le 23 juillet 2005, un communiqué du GSPC diffusé sur Internet se félicitait de « l'enlèvement des tyrans ».

Le 25 juillet, un nouveau communiqué du GSPC accuse Belaroussi d'être un ennemi de l'Islam et Belkadi d'être un officier supérieur des services secrets algériens ayant même participé aux massacres de Rais et Bentalha. D'après certains spécialistes du renseignement, si Belkadi est un officier des services algériens alors sa mission était l'infiltration du groupe Zerqaoui par l'intermédiaire des Algériens engagés à ses côtés.

Ceci explique peut-être pourquoi en juillet 2005, Bouteflika a demandé le remplacement de Smaïn Lamari, patron du contre-espionnage algérien, mais a reculé après que plus de 200 officiers

supérieurs du renseignement s'y sont opposés. Dès l'annonce de l'enlèvement, deux officiers supérieurs spécialistes de la lutte anti-terroriste étaient envoyés en Jordanie pour essayer de rentrer en contact avec les ravisseurs, mais en vain.

10.17— Espionnage, sexe et vidéo[83]

Accusé de divulgation d'informations secrètes sur l'armée algérienne et sur des affaires économiques ayant trait à la sécurité de l'Etat, l'ancien vice-consul à Casablanca a été condamné le 29 juin 2005 par le tribunal d'Alger à cinq ans de prisons. Selon l'arrêt de renvoi, le diplomate aurait à diverses reprises entre 2000 et 2002 rencontré un haut fonctionnaire marocain dans un estaminet public pour lui fournir certaines informations sur l'armée algérienne.

Nommé vice-consul à Rabat en 1999, puis vice-consul à Casablanca, le diplomate algérien tombe dans l'un des plus anciens pièges d'espionnage. Une liaison extraconjugale filmée (deux cassette vidéo) avec une espionne marocaine, le diplomate a été soumis au chantage. Contre la non divulgation des films, le vice-consul A.R. a été obligé de fournir des renseignements ultra-sensible concernant le fonctionnement des services extérieurs du DRS, de la DDSE en territoire marocain ainsi que sur les activités de l'ancien ambassadeur au Maroc Boualem Bensaiah (ancien « Malgache », actuellement président du Conseil constitutionnel), des renseignements sur le personnel militaire et des données économiques sur l'état de l'investissement algérien au Maroc.

Malgré cela, le diplomate n'a pas été inculpé pour haute trahison. Le DRS aurait été au courant des agissements du diplomate et l'aurait manipulé en lui fournissant de faux renseignements. Le diplomate était tout simplement devenu un agent du DRS sans le

savoir. Son innocence était la meilleure couverture que peut espérer le DRS dans une guerre sans merci qui l'oppose aux services marocains.

CONCLUSION

Depuis l'indépendance, le pouvoir réel en Algérie est exercé par le bras politique de l'armée, la fameuse sécurité militaire. Le pays vit au rythme des guerres civiles, des assassinats politiques, des arrestations arbitraires, de la torture, des disparations forcées, du terrorisme, des massacres et de la corruption à grande échelle où certains généraux et leurs valets ont amassé des fortunes colossales : d'après certains analystes, les avoirs des Algériens en Occident dépassent actuellement les 100 milliards de dollars.

Le DRS qui a autorité sur tous les services de sécurité, au lieu de jouer son rôle de protecteur de l'Algérie et de l'intérêt de son peuple fait tout à fait le contraire. Il continue à protéger un système sous les ordres d'officines occultes.

Dans les années 60, 70 et 80 du siècle dernier, sous le couvert de la lutte anti-impérialiste, Alger était le refuge idéal des plus grands noms du terrorisme international (Carlos, Txomin, Abu Nidal…). La sécurité militaire offrait gîte, couvert et cabaret à ses hôtes.

En janvier 1992, le chef des services secrets et son adjoint on fait partie du fameux « Cabinet noir » qui a conduit le coup d'Etat. Depuis, le DRS a un regard sur toutes les nominations (du président de la république au simple élu). La sortie médiatique de l'ancien premier ministre et membre du cabinet noir, Sid-Ahmed Ghozali, confirme cette hypothèse, en allant jusqu'à se faire qualifier de harki du système.

Sans aucun projet politique et économique, les responsables des services décidèrent de s'approprier l'Algérie et ses richesses en attirant ainsi tous les vautours de la planète à la recherche du gain facile. Pour empêcher toute révolte, ils utilisèrent une ancienne formule coloniale « arrestation-torture-déportation-infiltration-attentat ». Ils ont été aidés dans cette tâche par l'imam du DRS Sahnouni qui créa en 1993, avec Layada, le GIA[iii].

La création du GIA facilitera la tache des généraux de vendre la formule du « péril vert aux portes de l'Europe » auprès des chancelleries étrangères à Alger. Le détournement de l'Airbus, les attentats de Paris et l'assassinat des moines pousseront la France et l'Occident à une meilleure coopération avec les putschistes.

L'arrivée de Bush junior à Washington et les attentats du 11 septembre seront du pain béni pour les généraux algériens. Le GSPC d'El Para et l'AQMI d'Abu Zeid vont faciliter l'installation de la CIA (Tamanrasset) et la NSA (Illizi) dans le Sahara algérien.

Pour mettre un terme à cette gérance anarchique de l'Algérie et la mise en danger de son indépendance, l'instauration d'un régime

[iii] « Le travail que fournira Layada laissera perplexe plus d'un spécialiste. Malgré ses capacités intellectuelles assez réduites, il a réussi en quatre mois seulement à créer, implanter et fédérer des groupes armés à travers tout le territoire national, il a fourni les moyens matériels (communication, armes et argent) et a trouvé des hommes. Il partagera l'Algérie en régions, chaque région en zones, chaque zone en katibas («compagnies») qui seront partagées en nombre de sarayas (« cellules »). En janvier 1993, quand Layada s'est proclamé chef des groupes islamiques, il savait qu'il contrôlait la quasi-totalité des groupes sur l'ensemble du territoire national. Génie militaire ou simple tôlier au service du DRS ». *L'Algérie des Généraux* (Max Milo, 2007)

démocratique est nécessaire avec un parlement représentatif, librement élu qui élabore une Constitution adaptée au nouveau millénaire. Un parlement qui aura un droit de contrôle sur les services de sécurité pour éviter toutes les dérives. Un tel système existe aux Etats-Unis depuis 1977 et en Allemagne depuis 1979.

L'armée doit se désengager de la politique et assurer ses missions constitutionnelles. Elle ne doit plus imposer ni président, ni élu au peuple. Il faut une justice indépendante qui ne soit plus soumise aux désirs des chefs. Les libertés fondamentales, individuelles et collectives doivent être respectées, et la torture abolie. L'Algérie mérite pour le sacrifice de ses enfants une presse libre, non inféodée, non manipulée par les services secrets, plurielle et dynamique. Les médias lourds (télévision et radio) doivent être libérés et ouverts à l'initiative privée. L'Algérie doit être soignée de son mal le plus profond, la corruption, en restaurant les valeurs perdues sur l'autel des différents pouvoirs. La corruption ne doit pas être des dossiers entre les mains de certaines personnes pour faire pression sur d'autres et vice versa. Les coupables doivent être sévèrement châtiés.

On doit laisser le peuple en paix et arrêter son humiliation (exil, terrorisme, suicide collectif, harraga…). Il y a assez de richesse en Algérie pour qu'il puisse vivre dignement.

Cigles cités

AACC : Association algérienne de lutte contre la corruption
AFL-CIO : American federation of labor and congress of industrial organizations
AIS : Armée islamique du salut
ALN : Armée de libération nationale
ANP : Armée nationale populaire
ANR : Alliance nationale républicaine
AQMI : Al-Qaida au Maghreb islamique
BB : Brigade blindée
BCIA : Banque commerciale et industrielle d'Algérie
BND : Bundesnachrichtendienst (Service fédéral de renseignement en Allemagne)
BRC : Brown & Root-Condor
BRQ : Bulletins de renseignements quotidiens
BSS : Bureau des services de sécurité
CCE : Comité de coordination et d'exécution
CCLAS : Commandement de coordination de la lutte contre les activités subversives
CEP : Certificat d'études primaires
CIA : Central intelligence agency
CMI : Centre militaire d'investigation
CNCPPDH : Commission nationale consultative pour la protection et la promotion des droits de l'homme
CNEC : Coordination nationale des enfants de chouhada
CNRA : Conseil national de la révolution algérienne
COB : Commandement des opérations de base
COOPAWI : Coopérative agricole de wilaya
CPA : Crédit populaire d'Algérie
CPMI : Centre principal militaire d'investigation
CR : Conseil de la révolution
CRI : Centre de recherche et d'investigation

CRUA : Comité révolutionnaire d'unité et d'action
CTR : Centre technique de remboursement
CTRI : Centre territorial de recherche et d'investigation
CU : Comité universitaire
DADS : Département des affaires de défense et de sécurité
DAF : Déserteur de l'armée française
DCE : Direction du contre-espionnage
DCLG : Direction centrale des liaisons générales
DCSA : Direction centrale de la sécurité de l'armée
DCSM : Direction centrale de la sécurité militaire
DDR : Direction de la documentation et de la recherche
DDSE : Direction de la documentation et sécurité extérieure
DEI : Direction des études internationales
DGD : Direction générale des douanes
DGED : Direction Générale des Études et de la Documentation au Maroc
DGDS : Direction générale de la documentation et de la sécurité
DGM : Direction du génie militaire
DGPC : Direction générale de la protection civile
DGPS : Direction générale à la prévention et à la sécurité
DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure
DGSN : Direction générale de la sûreté nationale
DIA : Defense intelligence agency
DLCG : Département des communications et liaisons générales
DOP : Détachement opérationnel de protection
DPU : Dispositif de protection urbaine
DRE : Direction des relations extérieures
DRS : Département du renseignement et de la sécurité
DSA : Direction de la sécurité de l'armée
DST : Direction de la surveillance du territoire
DVCR : Direction de vigilance et du contre renseignement
ENA : Etoile nord-africaine
ENITA : Ecole nationale des ingénieurs et techniciens d'Algérie
ETA : Euskadi Ta Askatasuna (Pays basque et liberté)

FARL : Factions armées révolutionnaires libanaises
Fatah-CR : Fatah-Conseil révolutionnaire
FBI : Federal bureau of investigation
FFS : Front des forces socialistes
FIS : Front islamique du salut
FLN : Front de libération nationale
FNLA : Front national de libération de l'Angola
FPLP : Front populaire de libération de la Palestine
FRELIMO : Frente de Libertação de Moçambique (Front de libération du Mozambique)
FTUC : Free trade union committee
GAL : Grupos Antiterroristas de Liberación (Groupes antiterroristes de libération en Espagne)
GIA : Groupe islamique armé
GIS : Groupe d'intervention spéciale
GPRA : Gouvernement provisoire de la république algérienne
GSPC : Groupe salafiste pour la prédication et le combat
HCE : Haut Comité d'Etat
HCS : Haut conseil de sécurité
IGF : Inspection générale des finances
JRA : Armée rouge japonaise
KBR : Kellogg Brown & Root
KGB : Comité pour la sécurité de l'Etat – Service de renseignement soviétique
LADDH : Ligue algérienne de défense des droits de l'homme
LDH : Ligue des droits de l'homme
MAJD : Mouvement algérien pour la justice et le développement
MALG : Ministère de l'armement et des liaisons générales
MAOL : Mouvement algérien des officiers libres
MARG : Ministère de l'armement et du ravitaillement général
MDA : Mouvement pour la démocratie en Algérie
MDJT : Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad
MDN : Ministère de la défense nationale
MDRA : Mouvement démocratique pour le renouveau algérien

MEI : Mouvement pour l'Etat islamique
MIA : Mouvement islamique armé
MLGC : Ministère des liaisons générales et des communications
MNA : Mouvement national algérien
MOREHOB : Mouvement révolutionnaire des hommes bleus
MPLA : Mouvement populaire de libération de l'Angola
MTLD : Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques
NSA : National security agency
OAS : Organisation de l'armée secrète
OCFLN : Organisation civile du front de libération nationale
OJAL : Organisation des jeunes algériens libres
OJR : Organisation de la justice révolutionnaire
OLP : Organisation de libération de la Palestine
ONU : Organisation des Nations unies
OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole
OS : Organisation spéciale
OSS : Office of strategic services
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAGS : Parti d'avant-garde socialiste
PAIGC : Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert
PC : Poste de commandement
PCF : Parti communiste français
PCO : Poste de commandement des opérations
PJ : Police judiciaire
PPA : Parti du peuple algérien
PRS : Parti de la révolution socialiste
PSD : Parti socialiste destourien
RASD : République arabe sahraouie démocratique
RCD : Rassemblement pour la culture et la démocratie
RG : Renseignements généraux
RLC : Renseignement, liaison et communication
RND : Rassemblement national démocratique

SAVAK : Sāzmān-e Ettelā'āt va Amniyat-e Keshvar (Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale en Iran au temps du Chah)
SDECE : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage
SM : Sécurité militaire
SOA : Soldats de l'opposition algérienne
Sonacome : Société nationale de construction mécanique
Sonatrach : Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation, et la commercialisation des hydrocarbures
Sonelgaz : Société nationale de l'électricité et du gaz
Sonipec : Société nationale des industries des peaux et cuirs
SPJ : Service de la police judiciaire
SSP : Service spécial de la prospection
UGEMA : Union générale des étudiants musulmans algériens
UGTA : Union générale des travailleurs algériens
UNEA : Union nationale des étudiants algériens
USTHB : Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene
ZAA : Zone autonome d'Alger

Références

[1] Gilbert Meynier. *Histoire intérieure du FLN (1954-1962)*. Fayard 2002. p. 475.
[2] Ibid.
[3] Roger Faligot, Rémi Kauffer. *Les Maîtres espions, de la guerre froide à nos jours : Histoire mondiale du renseignement au XXe siècle*. Laffont 1979. Roger Faligot et Pascal Krop, *La Piscine : les services secrets français : 1944-1984*, Seuil 1985.
[4] Roger Faligot, Rémi Kauffer. Op. cit.
[5] Benjamin Stora. *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens*. L'Harmattan 1985. Mohamed Harbi. Le FLN, mirage et réalité, *Jeune Afrique*, 1980 et 1984.
[6] Hanafi Taghmout. *L'affaire Zeghar, déliquescence d'un Etat l'Algérie sous Chadli*.Publisud 1994.
[7] Hanafi Taghmout. Op. cit. Gilbert Meynier. Op. cit. p. 590.
[8] Gilbert Meynier. Op. cit. p. 579.
[9] Roger Faligot, Rémi Kauffer. Op. cit.
[10] colonelchabani.com
[11] Hanafi Taghmout. Op. cit.
[12] agirpourlalgerie.com
[13] Achour Cheurfi. *La Classe politique algérienne*, Casbah Editions 2006.
[14] Benjamin Stora. Op. cit. Achour Cheurfi. Op. cit. Roger Faligot, Rémi Kauffer. Op. cit.
[15] Achour Cheurfi. Op. cit.
[16] Mohamed Fathi Dib. *Abdel Nasser et la Révolution algérienne*. L'Harmattan 1986. Achour Cheurfi. Op. cit.
[17] Hanafi Taghmout. Op. cit.
[18] Roger Faligot, Rémi Kauffer. Op. cit. Michel Naudy, *Un crime d'Etat, l'affaire Mécili*, Albin Michel 1993.
[19] Achour Cheurfi. Op. cit. Roger Faligot, Rémi Kauffer. Op. cit.
[20] Achour Cheurfi. Op. cit.
[21] Achour Cheurfi. Op. cit.

[22] Hichem Aboud. *La Mafia des généraux*. Jean-Claude Lattès 2002. Wikipedia.
[23] Ibid.
[24] Ibid.
[25] Gilbert Meynier. Op. cit.
[26] Annuaire d'Afrique du nord 1965.
[27] Ibid.
[28] Ibid.
[29] Ibid.
[30] Christopher Andrew, Vassili Mitrokhine. *Le KGB contre l'Ouest : 1917-1991*. Fayard 2000.
[31] Roger Faligot et Pascal Krop. Op. cit.
[32] Hanafi Taghmout. Op. cit.
[33] maol.org
[34] Roger Faligot et Pascal Krop. Op. cit.
[35] *El Watan* aout/octobre 2006.
[36] *El Khabar* et *El Watan* Juillet 1998.
[37] Khalfa Mameri. *Abane Ramdane, héro de la guerre d'Algérie*. L'Harmattan, Paris 1998. Yves Courrière. *La Guerre d'Algérie, 1957-1962 : l'heure des colonels, les feux du désespoir*. Fayard 2001. Mohamed Harbi. Op. cit.
[38] Mohamed Harbi. Op. cit. Mohamed Fathi Dib. Op. cit. Gilbert Meynier. Op. cit.
[39] M'Hamed Yousfi. *Le pouvoir 1962-1978. Face voilée de l'Algérie*. Serra-graphic 1992.
[40] Hocine Ait Ahmed. *L'Affaire Mécili*. La Découverte 1989.
[41] Hocine Ait Ahmed. Op. cit.
[42] Khaled Nezzar. *Algérie. Echec à une régression programmée*. Publisud 2001.
[43] Achour Cheurfi. Op. cit.
[44] Hichem Aboud. *Le Nouvel Observateur* du 14 juin 2001.
[45] Mohamed Mokaddem, alias Anis Rahmani. *Les Afghans d'Algérie, de la Djamaâ à El Qaïda*. ANEP 2002.
[46] Youcef Zirem. *Algérie - La guerre des ombres*. Editions complexes 2002. Mohamed Samraoui. *Chronique des années de sang*. Denoël 2003.

[47] Mohamed Samraoui. Op. cit.
[48] maol.org
[49] Mohamed Samraoui. Op. cit. maol.org
[50] Lyes Laribi. *L'Algérie des Généraux*. Max Milo 2007.
[51] El Watan du 12 octobre 2009.
[52] *El-Watan* du 10 février 2008.
[53] algeria-watch.org
[54] Jeremy Keenan. *Germaneau : la main de l'Algérie dans le fiasco militaire français*. Rue89. 9 aout 2010.
[55] Lounis Aggoun et Jean-Baptiste Rivoire. *Francalgérie, crimes et mensonges d'Etats : Histoire secrète, de la guerre d'indépendance à la deuxième guerre d'Algérie*. La Découverte 2005.
[56] Abdelkader Tigha, Philippe Lobjois. *Contre-espionnage algérien : notre guerre contre les islamistes*. Nouveau Monde Editions. 2008. algeria-watch.org
[57] Abderrahmane Farès. *La cruelle vérité : l'Algérie de 1945 à l'indépendance*. Plon 1982.
[58] M'Hamed Yousfi. Op. cit.
[59] Ibid.
[60] Abed Charef. *Algérie 88, un chahut de gamins*. Laphomic 1990.
[61] Monika Borgmann (Entretiens de) *Saïd Mekbel : une mort à la lettre*. Editions Téraèdre 2008.
[62] Djillali Hadjadj. *Corruption et démocratie en Algérie*. La Dispute 1999.
[63] Annuaire d'Afrique du nord
[64] *El Watan*, octobre 2006.
[65] Hichem Aboud. La Mafia des généraux. Op. cit.
[66] Jean-Jacques Cécile. *Espionnage business*. Ellipses Marketing 2005.
[67] Slimane Chikh. *L'Algérie porte de l'Afrique*. Editions Casbah 1999.
[68] M'Hamed Yousfi. Op. cit. M'Hamed Yousfi. Op. cit.
[69] *Le Monde* du 3, 7 et 27 mars 1988 et *L'Express* 26 janvier 1995.
[70] Abdelkader Bousselham. *Regards sur la diplomatie algérienne*. Editions Casbah 2005.
[71] Roger Faligot. *Les services secrets chinois : De Mao aux JO*. Nouveau Monde Editions 2008.

[72] Roger Faligot, Rémi Kauffer. Op. cit.
[73] Abdelkader Bousselham. Op. cit.
[74] Mohsen Toumi. *La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. PUF 1989.
[75] Eric Merlen et Frédéric Ploquin. *Carnets intimes de la DST : 30 ans au cœur du contre espionnage français*. Fayard 2004.
[76] Abdelhamid Brahimi. *Aux origines de la tragédie Algérienne : Témoignage sur Hizb França*. Hoggar 2000.
[77] Yves Bonnet. *Mémoires d'un patron de la DST*. Calmann-Lévy 2000.
[78] Seale Patrik. *Abu Nidal: a gun for hire.* Racines d'outremed
[79] *Le Monde* du 6 au 23 avril 1988.
[80] Jean-René Belliard. *Beyrouth l'enfer des espions*. Nouveau Monde Editions 2010 (p. 357)
[81] Roger Faligot et Pascal Krop. Op. cit.
[82] La presse algérienne, juillet 2005
[83] maroc-hebdo-press.ma

Du MALG au DRS :
Histoire des services secrets algériens

Coups d'Etat, assassinats politiques, torture, torture par procuration, vols secrets de la CIA, barbouzes, magouilles, refuges pour les terroristes les plus recherchés du monde..., les services secrets algériens sont des plus opaques au monde.

Qui les contrôle ? Quel est leur rôle et quel est leur pouvoir réel ? A travers les rares écrits et les quelques témoignages de certains espions algériens et étrangers, l'auteur essaie dans ce livre de retracer l'histoire des services secrets algériens de leur création jusqu'à aujourd'hui.

***

Lyes Laribi est ingénieur en hydraulique, membre fondateur du premier syndicat libre estudiantin en Algérie dans les années 1980, militant des droits de l'homme, membre du collectif ayant recueilli les témoignages sur la torture et les dépassements en octobre 1988. Il s'est opposé au coup d'Etat des généraux « janviéristes » en 1992.

Arrêté, torturé, déporté dans un camp du Sud, puis interné à la prison du déshonneur militaire de Blida où il s'est opposé aux idées radicales des chefs historiques du GIA, il sera arrêté après sa libération à plusieurs reprises.

Refugié en France depuis décembre 2000, il est l'un des trois plaignants contre l'ancien ministre de la Défense en avril 2001.

Auteur de deux ouvrages *Dans les Geôles de Nezzar* (Paris-Méditerranée, 2002) et *L'Algérie des Généraux* (Max Milo, 2007), il est actuellement professeur de mathématiques dans un lycée de la région parisienne.